



## L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

## des « conséquences extrêmement graves » pour Téhéran

Il a cependant affirmé que le gouvernement américain découragerait toute initiative personnelle visant à favoriser la libération des otages. De telles initiatives, a-t-il dit, répondant à une question concernant le représentant républicain de l'Idaho, M. George Hansen, peuvent prêter à de fausses interprétations. Le gou-

De temps à autre, M. Nobari nous dit que, pour lui, l'un ou l'autre des deux des multiples trahisseries qui sonnent en lui déclinent sur sa table de travail. C'est Paris, Zurich, Tokyo, Londres ou New-York, mais les nouvelles qu'il reçoit sont le plus souvent « mauvaises ». Ici, on lui apprend « confidentiellement » que le Japon a décidé de « gélir » et son tour des avoirs iraniens; là-bas, on assure que les banques belges suspendraient annulé des lettres de crédit de crainte de ne pas être remboursées; ailleurs, on annonce l'exportation de sucre, et là-bas, l'Allemagne, exigeant d'être payée d'avance, exerce une manœuvre

« Il y a six semaines environ, rapporte encore M. Nobari, nous avons découvert que la Chase Manhattan avait escroqué l'Iran des années durant des intérêts qu'elle n'avait dû verser pour des

Pourquoi a-t-il attendu jusqu'à vendredi pour annoncer sa décision ? « *Jeu*di *matin*, explique M. Ali Nobari, nous apprenions un complot stupéur, par la voie d'un article publié dans le Financial Times, que la Chase Manhattan, agissant au nom d'un consortium de banques, pour la plupart américaines, avait embaîlé un prêt de 500 millions de dollars contracté par l'Etat iranien en 1977, sous le prétexte que nous n'avions pas versé les intérêts dus depuis le 15 novembre dernier. Or, il s'agissait d'un mensonge éhonté en col la presse... » Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran, lors d'une conférence de

À écouter le gouvernement de la banque ou le ministre de l'économie, on se rend compte de la pression que Téhéran a perdue la première manche dans la guerre économique. Le système bancaire international est conçu de telle manière que l'Iran ne parait pas avoir de chance de gagner. Une critique qu'il traverse, à résister aux coups de boutoir des milieux financiers internationaux. L'Europe, nous disait amèrement M. Sani Sadat, est bon *grat mal* gré de son rôle de médiateur, se tient à l'ombre du géant américain. Mais, ne sachant pas comment tourner la fin, elle offre pourtant nous ménager en son pouvoir, comme le fait notamment la France, des élans d'un sympathie.

ÉRIC OURAIL

[illegible][illegible]

Sur un plan plus général, on ne peut oublier que le monde arabe et musulman, qui se trouve aux portes de l'Europe industrielle, connaît depuis un quart de siècle une mutation qui est un véritable bouleversement. Face à cet Occident qui connaît lui-même une grave crise morale et économique, et alors que leur société est tiraillée entre des élites occidentalisées et des masses aréligieuses, et une masse de croyants qui peuvent être tentés, sous l'impulsion des activistes musulmans, de retrouver leurs racines dans la religion. Mais la ferveur religieuse pour l'idéal coranique peut sombrer dans la violence de l'intégrisme. C'est ce qui s'est passé en Iran.

Mis en cause par un des  
otages libérés de l'ambas-  
sade des Etats-Unis de Téhéran (Le  
Monde du 21 novembre), l'ancien  
premier ministre iranien,  
M. Bakhtiar, nous a adressé une  
déclaration dans laquelle l'essentiel :  
« Je m'oppose à tout le genre de  
saisons visant à me discréditer,  
ainsi que, à travers ma personne,  
les aspirations nationales et  
démocratiques du peuple iranien.  
Je me suis efforcé de faire la con-  
naissance de documents établissant  
des trahisons entre les  
services secrets américains et  
moi-même, par lesquels j'aurais  
servi les intérêts froids et des ren-  
seignementisme ».

Aux raisons politiques et morales s'ajoutent des causes psychologiques et sociologiques : l'industrialisation introduite à un rythme accéléré depuis un quart de siècle impose des contraintes auxquelles les populations d'origine rurale ne sont pas préparées. Elle modifie les rythmes de la vie familiale et provoque des déséquilibres au sein de la société alors que s'accroît dans le même temps le divorce entre les couches

« Ces déclarations faites à Téhéran par une personne qui avait subi une détention prolongée, dans des conditions angoissantes, peuvent constituer une des conditions de sa libération. Toutefois, je mets cette question au défi de donner des précisions sur les documents en question, ne serait-ce que pour fournir quelques références. Je demurs formellement ces accusations fabriquées de toutes pièces et je précise que, depuis que j'ai quitté l'Iran, je n'ai plus, le 17 février dernier, je n'ai eu à aucun moment, que ce soit en France, en Iran ou ailleurs, le moindre contact avec aucune personnalité officielle ou non ».

هكذا في الأصل

## ISLAMIQUE

### Un dernier groupe de «renégats» résisterait encore aux forces saoudiennes dans la grande mosquée de La Mecque

Les autorités saoudiennes n'ont toujours pas repris le contrôle total de la grande mosquée de La Mecque et, selon le ministre saoudien de l'information, M. Mohammed Abdou Yaman, les forces de l'ordre continueraient vendredi soir, à éliminer les derniers «renégats» (nos dernières éditions du 24 novembre).

Le ministre a précisé qu'il ne restait plus qu'une «poignée» d'assailants et que le ministre de l'Intérieur publierait un communiqué sur les événements dès que les derniers rebelles auraient été arrêtés. Selon le témoignage d'un témoin oculaire, les forces de l'ordre ont tué 300 à 400 hommes occupant, depuis jeudi, le périmètre de la mosquée et les bâtiments de deux étages qui forment l'enceinte.

Selon ce témoin, des véhicules blindés sont déployés dans l'immense cour centrale où se dresse la Kaaba. Des troupes encerclent la mosquée et occupent, en outre, le bâtiment adjacent qui fait face à l'alle ouest de la mosquée et où se trouvent les derniers rebelles. Ceux-ci seraient retranchés dans deux minarets et les quelques pièces qui communiquent avec ceux-ci.

Vendredi, la prière traditionnelle n'a pas été célébrée depuis la grande mosquée de La Mecque mais depuis Médine, ce qui confirme que les forces de l'ordre ne sont pas tout à fait maîtresses de la situation.

Dans son appel, le cheikh Abdul Aziz a déclaré : « Notre gouvernement a agi sagement avec le groupe hérétique qui s'était emparé de la grande mos-

quée de La Mecque, afin d'épargner le sang des croyants innocents. Les extrémistes ont combattu Dieu et son prophète et ont répandu la corruption sur terre. Par conséquent, selon le Coran, ils devraient être exécutés ou crucifiés ou avoir les articulations brisées ».

Selon le journal jordanien *Al Rai*, le commandant du groupe armé aurait été tué. Il s'appellerait Mohamed Abdallah et serait âgé de vingt-six ans. Le journal indique encore que le groupe armé aurait fait partie d'une secte appelée Salafite, dissidente du naïbisme sunnite.

A Moscou, Tass a annoncé vendredi l'envoi de commandos armés d'autre part de susciter des réactions violentes dans certains pays musulmans. Ainsi, un millier de musulmans ont, vendredi, incendié des véhicules, pillé des magasins et tenté de mettre le feu aux consulats des Etats-Unis et de l'Union soviétique à Calcutta. La manifestation était organisée par la Ligue musulmane et le parti du Congrès de Mme Gandhi.

Au Bangladesh, plus de dix mille personnes ont manifesté, dans les rues de Dacca, en portant des banderoles proclamant : « A bas l'impérialisme anglo-américain », « A bas la domination sioniste » et « Allah Akbar » (Dieu est grand).

### RECEVANT LE VICE-PREMIER MINISTRE BELGE

### M. Hua Guofeng évoque la « situation délicate » dans laquelle pourrait se trouver l'Arabie Saoudite

De notre correspondant

Pékin. — Le président Hua Guofeng a exprimé vendredi 23 novembre, devant le vice-premier ministre belge, M. Claes, ses inquiétudes devant la prolongation de la crise iranienne. Il a particulièrement évoqué « la situation délicate » dans laquelle risquait de se trouver l'Arabie Saoudite au cas où une coalition ne serait pas trouvée prochainement à la confrontation entre Téhéran et Washington.

Selon M. Claes, le chef du gouvernement chinois a aussi évoqué le Pakistan. Il a exprimé la conviction que les incidents d'islamabad « n'impliquaient la responsabilité d'aucun gouvernement ». Mais il a noté que les tensions accrues par la Chine qu'une déstabilisation de la situation au Proche-Orient et dans la région du Golfe n'aboutisse à un accroissement de l'influence soviétique.

M. Hua Guofeng a énuméré trois autres régions que Pékin considère comme des « points chauds » : l'Afrique (du Sud-Est surtout) et les Caraïbes. Il n'a pas mentionné l'Europe, et les problèmes de la défense européenne n'ont pas été évoqués. Le premier ministre chinois a seulement déclaré que « la Communauté européenne constituait un élément fondamental de stabilité » dans le monde. Il a souhaité la voir accroître ses efforts pour aider les pays arabes à renforcer leur unité.

Sur le plan bilatéral, le vice-

premier ministre belge a signé, vendredi, un accord « sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technologique ».

M. Claes prévoit que cet accord trouvera ses applications dans les secteurs de l'énergie (extraction houillère et centrales thermiques), de l'exploitation des gisements non ferreux (cristal et plomb), des télécommunications et des installations portuaires.

Selon M. Claes, la Chine n'aurait pas abandonné, d'autre part, l'idée de se doter de centrales nucléaires, excluant seulement la possibilité que ses éventuels achats d'équipements étrangers dans ce domaine soient assortis de restrictions sur la non-utilisation de ces fins militaires. M. Fang Yi, vice-premier ministre, s'est longuement intéressé aux techniques de l'enrichissement des matériaux nucléaires et du traitement des déchets.

Ces indications contrastent avec celles données au printemps dernier, où la Chine avait annoncé son projet d'acheter deux centrales à la France. Il avait été dit à l'époque qu'il s'agissait d'une « consigne » de la Chine aux nouvelles de la politique énergétique chinoise, celle-ci ne prévoyant, à l'étape actuelle, que le développement de sources d'énergie non nucléaires.

ALAIN JACOB.

### « La reconnaissance de l'existence du peuple palestinien est un préalable » déclare le représentant de l'O.L.P. à Paris

Répondant vendredi 23 novembre aux questions des membres de l'Association de la presse diplomatique, M. Souss, délégué de l'O.L.P. en France, a déclaré : « A ceux qui vous disent : changez votre charte (pour reconnaître Israël), je réponds que, du côté d'Israël, il n'y a pas de charte, pas de Constitution, pas de frontières définitives ; il n'y a pas de reconnaissance de l'existence du peuple palestinien. Que le peuple israélien commence par écrire une Constitution, qu'il dise : Nous voulons que l'Etat d'Israël soit délimité dans des frontières, supposons celles de 1967 ; nous reconnaissons l'existence du peuple palestinien. (...) Nous reconnaissons qu'un tel peuple a existé et que nous l'avons chassé de cette terre par la force des armes. Le jour où le peuple d'Israël fera cet acte-là, le Conseil national palestinien prendra les décisions qui doivent être prises ».

M. Souss rappelle que la position de l'O.L.P. a évolué depuis qu'en 1965 elle voulait « élever les juifs à la mer » ; aujourd'hui, elle ne demande que la formation d'un Etat sur une partie du territoire palestinien. Il s'est également prononcé en faveur d'une modification de la résolution 242 du Conseil de sécurité (base de toutes les tractations au Proche-Orient) qui ignore, a-t-il dit, les droits du peuple palestinien.

A propos des prises d'otages de

Téhéran, M. Souss a dit : « Je n'approuve les prises d'otages par qui que ce soit. C'est une chose abjecte, une arme indéfendable ». Enfin, à propos des relations franco-palestiniennes, M. Souss a dit : « Les relations de l'O.L.P. avec la France ont excellentes. Il faut démentir l'affaire d'une visite de M. Arafat en France. Ce qui importe, c'est que la visite se fasse dans les meilleures conditions politiques acceptables pour les deux parties ».

● Réunis à Paris le 23 novembre sous l'égide du CRIP en assemblée extraordinaire nationale, les représentants des communautés et organisations juives de France ont exprimé leur opposition unanime à toute entreprise conduisant à une installation officielle de Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., dont la charte (art. 19 et 20), confirmée par les récentes déclarations de son porte-parole Kaddoumi, exige la destruction de l'Etat d'Israël, au mépris des engagements internationaux qui portent la signature de la France. Une telle initiative (...) constituerait une intolérable légitimation du terrorisme et du chantage. Elle nous blesserait à la fois comme juifs et comme citoyens attachés à la justice, et risquerait ainsi de créer les conditions d'un véritable divorce moral entre la communauté juive et le gouvernement ».

## Le retour d'un ami de la France

(Suite de la première page.)

Quand il fut choisi en 1941 pour monter sur le trône par l'amiral Duxoux, de préférence à son oncle Monireh, le représentant de Vichy pensait que ce jeune homme de dix-huit ans, bon vivant, serait aisément manœuvrable. Il n'en fut rien, et le prince n'eut de cesse qu'il obtienne l'indépendance de son pays, allant même, en 1953, jusqu'à lancer sa fameuse « croisade royale pour l'indépendance » après un bref et spectaculaire exil en Thaïlande.

L'épothéose des relations franco-cambodgiennes sera la visite, en 1966, du général de Gaulle, reçu avec faste à Phnom-Penh, où il prononcera des discours d'importance. Il apportait une caution et une autorité morale inestimables aux efforts du prince pour maintenir une politique neutraliste au milieu d'une Asie du Sud-Est en ébullition. Le prince témoigna au général une dévotion quasi filiale ; les relations familiales de nos chefs d'Etat ne sont plus aussi prestigieuses, et l'appui qu'espérait le prince Sihanouk dans les heures difficiles d'après 1970 lui fut bien plus chèrement mesuré qu'à d'autres.

C'est d'ailleurs du départ de de Gaulle que le prince Sihanouk a daté la dégradation de ses relations avec la France. Il dira que le général n'aurait jamais reconnu le régime de Lon Nol et comparera la résistance khmère à la France libre. Il tuilignera l'attitude « inadmissible » de la France après la rencontre de la Marjine de décembre 1974 entre les présidents Ford et Sihanouk. La dernière tentative du prince pour subtiliser le pouvoir aux Khmers rouges en s'installant à Phnom-Penh, avait signé le communiqué final dans lequel il s'alignait sur la position américaine. Un démenti embarrassé du chef de l'Etat ne put redresser une situation compromise ; la méfiance des Khmers rouges à l'encontre de Sihanouk s'accroît et l'effacement de Sihanouk dans le chaos lui perdure (2).

En août dernier encore, le prince avait annulé sa visite en France en raison de ce qu'il appelait l'attitude « réticente » adoptée par Paris à son égard, pour ne pas « déplaire » à Moscou et à Hanoi. Il faut dire que le Quai d'Orsay, tout en affirmant que « le gouvernement français n'avait pas mis de conditions particulières à la venue en France du prince Sihanouk », avait ajouté qu'il serait soumis, « comme tous les étrangers en France », à l'obligation de réserve. Le moins que l'on puisse dire est que la politique khmère de la France ne s'est pas maintenue au-delà de la préservation de ses intérêts traditionnels au Cambodge, mais encore n'aura guère contribué à aider les efforts du prince en faveur de la paix et de la neutralité de son pays.

### « Maintenir la race khmère »

Mais, comme dans tous les moments difficiles, c'est vers la France que se tourne aujourd'hui le prince Sihanouk. Désespéré, sans soutien et sans troupes, désarmé devant l'invasion vietnamienne et les Khmers rouges qu'il abhorre, déçu, semble-t-il, par la Chine, c'est à Paris qu'il commence sa tournée de plusieurs pays occidentaux. Il souhaite obtenir compréhension et soutien et rallier une émigration khmère désempée.

Le prince Sihanouk a cependant bien changé au cours des dernières années. Isolé dans sa résidence de Phnom-Penh pendant près de trois ans, puis pendant plusieurs mois dans son palais de Pyongyang, entouré seulement de quelques fidèles ou d'anciens courtisans, il semble avoir découragé certains de ses partisans par des volte-faces et des déclarations souvent contradictoires. C'est ainsi qu'il avait tenté d'engager le contact avec Hanoi et demandé, en juillet dernier, aux khmers khmers nationalités de déposer les armes ; les silences, puis les réponses décevantement de Hanoi et du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh l'ont convaincu que la résistance était inévitable. Il reconnaît cependant qu'il ne pourra remporter la victoire les armes à la main.

### Japon

### Le rôle de Tokyo sur la scène internationale a été étudié lors du symposium organisé par l'« Asahi »

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon doit prendre une responsabilité plus grande sur la scène internationale et participer à des pôles de développement ; telle est l'idée dominante qui s'est dégagée du symposium organisé du 19 au 21 novembre par le quotidien *Asahi* pour son centenaire. Le rôle du Japon dans la communauté internationale est une question débattue depuis près d'une décennie. Le Japon étant devenu un troisième puissance économique du monde tout en se gardant de prendre les responsabilités qui lui incombent du fait de sa puissance. Par la qualité des interventions et la franchise du débat, dirigé par le professeur Tsuru, ancien président de l'université Hitotsubashi, le symposium, auquel participaient notamment, du côté occidental, M. Healey, ancien chancelier de l'Echiquier, M. James Reston du *New York Times* et M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a été l'occasion de préciser un certain nombre de perspectives.

A l'idée couramment répandue, et qui d'ailleurs a encore une fois été soutenue par certains participants nippons, selon laquelle le Japon ne peut que chercher à s'adapter à l'évolution du monde industrialisé, il a été opposé que l'avenir ne dépend pas d'une adaptation au monde développé mais, au contraire, d'une participation au développement du tiers-monde.

Le Japon a été fortement critiqué, notamment par M. James Reston, pour sa passivité dans le drame indochinois et la dissolution de son aide aux Cambodgiens.

Le symposium a été l'occasion pour M. Servan-Schreiber de soumettre aux Japonais un projet auquel il tient : la réalisation d'un « triangle créatif ». Estimant que la suprématie américaine dans le domaine économique, politique et scientifique appartient à une époque révolue, il a insisté sur la nécessité de former un pôle de développement qui réunirait les Japonais, les Arabes et les Européens. Celui-ci aurait le mérite, estime-t-il, sans en rien constituer un bloc hostile aux Américains, d'avoir une marge de manœuvre plus grande en évitant d'être marqué par les engagements politiques que les Etats-Unis ont à travers le globe. Alors que les événements du monde

### Cambodge

Ne déclarait-il pas récemment au *Monde* qu'il était « sans illusions » mais que « l'essentiel en ce moment est de maintenir la race khmère » (nos éditions du 4-5 novembre) ? Une préoccupation qui, chez lui, l'a toujours emporté sur toute autre.

Il n'aura pas trop de son habileté, et d'un charisme qui demeure considérable, pour unir et galvaniser ses compatriotes, et leur faire accepter sa Contédération des Khmers nationalistes créée en septembre à Pyongyang. Le plus difficile à convaincre sera sans doute un de ses anciens premiers ministres, M. Son Sann, qui a pris, avec M. Chhean Vam, lui aussi ex-chef de gouvernement, la tête d'un Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.). « Il n'est pas question que je me rallie à Son Sann ; je suis tout de même l'ancien chef de l'Etat », déclarait récemment Norodom Sihanouk. M. Son Sann, qui avait dès janvier réaffirmé son soutien au prince « pour qu'il sauve la nation », ne se serait lancé seul dans la résistance qu'à cause des tergiversations du prince.

Les divisions des Cambodgiens semblent être une constante de leur histoire et les ambitions des Etats voisins, Vietnam ou Thaïlande, ont souvent tiré profit des rivalités entre

princes ou entre clans pour assoier leur influence ou étendre leurs conquêtes. Aujourd'hui encore, à la frontière khmère-thaïlandaise, de nombreux groupes rivaux tentent de mener une guérilla sans espoir. Pour rassembler anciens Khmers rouges et Sihanoukistes, ex-nationalistes et Sihanoukistes, il faudra mettre bien des susceptibilités au vestiaire, et le prince Sihanouk devra faire preuve de la souplesse politique à laquelle il excellait jadis. Sans cette unité, la résistance khmère ne pourra devenir crédible ni engager le dialogue avec Hanoi le jour où les Vietnamiens rétrograderont qu'il n'est pas si facile de venir à bout de l'hostilité d'un peuple.

La tâche de Norodom Sihanouk est plus difficile que jamais. Il aura besoin, pour appuyer ses efforts et ceux de ses compatriotes, du soutien de nombreux gouvernements. Il est souhaitable, pour la survie des Cambodgiens, qu'il obtienne à Paris et ailleurs, malgré ses défauts et ses erreurs passées, le prince reste sans doute l'un des derniers atouts dont disposent encore les Cambodgiens.

PATRICE DE BEER.

(2) Une tragédie sans importance (Ballad France Adel 1979) et le *Monde* daté 22-23 décembre 1974.

### Le C.I.C.R. et l'UNICEF ne disposent pas des fonds promis pour l'« opération survie » du peuple khmer

De notre correspondante

Genève. — La récente conférence des Nations unies sur le Cambodge est plus que jamais considérée à Genève comme une simple opération de prestige, car la plupart des engagements pris publiquement par divers Etats à New-York, le 5 novembre, sont restés lettre morte. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et l'UNICEF, responsables de la gigantesque « opération survie » du peuple cambodgien, ont lancé le vendredi 23 novembre un véritable cri d'alarme. Faute de moyens, ces deux organismes risquent de ne plus pouvoir continuer leur aide humanitaire.

En effet, sur les 110 millions de dollars dont elles devraient en principe disposer, selon les engagements pris par les Etats, seulement 12 millions de dollars ont été jusqu'à maintenant versés. En outre, étant donné l'afflux en Thaïlande de populations khmères, les prévisions faites cet automne ne correspondent plus aux besoins. C'est 140 à 150 millions de dollars que nécessite l'« opération survie » pour être convenablement menée dans les six mois à venir.

Dans l'appel lancé à la communauté internationale, le C.I.C.R. et l'UNICEF précisent que pour

mener à bien leur action en faveur des populations civiles cambodgiennes il leur manquent 45 millions de dollars avant la fin de l'année. Les Etats scandinaves et les Pays-Bas notamment se sont montrés particulièrement généreux et ont tenu leurs promesses. D'autres pays comme la France ont fait des dons en nature, qui ne sont pas négociables, mais c'est l'argent liquide qui manque le plus.

Tout ce que les deux organisations achètent ne peut être payé qu'au comptant, la solidarité n'étant pas la caractéristique la plus évidente des industries qui vendent des véhicules, des équipements divers et des denrées de toutes sortes indispensables pour pouvoir poursuivre les secours. En outre, ne serait-ce que pour le droit de passage de chaque cargo porteur de secours d'urgence, les autorités de Phnom-Penh continuent de réclamer 9 000 dollars. L'UNICEF, pour ne pas laisser se détériorer des vivres dont on ne saurait retarder la distribution, s'est vu obligé de louer chez Hertz, à Bangkok, des autos et des minibus. Un exemple, parmi de nombreux autres, qui illustre une situation tragique qui risque de durer si les divers Etats ne réagissent pas immédiatement.

ISABELLE VICHNIAC.

## MEETING

### CONTRE LA VENUE D'ARAFAT EN FRANCE

ET

### POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

LE LUNDI 26 NOVEMBRE 1979 à 20 heures  
PAVILLON DE PARIS.

(Porte de Pantin)

RENOUVEAU JUIF  
(Dor Henech-M.S.F.)

L. I. C. R. A.  
(Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme)

ALLIANCE FRANCE-ISRAEL

(Métro, Autobus : Porte de Pantin)  
(PARKING ASSURÉ)

محكمة العدل

## AFRIQUE

### Ouganda

#### Le Conseil national consultatif entérine la « disgrâce » du ministre de la défense

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'épreuve de force qui mettait aux prises — à huis clos — le président ougandais, M. Binaisa, et une bonne partie du Conseil national consultatif, organe qui fait office de Parlement jusqu'aux élections de juin 1981 — s'est soldée par une demi-victoire du chef de l'Etat. Celui-ci a reconnu que l'annonce, en début de semaine, d'un remaniement gouvernemental comportant notamment la rétrogradation du ministre de la défense, M. Museveni, avait été une « erreur ». Il a précisé qu'il n'avait jamais envisagé de nommer des ministres sans consulter le Conseil. Cette consultation, à-t-il ajouté, est en cours. Le Conseil annoncera son accord avec les changements proposés dans « environ une semaine ». Selon le chef de l'Etat, le Conseil lui a reconnu le droit d'effectuer un remaniement ministériel. Toutefois, les modifications gouvernementales seront désormais soumises pour approbation préalable à une « commission permanente » du Conseil créée à cet effet.

Au-delà de ces subtilités de procédure et de ces apparentes concessions de forme acceptées par le président, l'important est

que le conseil national consultatif n'a pas remis en cause la rétrogradation de M. Museveni. Interrogé sur les raisons de cette disgrâce, le président a refusé de commenter les rumeurs selon lesquelles le ministre de la défense aurait été mis à l'écart parce qu'on lui reprochait d'organiser le recrutement d'une armée privée dans sa région natale, l'Ouest ougandais.

Comment va réagir M. Museveni ? Il est peu vraisemblable qu'il consente à rentrer dans le rang en acceptant le ministre — secondaire — de la coopération régionale. Châtré-t-il l'exil ? Se montrera-t-il en réserve de la république dans la perspective des élections. Dans une interview accordée au correspondant à Londres du quotidien kenyan *The Standard*, l'ancien président Lule voit dans la rétrogradation de Museveni la conséquence d'un « nouveau tour de vis » instauré par le chef de l'Etat. Si tel était le cas, on voit mal cependant pour l'instant les raisons qui auraient incité le président Nyerere à « neutraliser » un homme qui passait il y a peu de temps encore, pour son protégé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### LE CONFLIT RHODÉSIE

#### Londres rappelle pour consultation son représentant en Zambie

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné vendredi 23 novembre l'agression menée ces jours derniers par les troupes rhodésiennes contre la Zambie.

Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution demandant que la réparation des dommages

soit payée par les « autorités responsables ». La Grande-Bretagne est invitée à prendre rapidement des mesures pour éviter un « régime raciste minoritaire et illégal » de Salisbury de répéter ses « actes d'agression et de provocation contre la Zambie ».

D'autre part, à la veille du sommet des Etats de la « ligne de front » (Zambie, Tanzanie, Mozambique, Angola, Botswana), le ministre de l'Industrie dans le cadre de l'opération Energies nouvelles au Sahel, émis sur une période de trois ans. Les Malais ont participé à la réalisation des 3 000 à 4 000 mètres carrés de capteurs solaires qui dispensent l'énergie à l'installation.

Grâce à cette centrale, les Malais espèrent redonner à la région de Diré cette vocation de grenier à blé qui fut la sienne au début du siècle. A cette époque,

### Mali

INAUGURÉE PAR M. ROBERT GALLEY

#### La centrale solaire de Diré devrait permettre la remise en valeur de 3 000 ha de terre cultivable

Les travaux de la vingt-troisième session de la Commission mixte franco-malienne ont débuté vendredi 23 novembre, à Bamako, en présence de M. Galley, ministre de la coopération.

Après avoir eu un entretien avec le président Moussa Traoré, chef de l'Etat malien, le ministre de la coopération doit inaugurer ce samedi la centrale solaire de Diré.

La centrale solaire thermodynamique que la Sofres-Ménager a construit à Diré est installée sur les bords du Niger, dont elle pompe les eaux. Cette centrale solaire (1) fournit quelque 9 000 mètres cubes d'eau pour irriguer une certaine d'hectares de terrains agricoles, assure l'approvisionnement potable des sept mille habitants de la ville de Diré, malgré tout, reste une énergie chère, 100 à 200 hectares de terres. Cette situation devrait progressivement s'améliorer grâce au très faible coût d'entretien et à la baisse des prix des matériaux solaires.

En attendant, les pays de la zone sahélienne — Mauritanie, Sénégal, Gambie, Mali, Haute-Volta, Niger, Tchad et Libéria — ont besoin de s'équiper pour lutter contre la sécheresse. L'aide internationale à ces pays — 51 milliards de dollars entre 1974 et 1978 — a été réduite de moitié, même pour cette année où les pluies ont été bonnes, et la France figure encore en bonne place dans cet engagement. Si sa part, la première comme l'a fait remarquer M. Galley, a baissé en pourcentage, elle a augmenté en volume puisque elle a atteint 1,8 milliard de francs en 1978. Il y a ajouté pour 1979 un programme exceptionnel de 100 millions de francs et une aide de 10 millions de francs pour le transport d'aides alimentaires en faveur des Etats du Sahel. — J.-F.A.

(1) Diré est la centrale solaire de puissance moyenne, la plus puissante du monde, qui sera remplacée par des installations de laboratoire.

## AMÉRIQUES

### Bolivie

#### Le commandant en chef de l'armée se soulève contre le gouvernement de Mme Guetier

La Paz (A.F.P.). — Le général Luis Garcia Mesa, qui s'est rebellé vendredi 23 novembre contre Mme Lidia Guetier, chef de l'Etat, et les chefs d'état-major des forces armées, avait été nommé commandant en chef de l'armée par le colonel Busch lors du coup d'Etat du 11 novembre. Il avait été remplacé dans la journée de vendredi par le général René Villareal Rojas, dans le cadre d'une série de nominations affectant l'état-major des forces armées.

Le général s'est enfoncé dans la caserne Miraflores de La Paz, où est cantonné le 1<sup>er</sup> corps d'armée, avec des véhicules blindés, des chars et des commandos, et a reçu l'appui du 2<sup>e</sup> corps d'armée, basé à Santa-Cruz-de-la-Sierra, et qui couvre la défense des frontières avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay.

Le général Mesa exige de Mme Guetier qu'elle renvoie sur les nominations auxquelles elle a procédé vendredi, et exprime son mécontentement à l'égard de la démission de l'armée de terre, le général Villareal.

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DE M. GROMYKO A BONN

#### Les dirigeants ouest-allemands minimisent l'avertissement du Kremlin à l'OTAN

De notre correspondant

Bonn. — La visite de M. Gromyko se termine sur un échec. L'optimisme dont on faisait preuve dans les milieux gouvernementaux ouest-allemands, après l'entretien que le ministre soviétique des affaires étrangères a eu vendredi 23 novembre avec M. Schmidt, a été dissipé lorsque M. Gromyko a dit, au cours de la conférence de presse, à propos des armes stratégiques, qu'il n'y avait pas de négociations « si les membres de l'OTAN se prononcent au conseil atlantique de décembre en faveur de la mise en place, en Europe, d'un armement nucléaire plus moderne ».

Jusqu'à présent, M. Brejnev avait considéré que les décisions attendues du conseil atlantique rendraient seulement plus difficile une telle négociation. Les questions des journalistes pour s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un malentendu n'ont cependant pas fait dévier M. Gromyko de son attitude.

Son argumentation est simple : les fusées SS-20, dont l'U.R.S.S. poursuit la mise en place, ne justifient pas la moindre inquiétude. Selon M. Gromyko, ce dispositif n'est pas nouveau. Les fusées soviétiques de portée intermédiaire, a-t-il dit, ne modifient en rien « l'égalité approximative » entre l'Est et l'Ouest. En revanche, les décisions préparées à l'OTAN violeraient le « principe de la parité » que MM. Carter et Brejnev avaient proclamé en signant SALT 2.

M. Gromyko a mis en cause les armes nucléaires dont disposent « d'autres puissances » des Amériques, c'est-à-dire les armes françaises et britanniques. A ses yeux, le principe de l'égalité est compromis si les Etats-Unis peuvent compter sur un arsenal stratégique qui ne serait pas inclus dans un futur accord SALT 3.

Le ministre a donc proposé de négocier « sur la base de la situation actuelle », les Soviétiques étant prêts à envisager une réduction du nombre de leurs fusées SS-20. Le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Genscher, a réagi aux commentaires pessimistes radiotélévisés.

Selon lui, les entretiens n'auraient pas abouti à un « échec ». Visiblement énérvé, il a déclaré : « On ne négocie pas à des conférences de presse ou à la télévision. » Ces propos paraissent confirmer l'impression que dans les conversations M. Gromyko se serait montré plus conciliant que devant les journalistes. Toujours est-il que ses déclarations ont stupéfié les officiels. M. Genscher a précisé que le gouvernement de Bonn s'attendait au projet de résolution qui doit être adopté par le conseil atlantique et que « les Soviétiques prendront position quand nous leur présenterons nos propositions ».

#### La gauche sociale-démocrate est visée

Le chef de la diplomatie soviétique a certes accumulé les menaces, mais l'impression n'en prévaut pas moins à Bonn que l'U.R.S.S. mène un combat de dernière minute. En même temps, bien entendu, M. Gromyko s'est adressé à la gauche social-démocrate, récusée à s'élever contre la « réarmement » occidental au congrès du S.P.D. du 3 décembre à Berlin.

Il paraît peu probable que l'U.R.S.S. soit prête à une rupture dont les conséquences seraient aussi graves pour elle que pour les Occidentaux. M. Gromyko ne s'est d'ailleurs pas contenté de combattre le projet de l'OTAN, il a relevé la « longue chaîne » accomplie dans les relations germano-soviétiques ces dernières années et a rendu hommage à M. Schmidt, dont les déclarations sur le désarmement seraient toujours « appréciables » du côté soviétique. Le fait que M. Genscher n'ait pas été inclus dans cet hommage est conforme à la tactique soviétique, qui concentre ses attaques sur le ministre des affaires étrangères. De leur côté, M. Schmidt et Genscher ont accepté une invitation de leur fusées SS-20. Le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Genscher, a réagi aux commentaires pessimistes radiotélévisés.

JEAN WETZ.

Le premier ministre de la province canadienne du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, est arrivé vendredi 23 novembre à Paris pour une visite d'une semaine en France à l'invitation de M. Monory, ministre de l'Énergie. Il se rendra notamment en Poitou-Charentes, province d'origine des Acadiens, qui pour la plupart, vivent au Nouveau-Brunswick.

M. Jenkins, président de la Commission des Communautés européennes, a examiné vendredi 23 novembre avec M. Giscard d'Estaing l'ordre du jour du conseil européen de Dublin (29 et 30 novembre). En quittant l'Élysée, M. Jenkins a dit qu'il espérait un « résultat positif » en ce qui concerne la participation britannique au budget communautaire, mais qu'il restait beaucoup de difficultés à surmonter.

RECTIFICATIF. — Dans sa conférence de presse, à la fin du sommet franco-britannique, Mme Thatcher a dit : « Il nous est tout simplement impossible de payer 1 milliard de livres (9 milliards de francs) de contribution nette par an », et non 1 million de livres. (Le Monde du 22 novembre.)

Réactions danubiennes et norvégienne. — Le groupe parlementaire du parti social-démocrate danois (social-parti du gouvernement) a décidé vendredi 23 décembre que le Danemark demanderait au Conseil atlantique du 12 décembre l'ajournement à six mois de toute décision pour l'implantation de nouveaux missiles américains en Europe. En Norvège, dans une réponse au message de M. Brejnev, le premier ministre, M. Nordli, juge « positive » la proposition soviétique pour une limitation des armements en Europe. Ni le Danemark ni la Norvège ne figurent parmi les pays où seront implantées les nouvelles armes américaines.

### LE MONDE

chaque jour à la disposition de nos lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez pour être

LA MAISON

que vous recherchez

### Publicité

A l'occasion du procès de Jean Fabre, inconnu, président du Partito Radicale (d'Italie), qui se tiendra MARDI 27 NOVEMBRE, à 13 h., devant le Tribunal Permanent des Forces Armées (20, rue de Reuilly, Paris)

MEETING CONTRE LES TRIBUNAUX MILITAIRES EN FRANCE ET EN EUROPE

AVEC

# Marco PANNELLA

(député européen du Partito Radicale)

Pierre BEREGOVY (P.S.) - Huguette BOCHARDEAU (P.S.U.) - Roger-Gérard CHWARTZENBERG (M.R.G.)

## A la Mutualité, lundi 26 novembre, à 20 h.

Renseignements et soutiens financiers : Partito Radicale c/a M.R.G., 195, boulevard Saint-Germain, Paris (7<sup>e</sup>) - Tél. : 548-03-85.

تحتفظ من الأصل

## L'absence prolongée de M. Kossyguine alimente les rumeurs avant les sessions du comité central et du Soviet suprême

en cours et du budget de l'exercice suivant. Il semble qu'il ne s'agira pas, cette année, d'une simple réunion de routine ; d'ailleurs, des bruits courent sur des changements possibles au sein de la direction depuis plus d'un mois, en fait depuis le retour de M. Brejnev de Berlin-Est. Ces rumeurs ont été relancées par l'absence prolongée de M. Kossyguine.

### De notre correspondant

plan); c'est impossible. Les retards touchent des secteurs-clés comme le pétrole et l'industrie pétrolière, la métallurgie, la chimie, les machines-outils, les engrais... Dans certaines de ces branches, la production a même diminué au cours des neuf premiers mois de cette année par rapport à la période correspondante de 1978. La hausse de la productivité du travail est, elle aussi, bien inférieure aux espoirs des planificateurs.

## La situation économique à empierré

Un plénum de novembre 1971, M. Brejnev avait été très sévère pour les responsables de l'économie et il avait même annoncé des sanctions. Force est bien d'admettre que la situation économique à l'étranger est mauvaise. Les dirigeants en tireront-ils des conséquences « personnelles » ?

On est ramené ainsi aux rumeurs sur un changement de régime, à la soumission tendant à naturaliser et de toujours chercher les coupables au sein du gouvernement. Cette pratique peut avoir une suite : on laisse le parti qui apparaît comme véritable défenseur des intérêts du peuple. Les rumeurs les plus insistantes touchent M. Kosyguine. A la suite de son absence aux fêtes de la Révolution, événement sans précédent à Moscou, — certains croient savoir qu'il est gravement malade ; d'autres qu'il a été démis de ses fonctions. Voilà quelques années déjà, le chef du gouvernement avait fait la confiance à des dirigeants occidentaux qu'il avait considérés comme des amis, mais que ses pairs lui avaient demandé de rester à son poste.

demanda si une nouvelle loi abandonner ses fonctions, M. Kossyguine, pourrait-il dit-on, vouloir provoquer une crise de conscience de la part de ses P.U.R.E.S. Les cadres dirigeants P.U.R.E.S. Les éléments indignes de la confiance du peuple soviétique, nombreux et connus, méritent-ils un traitement aussi sévère ? Les éléments qui ont fait tant pour qu'un journal de presse communiste occidental, mensuel et président du mouvement de la jeunesse dans les pays socialistes (il s'agit de l'Unité), ait cru pouvoir écrire que « le premier ministre, dont le rôle est de diriger le pays, pourrait abandonner sa charge. Le correspondant dans la capitale soviétique du quotidien communiste français, au même temps que « le rôle de M. Iljitchev — vice-ministre des affaires étrangères et chef de la délégation soviétique à la conférence avec la Chine — serait tombé d'un examen attentif au prochain plénum du comité central ». Selon le correspondant, le positionnement de M. Krivich pourrait être renforcé.

M. Kossyguine n'est pas le seul dirigeant qui aurait droit à prendre sa retraite, pour des raisons d'âge ou de santé. La succession des principaux membres du bureau politique est à l'ordre du jour, et il est théoriquement possible de jongler avec les noms ou de préparer toutes les constellations « logiques ». Mais les certitudes sont aussi précaires que les informations sont rares. Trois faits méritent cependant d'être relevés :

La revue du comité central **Kommunist** a récemment rappelé que tous les travailleurs blancs sous l'influence de M. Soulovski les principes de la coïncidence dans la direction du parti.

— M. Khrushenko, membre du bureau politique et secrétaire du comité central chargé des cadres et de l'organisation, est le successeur, naturel » du secrétaire général. C'est lui qui préside déjà les réunions du Politburo. En l'absence de M. Brejnev et il a étendu ces derniers mois ses compétences à la surveillance de l'activité gouvernementale.

— Il est évident que depuis le vingt-cinquième congrès M. Brejnev pousse en avant M. Constantin Cernomach qui apparaît comme le candidat favori du régime de plus en plus en proposant la création d'un poste de secrétaire général adjoint qu'il réserverait à son protégé ? Il est possible que nous le voyions à la tête du parti, le congrès du parti a lieu tous les cinq ans, c'est-à-dire de l'année prochaine. Des promotions au bureau politique ont lieu tous les deux ans, le bureau central pour préparer une relève ne sont donc pas à exclure de ce périmètre. Tout milite en faveur de décisions rapides, bien que la politique des dernières années ait été coûteuse à s'ajourner les choix, dérange.

**DANIEL VERNET.**

## La loi d'amnistie a été promulguée

### De notre correspondant

Liège. — Une loi d'amnistie couvrant tous les délits politiques commises par des civils ou des militaires depuis la révolte de 1914-1915, a été adoptée par le Parlement le 25 avril et est entrée en vigueur le 25 avril 23 novembre. Cette loi, qui ne s'applique pas aux auteurs d'attentats à la bombe ni aux responsables de sévices sur des prisonniers, avait été votée par les socialistes et les communistes le 24 avril 1979. Sous la pression des milieux les plus conservateurs de l'armée, le président de la République a usé pourtant de son droit de veto. Cette loi d'amnistie résumée de la loi à l'Assemblée. Les députés socialistes et communistes ont confirmé leur

[illegible]

## APRÈS LE XII<sup>e</sup> CONGRÈS

## De notre envoyé spécial

n'ont pas pu saisir les motifs exacts prononcés par M. Pivruschenko, l'ambassadeur de l'URSS à l'économie n'a parlé ni de l'absence ni de loin des affaires étrangères.

C'est en adversaire de la politique de l'indépendance totale que M. Pivruschenko est allé à Moscou, que M. Ceausescu a choisi de peindre son adversaire dans sa réponse : « il est sûr qu'il n'est pas un homme d'Etat, mais la démocratie qui règne aujourd'hui au sein du P.C.R. et très probablement de l'époque où il sort du parti qu'il a quitté le 15 mai 1968, mais l'histoire ne le demandant » au nom de qui s'était exprimé ce « provocateur étranger au pays et à son peuple » ?

Après avoir accusé M. Pivruschenko d'être « resté tranquillement chez lui » pendant la guerre, de n'avoir pas eu peur de la guerre, de protester quand on jurait des dents qu'on était sûr de la victoire (« une époque à jamais révolue »), de ne pas avoir eu la main, et d'avoir été écarté de la direction en 1980 à cause « de son incapacité et de ses intrigues », M. Ceausescu a la part possédée de documents.

Barbu, l'une des personnalités dominantes de la littérature officielle, le quitte, victime d'une affaire de plagiat.

Au comité politique exécutif, on relève le départ de M. Manușel, ministre de l'agriculture, et de M. Manușel, déjà ministre de l'agriculture, poste qu'il a occupé jusqu'en 1974. Quatre autres personnes s'en vont également : M. Gheorghe Cioba, qui avait troqué en février 1974 son poste de ministre des Industries contre celui de l'énergie électrique ; M. Emil Dragănescu, ministre du tourisme ; M. Ion Ionița, vice-premier ministre, qui a été remplacé ; et M. Ion Ugiar, responsable des administrations locales, qui perd aussi son place — au sein du parti, on entre — sans changement ministériel — à l'ordre du jour. M. Ludovic Pașek, ministre de l'économie forestière.

Outre M. Fazekas, deux anciens suppléants deviennent membres du comité politique exécutif : M. Nicolas Constantin, ancien conseiller de M. Ceausescu, nommé président du plan économique, et M. Ion Coman, ministre de la défense. Mme Aneta Spornic, ministre de l'éducation nationale, entre également au comité politique exécutif.

Parmi les supplicants, on trouve surtout le départ de M. Vasile Patilinet, ministre des mines et du pétrole, qui paye sans doute son passage à l'étranger par la traction du charbon à l'arrivée de Mme Suzana Gadea, présidente du conseil de la culture, et celle du département, fonction dont l'importance a été récemment accrue. La composition du bureau politique exécutif, n'avait pas encore été rendue publique samedi matin. Après avoir, dans son discours, évoqué le « caractère démocratique » du socialisme roumain, il lance un appel au « renforcement des liens entre le peuple et la politique étrangère (souveraineté nationale, détente, renouveau) », en un fort, et cease, pour un moment, de foule, quelques bouquets de fleurs, quelques embrassades : la dispersion s'ensuit en un clin d'œil. Sans incident.

**BERNARD GUETTA**

(1) M. Pirvulescu a pris la parole à la tribune et non de sa place contrairement à ce qu'avaient laissé croire de premières informations (nos dernières éditions du 24 novembre).

## Un fils de M. Ceausescu élu au comité central

Membre du bureau politique jusqu'en 1980, étroitement associé aux épurations qui ont marqué les années 50 (notamment avec le groupe dit « de Moscou » de l'ancien ministre des affaires étrangères, Mme Ana Pauker réintégrée dans l'appareil à des postes plus modestes après le mort de Gheorghiu Dej, le délégué Pîrviulescu s'est vu retirer son mandat par le congrès. Il n'aura pu empêcher la réélection à l'unanimité du secrétaire général.

Après l'incident, la fête a repris son cours — plus bruyante, comme pour effacer le désarroi d'un moment — avec la proclamation d'un résultat des élections : le vainqueur, candidat central, en raison de l'augmentation des effectifs du parti, qui s'élevaient à plus de deux millions neuf cent mille adhérents, comprend quatre cent trois membres, dont cent soixante-trois suppléants, alors que le parti est en compétition avec un candidat solitaire et un 1/3m des fils M. Ceausescu. Nicou, déjà responsable des jeunes, y rejoint ses parents, tandis que M. Eugène

## A travers le monde

## Allemagne fédérale

● **UNE SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE (S.P.D.)** et le vice-président de la filiale ouest-allemande d'une compagnie de transport américaine, soupçonnés d'avoir communiqué à la R.D.A. ont été récemment appréhendés à la suite de l'arrestation, il y a plusieurs semaines, d'un couple d'espions américains. Le couple était chargé d'obtenir des révélations de diplomates ouest-allemands en poste aux États-Unis.

Le parquet fédéral s'est mis à tout commentaire « dans l'intérêt de l'enquête ». Un porte-parole du parti social-démocrate a indiqué que le S.P.D. n'avait pas été informé de l'existence d'un tel réseau de secrétaires... (A.F.P.)

## République d'Irlande

● **L'ASSASSINAT DE LORD MOUNTBATTEN** — Déclaré innocent, le sergent indien, le 24 novembre, par un tribunal de Dublin à M. McMahon, reconnu coupable du meurtre le Lord Mountbatten le 27 août. Son coaccusé, M. Francis McGirl, a été acquitté. Les deux juges qui ont permis l'arrestation ont permis d'établir qu'il se trouvait à proximité de l'endroit où Lord Mountbatten et trois autres personnes avaient été tués par une bombe placée sur le bateau à bord duquel

# EXPOSITION — CHINE

**ANCIENNE**  
**IVOIRES ET PIERRES DURES SCULPTES**  
DANS LA MASSE. Lapis-Lazuli, amethystes,  
agates, cornalines; malachites, turquoises, jades,  
coraux, zoisites, rubis (boudet), etc.

**SALONS DE L'HOTEL BRISTOL**  
112, FAUBOURG ST-HONORE, PARIS-8°  
de 10 à 20 heures sans interruption  
jusqu'au mardi 27 novembre inclus

**Geneviève Poullot**  
**J'AI LA LO**  
**POUR MOI**

## Préface de Pierre Chaunu

Ces pages sont un appel poignant qui nous concerne tous. Il faut les avoir lues pour saisir le véritable enjeu du prochain débat sur l'avortement. 80 pages

**A la librairie Saint-Paul : 22 F (27 F franco)  
6, rue Cassette, 75006 PARIS**

**Sil vous devez baisser  
la tête pour prendre  
le métro...**

...notez 2 bonnes adresses à Paris  
pour vous habiller en prêt à  
porter : des jeans au smoking,  
du blouson à l'ensemble de ski...  
86 av. Ledru-Rollin 12° 628.18.24  
et 79 av. des Ternes 17° 574.35.13  
**BERDY** (PUBLICITÉ)

**LUC D'ORNAC**  
**HOMMES**



7, av. de la Grande Armée  
Paris 16<sup>e</sup> - Tél. 500.15.99

**FRANCE ET EN EUROPE**

# NELLA

INWATC 15-100

...a 20 h.

هكذا من الأصل

## La distinction entre l'inscription à l'A.N.P.E. et le maintien des droits aux prestations sociales

## M. Christian Bonnet donne diverses indications aux maires des grandes villes

## N CONCLUSION DE LEUR CONGRÈS NATIONAL

## Les maires précisent leurs vœux pour éviter l'« enlisement » de la réforme des collectivités locales

• L'insitution, sous l'autorité des maîtres, d'une véritable fonction publique locale à la fois spécifique et en situation de parité avec la fonction publique d'Etat, assurée sur fondement communautaire, par des règles uniformes, la sécurité de l'emploi, une réelle mobilité et une ascension de carrière et la reconnaissance d'un véritable pouvoir de proposition des maîtres et des personnels dans l'élaboration des textes réglementaires.

• Le développement, dans tous les domaines où elle agit, d'une véritable action sociale destructrice et bénéfique de la coopération.

**ne diverses indications  
grandes villes**

## CONGRÈS NATIONAL

## urs vœux pour éviter e des collectivités locales

**salon  
de la**  
MINÉRAUX DU M  
PRESENTAT  
PLUS DE 1  
**palais des con  
maillo**

## QUESTIONS ORALES

● **SITUATION SOCIALE DES DOM-TOM** aux jeunes de trouver du travail. Ceux qui, par démagogie, assi-

travailleurs commande de mettre en oeuvre, sans l'adapter et sans enrégimentation préalable

dispositif qui n'a pas été conçu pour répondre au caractère structurel du chômage outre-mer.»

M. Mitterrand a rappelé que «plus de 40 % de la population

# International minéralogie

MONDE ENTIER  
ION ET VENTE  
10 EXPOSANTS  
grès, porte  
t, paris-17<sup>e</sup>

**CONCOURS**  
ouvert aux collectionneurs

INSCRIPTION : PALAIS DES  
CONGRES - Bureau 113  
TEL : 758.27.69

## Sécurité et justice

présentés n'est pas une sorte de monstre froid issu des textes, c'est l'expression organisée de la

LE P.S. DÉMENT  
TOUT MARCHAISME

« M. Edmond Maire a déclaré, vendredi 23 novembre, au micro de Radio-Monte-Carlo : « Nous ne sommes pas des communistes, et c'est des non », tout « front du refus » qui tentent de nous faire passer pour la majorité qui étalerait ensuite son impuissance et ses divisions. Ce n'est pas une solution, c'est un projet allant dans le sens du socialisme cohérent et on n'aurait pas cela sur une base nationale ».

[illegible]

5

100

\_\_\_\_\_

1

1

1

100

**Abstract**

\_\_\_\_\_

100

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

Le Monde

# Société

## L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

### II. — Contradictions et revirements en Europe de l'Est

#### En U.R.S.S. : des millions d'interruptions de grossesse chaque année

De notre correspondant

Moscou. — L'avortement a une longue histoire en U.R.S.S. mais une histoire peu connue car, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les statistiques relèvent encore du secret d'Etat et la réalité ne correspond pas à la version officielle. L'avortement sous contrôle médical a été autorisé en 1955, deux ans après la mort de Staline qui, en 1936, était revenu sur une première loi de 1920 légalisant l'interruption de grossesse. Il est très difficile de connaître l'incidence de ces différentes législations sur la démographie, la population soviétique ayant subi des « ponctions » du fait de la répression stalinienne et des pertes dues à la guerre. Officiellement, l'interruption de grossesse est possible au cours des douze premières semaines, après consultation d'un médecin, mais la décision finale revient à la femme. L'opération, qui a lieu dans un centre de consultation gynécologique, est gratuite pour les femmes qui travaillent et coûte 25 roubles (1) pour les autres. La méthode la plus employée est l'aspiration. Sans complications, l'hospitalisation ne dépasse pas vingt-quatre heures. Au-delà des douze semaines, l'avortement n'est possible légalement que sur indication médicale.

Il n'y a pas de limite d'âge pour les avortements, les mineurs de moins de dix-huit ans devant avoir l'autorisation de leurs parents, comme pour toute intervention chirurgicale. Les femmes étrangères peuvent subir en U.R.S.S. une interruption de grossesse contre paiement et à la suite de la demande expresse de leur ambassade. Au moment des consultations, les médecins tout en respectant la liberté des femmes — leur expliquent le caractère nocif de l'avortement, les incitent à garder leur grossesse.

La contraception vaut mieux que l'avortement, telle est la thèse officielle. Au cours des consultations prénatales, organisées auprès des femmes mariées, on explique que l'Etat est intéressé par l'augmentation de la natalité et offre de nombreux avantages aux jeunes familles.

Selon Mme Kotchenasova, les femmes soviétiques préfèrent la contraception par moyen mécanique. Il s'agit d'un diaphragme en polyéthylène qu'elles procurent sans ordonnance dans toutes les pharmacies.

pour la modique somme de 30 kopecks (moins de 2 F). La contraception par voie orale serait déconseillée.

Tel est l'aspect officiel de la question. Ce que l'on peut en apprendre par des conversations avec les intéressées fait apparaître une réalité différente. Il semble bien, tout d'abord, que l'avortement reste en U.R.S.S. le principal moyen de régulation des naissances. Les chiffres que l'on entend sont impressionnants : deux avortements pour une naissance dans les grandes villes, ce qui ferait plusieurs millions d'avortements par an dans l'ensemble de l'U.R.S.S. Il n'est pas rare de rencontrer des femmes ayant subi deux ou trois avortements, voire six à dix.

Cette situation est la conséquence à la fois d'un manque d'éducation et de la pénurie de produits contraceptifs. Si le stérilet est, en effet, présenté comme la méthode « idéale » il est difficile d'en trouver, plus encore à la campagne qu'en ville. Les contraceptifs oraux sont produits en quantité insuffisante et de plus ils ne sont pas sûrs. L'approvisionnement en pilules hongroises — assez recherchées — n'est pas régulier. Les préservatifs masculins sont de mauvaise qualité.

D'autre part, les interruptions de grossesse ne sont pas toujours pratiquées dans les conditions décrites officiellement. La méthode par aspiration n'est employée que dans les meilleurs cliniques. Dans les autres, l'hygiène et les soins médicaux laissent souvent à désirer. De plus, une interruption de grossesse dans un établissement en pilules exige une longue attente et de nombreuses formalités avant l'admission. Aussi les femmes soviétiques ont-elles recouru au « docteur » privé. Il leur en coûtera jusqu'à 50 roubles plus quelques bouteilles de vodka ou de cognac. Si la patiente n'encourt aucun risque, elle paie, en outre, la personne ayant pratiqué l'interruption de grossesse, risque jusqu'à douze ans de détention selon la suite de l'intervention sur la santé de la femme.

Officiellement on affirme que les avortements clandestins sont devenus exceptionnels depuis la libéralisation de 1955. En réalité, la situation n'est pas beaucoup plus tragique. — D. V.

(1) 1 rouble vaut, au cours officiel, 6,54 F.

Vienne. — La politique des pays de l'Est en matière de légalisation de l'avortement a connu en quelque trente ans d'innombrables variations. Aucun Etat d'Europe orientale n'a pu éviter de spectaculaires revirements. Mais, contrairement à ce que l'on aurait tendance à croire, s'agissant de pays dominés par une idéologie commune, chacun d'eux a suivi cette évolution à sa manière. Les dispositions mises en vigueur, au fil des années, pour régler l'interruption légale de la grossesse dans trois de ces pays, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et la Roumanie, témoignent de ces particularismes.

Durant une décennie, de 1967 à 1976, la Roumanie a fait figure de « paradis » de l'avortement. Les conditions de l'avortement y étaient si expéditives que sa pratique se trouvait même à la portée des touristes étrangers. Le nombre des avortements légaux augmenta, d'année en année, pour atteindre, selon les estimations officielles, le chiffre vertigineux de 1 115 000 en 1965. Parallèlement, le taux de natalité qui était de 24,8 pour mille en 1953 tomba à 16,2 pour mille en 1963 et à 15,2 pour mille en 1965. Alarmées par cette situation, les autorités roumaines dont les ambitions démographiques ont été et sont encore très grandes (1), prirent des mesures radicales. On passa d'un extrême à l'autre : l'interruption de la grossesse fut interdite sauf cas très exceptionnels.

Cette politique, ajoutée au fait que les méthodes modernes de contraception n'étaient pas diffusées en Roumanie, eut, à l'époque, un résultat immédiat sur la natalité : son taux grimpa à 27,4 pour mille en 1968. Mais depuis, il n'a cessé de suivre, à nouveau, une courbe descendante (19,4 pour mille en 1977). Les textes législatifs en vigueur depuis 1968 prévoient notamment que l'avortement n'est autorisé que lorsqu'une femme est âgée de plus de quarante ans ou qu'elle est déjà mère de quatre enfants ou que la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. A ces cas précis s'ajoutent des causes médico-sociales que les responsables de commissions médicales créées à cet effet ne retiennent que très rarement.

La loi prévoit, en outre, que l'intervention ne peut être effectuée que dans les trois premiers mois de la grossesse (sauf exception), qu'elle doit avoir lieu dans un service hospitalier et être inscrite dans un registre spécial. Il est prévu

qu'à sa sortie de l'hôpital, la femme reçoit un guide d'éducation sanitaire concernant la régulation des naissances. Formule qui semble étrangement si l'on sait que les méthodes contraceptives modernes ne sont toujours pas diffusées aujourd'hui dans le pays.

#### Un « marché noir » de la pilule

Pour toutes ces raisons, il est de notoriété publique que le marché noir de la pilule bat son plein en Roumanie. Et l'avortement clandestin a repris ses droits avec tous les dangers qu'impliquent ces pratiques pour la santé des femmes.

La politique menée par le gouvernement roumain en faveur de la protection maternelle et infantile et de la famille s'est considérablement développée durant ces trente dernières années. Mais ces efforts restent bien en-deçà de ceux que fournissent les autres pays de l'Est. Ce sont essentiellement les familles nombreuses qui sont privilégiées (prime à la naissance à partir du troisième enfant seulement, par exemple). Quant au congé payé de maternité, il est le plus bref d'Europe orientale (seize semaines au total).

La situation est radicalement différente en Allemagne de l'Est où la loi votée par la Chambre du peuple, le 9 mars 1972, après de nombreuses controverses et même un certain nombre de votes négatifs, prévoit qu'« au nom de l'égalité absolue des droits de la femme (...), celle-ci, outre les moyens anticonceptionnels existants, a le droit de décider sous sa seule responsabilité d'interrompre une grossesse ».

Cette loi fixe les règles suivantes : l'interruption d'une grossesse n'est admise que sur requête de la femme enceinte. Elle ne peut avoir lieu, sauf exception, que dans les douze premières semaines de la grossesse. Elle est refusée si moins de six mois se sont écoulés depuis la dernière interruption. L'intervention doit être effectuée dans un service hospitalier de gynécologie. Elle est gratuite si la femme a des enfants ou si elle est âgée de plus de quarante ans. De plus, la femme perçoit pendant toute la durée nécessaire à son complet rétablissement une allocation-malade dont le montant correspond à environ 90 % de son salaire moyen.

De notre correspondante

La quasi-totalité des médecins respectent et appliquent cette loi. Les avortements clandestins, pourtant, demeurent pratiquement disparus ces dernières années. On assiste même, depuis trois ans, à une remontée de la courbe des naissances, qui avait chuté jusqu'à 11,9 pour mille en 1972. Elle est remontée à 13,3 pour mille en 1977. L'ensemble des mesures destinées à « équilibrer » la vie de la femme sur le plan personnel, familial et professionnel qui ont accompagné la loi de 1972 — et qui ont encore été accentuées en 1976 — expliquent, en fin de compte, que le bilan de cette expérience soit, aujourd'hui, considéré comme largement positif.

Les moyens contraceptifs sont délivrés gratuitement en R.D.A. et sous contrôle médical (36 à 40 % des femmes est-allemandes âgées de dix-sept à quarante-neuf ans ont recours à la pilule), tandis que les centres de planification et de conseil familial ont été multipliés un peu partout dans le pays. Le congé payé de maternité est de vingt-six semaines pour une grossesse normale. Un congé d'un an supplémentaire payé au taux de l'allocation-malade est accordé à toute mère qui, après la naissance d'un deuxième enfant, souhaite rester chez elle pour s'en occuper. Une « prime de naissance » assez importante est versée à toutes les mères. Enfin, le salaire de quarante heures (au lieu d'un peu plus de quarante-trois heures) est accordé sans réduction de salaire à toutes celles qui ont deux enfants de moins de seize ans.

#### Aide à la famille et contraception

La Hongrie, après avoir pratiqué jusqu'en 1955 une politique restrictive à l'égard de l'avortement légal, édicta à cette date deux ordonnances étendant les indications de l'interruption de grossesse aux raisons d'ordre « purement social ». Jusque-là, les motifs acceptés étaient d'ordre médico-social et eugénique. En 1955, les femmes n'avaient pas à avorter devant passer devant une commission d'experts, mais c'étaient elles qui décidaient en dernier ressort. Le taux de natalité qui, en 1954, avait atteint son niveau le plus élevé (23 pour mille) tomba cinq ans plus tard à 15 pour mille, niveau auquel il stagna jusqu'en 1973, le

creux de la vague se situant en 1962 avec 12,9 pour mille. Dès l'année qui suivit la promulgation de la loi de 1956, le nombre des avortements légaux dépassa les cent mille et franchit, en 1969, le cap des deux cent mille, atteignant un taux de 20 pour mille alors que celui des naissances n'avait été, cette année-là, que de 15 pour mille.

Impulsées à redresser la barre malgré leurs efforts d'aide à la famille (en 1957, faisant œuvre de pionnier, la Hongrie instaura le système du « salaire de la mère au foyer » pour élever un enfant jusqu'à trois ans), les autorités promulguèrent le 1<sup>er</sup> janvier 1974 une nouvelle loi plus restrictive donnant désormais à une commission d'experts — et non plus à la femme le pouvoir de décision. Depuis lors, l'avortement est autorisé dans les douze premières semaines de la grossesse pour raisons médicales ; si la femme enceinte est âgée de moins de dix-huit ans ; si elle est célibataire, divorcée ou séparée du père de l'enfant ; si la grossesse est le fruit d'un viol ; si la mère a eu trois enfants ; si elle est âgée de plus de quarante ans et si les conditions sociales des parents ne leur permettent pas d'élever l'enfant. L'intervention doit avoir lieu dans un service hospitalier, être inscrite dans un registre et n'est pas gratuite (elle coûte environ le tiers du salaire moyen national), sauf dérogations accordées par la commission. Parallèlement à l'introduction de cette nouvelle loi, qui donna lieu à un mouvement de protestation à l'université de Budapest, le gouvernement hongrois renforça sa politique d'aide aux mères et décida de développer l'usage des contraceptifs oraux. Ceux-ci sont délivrés sur ordonnance médicale, y compris aux mineures de seize ans, pour un prix assez modique. A l'heure actuelle, on estime que 12 % des femmes hongroises en âge de procréer — 30 % à Budapest — utilisent la pilule. L'ensemble de ces mesures, si elles n'ont pas permis de supprimer l'avortement clandestin, ont eu, néanmoins, un effet positif sur le taux de natalité, qui est remonté en 1978 à un peu plus de 17 pour mille.

ANITA RIND.

(1) Les dirigeants roumains se sont fixés comme objectif d'atteindre 25 millions d'habitants en 1990 et 30 millions en l'an 2000. La Roumanie compte actuellement un peu plus de 21,5 millions d'habitants.

## LE DÉBAT EN FRANCE

### UNE INTERVIEW DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A « LA CROIX »

- La loi sur l'I.V.G. n'a qu'un objectif social
- Il faut développer une politique plus active de l'adoption

Le journal « La Croix », daté 25-26 novembre, publie un entretien que lui a accordé le président de la République à propos de la politique familiale de la législature sur l'interruption volontaire de grossesse et du racisme.

A la question : « La législation de l'I.V.G. considérée comme un droit ne crée-t-elle pas un climat défavorable à la famille et aux valeurs qu'elle représente ? », M. Valéry Giscard d'Estaing répond par trois remarques. Après avoir fait observer que certains s'imaginent à tort qu'il s'agit d'encourager la pratique de l'avortement, il ajoute que la loi « fixe les responsabilités de chacun et (...) impose une protection médicale ». Et après avoir souligné que l'objectif de la loi est « social et rien de plus », le président de la République ajoute : « Le terme de détresse qui a été employé à l'origine me paraît plus apte à décrire la situation à laquelle il faut faire face. Je rappelle que les conséquences de l'avortement sur la santé et sur l'équilibre psychique de chaque femme sont suffisamment graves pour que chacune d'entre elles soit amenée à peser avec beaucoup de gravité la responsabilité de son acte dans les limites et les conditions fixées par la loi. Je souhaite enfin que puisse être développée une politique beaucoup plus active d'encouragement à l'adoption. Il existe un paradoxe dans une situation qui veut que certaines femmes renoncent à voir naître leur enfant alors que de nombreux foyers souhaitent accueillir et élever un enfant. Je ne méconnais pas les difficultés de caractère juridique ou affectif qui entravent les possibilités d'adoption, mais une fois plus généreuse de ce que peut être le sort d'un enfant abandonné sans doute à modifier le

choix d'un certain nombre de femmes au moment où elles envisagent d'interrompre leur grossesse.

« Il ne s'agit pas d'avoir à choisir entre la vie et la mort, mais d'être capable de faire face à d'authentiques situations de détresse et d'offrir aux mères un recours sous forme par exemple d'une chance d'adoption si elles ne se sentent pas à même d'assumer le sort de l'enfant qu'elles attendent ».

#### La famille idéale : celle d'au moins trois enfants

« La priorité reconnue depuis quatre ans aux familles au sein des transferts sociaux sera maintenue à l'avenir, et je peux assurer que les résultats positifs qui seront obtenus dans le réajustement du budget social, et particulièrement dans le contrôle nécessaire de la croissance des dépenses de santé, bénéficieront d'abord aux familles (...). Les années à venir confirmeront, j'en suis sûr, l'effet bénéfique que nos efforts auront sur la famille », a déclaré le président de la République après avoir rappelé que, depuis 1975, la politique menée en faveur des familles présentait trois caractéristiques.

« En premier lieu, elle donne enfin un contenu concret au contrat de progrès avec les familles, et souvent promis et toujours différé. Depuis 1977, le gouvernement garantit chaque année aux familles un accroissement annuel de 1,5 % du pouvoir d'achat. (...) C'est une révolution, puisque, pendant plus de trente ans, les prestations familiales se sont contentées d'évoluer comme les prix ».

« En second lieu, la politique familiale affirme une priorité pour les familles d'un moins trois enfants. En troisième lieu, la

politique familiale peut être une politique « globale », c'est-à-dire tenant compte des besoins et des aspirations des familles dans tous les domaines : prestations, éducation, logement, emploi, santé, consommation ».

M. Giscard d'Estaing souligne ensuite l'effort que le Gouvernement fait en faveur du troisième enfant, et précise :

« Mon objectif est que les familles de trois enfants soient tenues compte des besoins et des aspirations des familles dans tous les domaines : prestations, éducation, logement, emploi, santé, consommation ».

M. Giscard d'Estaing souligne ensuite l'effort que le Gouvernement fait en faveur du troisième enfant, et précise :

« Mon objectif est que les familles de trois enfants soient tenues compte des besoins et des aspirations des familles dans tous les domaines : prestations, éducation, logement, emploi, santé, consommation ».

M. Giscard d'Estaing souligne ensuite l'effort que le Gouvernement fait en faveur du troisième enfant, et précise :

« Mon objectif est que les familles de trois enfants soient tenues compte des besoins et des aspirations des familles dans tous les domaines : prestations, éducation, logement, emploi, santé, consommation ».

de l'antisémitisme ? ». M. Giscard d'Estaing a répondu :

« Le racisme n'a jamais été virulent en France, et toujours les valeurs qui viennent à l'esprit. Cela tient au tempérament des Français, mais aussi aux relations historiques que la France a eues avec l'Afrique, l'Asie et l'ensemble du tiers-monde et enfin à l'absence sur le territoire national de situations d'afrocentrisme entre communautés ».

« Il faut défendre en permanence l'esprit de tolérance. J'estime qu'il doit être enseigné dès l'école, et je souhaite qu'il soit prôné par tous ceux qui ont une influence sur l'opinion ».

« J'ajoute que, en cette fin de siècle où le monde est condamné à être solidaire, une connaissance plus approfondie des civilisations étrangères, y compris hors d'Europe, est une nécessité pour les Français, dont un nombre de plus en plus grand sera appelé, dans un avenir proche, à travailler hors des frontières ou en relation avec des étrangers ».

« Quant à la renaissance de l'antisémitisme, je suis sûr que la leçon de la dernière guerre, comme je suis sûr que la leçon de l'Auschwitz, sera entendue pour toujours : plus jamais cela ! Les sources de l'antisémitisme qui a pu exister avant-guerre sont taries ».

« Le racisme est la pire forme de l'intolérance, celle qui dépasse la zébrure pour s'attaquer à des Français dont le seul défaut serait d'avoir l'origine ou une culture différente d'autres Français ».

« Tout en restant vigilant, je fais confiance à nos compatriotes. Pour ce qui est des nostalgiques, la loi de 1972 est là pour nous garantir de leur originalité. Je veillerai à ce qu'elle soit strictement appliquée ».

#### « Le racisme est la pire forme de l'intolérance »

Enfin aux questions « Comment éviter, selon vous, que ne se développent en France des comportements racistes ? Croyez-vous en particulier à la renaissance

### Le cardinal Etchegaray : tout se tient dans le combat pour l'homme

Le cardinal Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale de France, consacre l'éditorial de sa revue diocésaine, « Eglise aujourd'hui à Marseille », qui sera publiée le 25 novembre, au prochain débat parlementaire sur l'avortement. En voici quelques extraits :

« Considérer que l'avortement est simplement un échec, c'est évaluer toute notion de responsabilité. Il ne faut pas méconnaître les mots : tout avortement est un acte de mort, la suppression d'un être humain sujet de droits dès sa conception. On ne le répètera jamais assez, surtout quand tout conspire à camoufler, à escamoter ce geste sous le vocable aseptisé d'I.V.G. C'est seulement dans une telle clarté que l'on peut aborder et résoudre vraiment certaines situations dramatiques où se débattent des couples, des femmes seules, (...) »

« Ceux qui ont une responsabilité législative ne peuvent, sous prétexte de respect du pluralisme, se répéter derrière la distinction légitime entre le légal et le moral, comme s'il n'y avait aucun lien entre les deux, surtout lorsqu'il s'agit de protéger un droit de l'homme aussi fondamental que le droit à la vie. Une société qui ne serait pas respectueuse de ce droit vital se cohésion : le législateur, au nom et dans le cadre de sa mission propre, se doit d'y veiller scrupuleusement. Or, depuis quel-

ques années, nous constatons une sorte d'empressement à se plier à la suprématie du péché et à la tyrannie de l'opinion, à s'ajuster sur le plus petit dénominateur commun, voire sur la décadence des mœurs. De ce fait, en légalisant des conduites humaines que favorisent des périodes de dépression ou de détresse, la loi leur donne aux yeux du citoyen une sorte de caution : tout ce qui est légal devient normal et même moral. (...) »

« Il y a peu de temps, aucun Etat du monde ne songerait à décriminaliser l'avortement. Soudain, comme par contagion, on peut partout l'édicter juridique s'écroule dans un climat de passion, de « gâchis légal » et par conséquent de remords. Car déjà, des pays comme l'Espagne ont fait l'expérience que l'avortement libéralisé soulève plus de problèmes qu'il n'en résout, et que l'avortement légalisé n'est pas le remède au fléau des avortements clandestins. Surtout, on le reconnaît aussi dans notre pays (...) »

« Une société qui admet l'avortement ne saurait avoir autorité pour réclamer ensuite la dignité de tout homme, du handicapé, de l'émigré, pour condamner toute violence et même celle de la peine de mort. Tout se tient dans le respect et le combat pour l'homme. Une loi ne peut braver tout l'édifice ».

« Les associations familiales catholiques sont « fortement mécontentes » des déclarations de Mme Pelletier, car elles ne traduisent que des « mesures partielles » alors que les familles attendaient une « loi d'orientation » abrochant globalement le problème des charges familiales. « En l'absence de mesures d'ensemble pour une politique de la vie et de la famille, il ne peut être véritablement discuté la reconduction de la loi sur l'avortement ».

« La C.F.T.C. regrette que ces mesures interviennent « manifestement comme un moyen de faciliter la reconduction de la loi sur l'avortement ».

« La C.G.T. : une « politique d'assistance ». La C.G.T. estime que ces projets sont « surajoutés » et qu'ils ne traduisent qu'une « politique d'assistance ».

« La C.F.D.T. : des besoins d'équipement. La C.F.D.T. tient à souligner, a déclaré M. Edmond Maire, un vide important dans la politique de la famille définie par le gouvernement et qui consiste dans les équipements de la petite enfance. Le besoin d'équipements pour la petite enfance est urgent. Urgent pour que les parents, notamment les six cent mille travailleuses mères de famille, puissent élever leurs enfants tout en poursuivant leurs activités professionnelles. »

سك: امتن الاصل

## JUSTICE

AUX ASSISES DU HAUT-RHIN

### Un cambrioleur meurtrier est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Colmar. — La cour d'assises du Haut-Rhin, présidée par M. Christian Henni, a condamné, vendredi 23 novembre, à la réclusion criminelle à perpétuité, Olivier Reolet, vingt-neuf ans, pour avoir tué de deux coups de poignard, dans la nuit du 7 au 8 juillet 1978, un habitant de Bantzenheim (Haut-Rhin), M. Gilles Lagadee. Avec un complice — André Meyer, vingt-trois ans, condamné à deux ans de réclusion criminelle — Reolet avait tenté de cambrioler le domicile de M. Lagadee. Celui-ci avait rattrapé Olivier Reolet, qui l'avait frappé pour se dégager.

L'avocat général, M. Jacques Pottacher, avait requis contre les accusés une peine de réclusion criminelle à perpétuité et une peine de quinze ans d'emprisonnement.

#### De notre envoyé spécial

M. et Mme Lagadee s'étaient mariés en 1970. Deux ans plus tard, ils avaient acheté ce bout de terrain, à l'entrée du village de Bantzenheim, sur lequel avait été bâti un petit pavillon. Un enfant allait naître. « Il est bon que les accusés sachent que les Lagadee s'entendaient bien », défendait la partie civile, M. Henri Garraud, avocat de l'association Légitime défense, n'a en aucun cas à faire apparaître le drame de la veuve et l'orphelin », « de cette famille qui avait dit oui à la sécurité ».

Les jurés de la cour d'assises du Haut-Rhin ne pouvaient qu'être émus à l'évocation de la mémoire de M. Gilles Lagadee, âgé de trente-deux ans, mécanicien-essayeur aux usines Peugeot, qui pour payer sa maison, peignait à la tâche, au point de ne plus dormir, parfois, que deux ou trois heures par nuit. Son seul tort, comme l'a expliqué M. Jacques Pottacher, était de « ne pas avoir pensé à ce climat d'insécurité et de violence ».

Dans la nuit du 7 au 8 juillet 1978, vers 1 h 30, les époux Lagadee avaient été réveillés par la présence dans leur maison de deux cambrioleurs. Parce qu'ils étaient décidés, comme de nombreux Français, à ne plus se laisser faire, ils s'étaient engagés à la poursuite des ombres qui s'enfuyaient dans la rue. « Attrape-le ! », avait crié Mme Lagadee. Constatant que son mari était prêt à aller plus loin, elle avait rapidement de ses sous-vêtements sur l'un des deux hommes, Olivier Reolet. Un corps à corps bref, puis Mme Lagadee avait vu son époux s'effondrer sur le sol, blessé de deux coups de poignard dans l'abdomen. Il devait

Les deux jeunes gens avaient été arrêtés quelques semaines plus tard, en République fédérale d'Allemagne, pour d'autres vols. En autorisant leur extradition, les autorités allemandes avaient demandé que les accusés ne soient pas condamnés à la peine capitale.

L'association Légitime défense avait choisi de mener, à l'occasion du procès, campagne en faveur de la veuve de la victime, Mme Maryse Lagadee, et de son fils Yannick, né après la mort de son père. Elle avait proposé à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait décliné l'offre, d'être le parrain de l'enfant (« Le Monde », 16 octobre). Le petit Yannick Lagadee, âgé d'un an, est président d'honneur de l'association.

La salle des adhérents de l'association, des habitants de la région venus apporter leur soutien à Mme Lagadee, jeune femme de trente ans au visage fermé par l'émotion, expliquaient que le retour à la justice pour une telle affaire demandait un peu de temps. Le débat, manifestement, était alléluia. On plaignait M. Lagadee, mais on le critiquait aussi, à dire posthume pour ne pas avoir trouvé les moyens de se débarrasser de ses agresseurs tout en restant en vie. Les réactions de la partie civile, M. Garraud, le président lui-même, semblaient avoir à cœur de mettre en évidence « le risque » que tout délinquant prenait désormais à pénétrer chez le particulier de la rue. Le président lui-même, semblait avoir à cœur de mettre en évidence « le risque » que tout délinquant prenait désormais à pénétrer chez le particulier de la rue. Le président lui-même, semblait avoir à cœur de mettre en évidence « le risque » que tout délinquant prenait désormais à pénétrer chez le particulier de la rue.

Dans ces conditions, ce procès a fait peu de place aux deux accusés. Bien sûr, on les a longuement épluchés dans la salle et parmi les jurés, mais avec une certaine indifférence.

Deux interprétations de la justice étaient en présence qui ne se rejoignent pas. Olivier Reolet et André Meyer sont restés jusqu'au terme des débats, selon l'expression de l'avocat général, « deux truands » qui s'étaient mis de poignards et qui s'exposaient ainsi au risque de devenir des criminels. Le récit de leur vie n'a ni ému ni forcé l'attention. Les deux jeunes gens ont pourtant une histoire très singulière : les familles nombreuses et démunies, les apprentissages difficiles, des pères brutaux, des placements en foyer, des fugues, et, très vite, une avalanche de crimes : cambriolages, vols de voitures, des cambriolages. Deux destins de jeunes délinquants solidaires. Ensemble, Reolet, le Parisien, et Meyer, l'Alsacien, qui étaient entrés dans la vie de l'armée, avaient repris la route du Nord, de vols de voitures en cambriolages. Expérimentés, ils ne visitaient que les maisons habitées, « ceux qu'on avait vu dans les journaux ». Seul le hasard d'une route départementale les avait conduits à Bantzenheim.

PHILIPPE BOGGIO.

### LE GARDE DES Sceaux ET L'AFFAIRE DES TERRAINS DE RAMATUELLE

M. Raymond Forni, député (P.S.) du Territoire de Belfort, s'élève, dans une question écrite au garde des sceaux, rendue publique vendredi 23 novembre, sur le fait que M. Alain Fargère n'ait pas été entendu par le procureur de la République, M. Christian Le Guehennec, à l'occasion de l'enquête préliminaire sur la déviation du secret de l'instruction dans l'affaire du terrain de Ramatuelle, alors que le ministre a été directeur et mis en cause par Robert Boulin. M. Forni demande « si cette lacune n'est pas susceptible de porter atteinte à la conclusion de l'enquête dite « préliminaire » annoncée par M. Le Guehennec, et si le caractère incomplet de la procédure n'est pas de nature à discréditer une telle procédure ».

Rappelons que M. Le Guehennec a conclu qu'aucune des personnes tenues au secret de l'instruction ne l'avait violé.

### Après la fermeture de la clinique La Pergola

SIX MÉDECINS ONT ÉTÉ ÉCROUÉS

Poursuivant son information sur les événements liés aux pratiques de la clinique La Pergola à Paris (Le Monde des 2, 3 et 4 novembre), M. Guy Juge, juge d'instruction, a fait écrouer, le 23 novembre, les docteurs André Guillevin, gynécologue, Marie-Odile Wagner, anesthésiste, Aimé Marchand, P.D.G. de la société exploitant l'établissement, et Jacques Lemaire, directeur médical. Ils ont été écroués pour avoir fait l'objet d'une mesure de sûreté.

● Pour fraude fiscale et tenue irrégulière de la comptabilité, Mme Louise Baume, née Bachevalier, épouse de Michel Baume, a été condamnée le 23 novembre à six mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende par la couronne chargée de la poursuite des affaires criminelles de la Cour d'appel de Paris. Elle avait été condamnée le 23 novembre à six mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende par la couronne chargée de la poursuite des affaires criminelles de la Cour d'appel de Paris.

## MÉDECINE

DU 26 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE

### L'Appel Guérir de la Fondation pour la recherche médicale

A partir du 26 novembre et jusqu'au 2 décembre, la Fondation pour la recherche médicale lancera un appel exceptionnel destiné à recueillir des fonds pour la recherche biomédicale. Exceptionnelle, cette action se fera par son ampleur : au total 31,5 millions de cartes de cet « Appel Guérir » que les pouvoirs publics ont reconnu comme une « grande cause nationale » seront diffusées dans toute la France par les réseaux les plus divers.

Les P.T.T. en adresseront 18 millions directement dans les foyers, 2 millions de ces cartes seront proposées dans les treize mille bureaux de poste, les dix-huit mille pharmaciens d'officine en distribueront de leur côté 5 millions; les points de vente du Loto et de la Loterie nationale, 5,5 millions. Se joindront à ces efforts les quatre mille sept cents fleuristes interflores, les trente mille diffuseurs de presse et d'édition, et la Fondation pour la recherche médicale organisera de son côté cinquante-six mille points de vente.

Les personnes ainsi touchées et qui voudront participer à cet effort seront invitées à renvoyer l'une de ces cartes assortie de 20 F au moins, à la Fondation (1) qui répartira ensuite les fonds.

Ces cartes représentent le bulletin de commande d'une brochure rédigée par les plus grands noms de la médecine française et qui sera adressée à tous ceux qui auront versé la somme de 20 F. Ces fonds seront entièrement destinés à la recherche, et

les donateurs seront informés de leur utilisation.

Dans le premier numéro de cette brochure, qui deviendra trimestrielle, le professeur Jean Bernard rappelle que des efforts particuliers sont déployés dans quatre domaines où la maladie frappe particulièrement les populations des zones industrielles. « Nous ne guérissons, écrit-il, qu'un tiers des cancers, les maladies cardio-vasculaires restent les premières causes de mortalité, les anomalies congénitales et héréditaires restent souvent mystérieuses et incurables et nos efforts, de même que de nombreuses maladies mentales ».

La revue traite aussi, sous la plume d'éminents spécialistes, de chaque discipline des principaux chapitres de la pathologie. Le professeur Paul Millier écrit notamment que « la Fondation pour la recherche médicale représente un grand avantage elle constitue le ballon d'oxygène que l'État ne peut pas insuffler dans les moments difficiles ou devant des dépenses considérables ».

C'est M. Yves Montand qui présentera, sur les chaînes de télévision et aux radios, l'Appel Guérir à l'occasion de la première édition de l'Appel Guérir, le 26 novembre, à Paris. Le comédien dans le même numéro de la revue, par l'importance qu'il y avait à sensibiliser chacun d'entre nous à ces efforts immenses entrepris par beaucoup de femmes et d'hommes souvent inconnus dans leurs laboratoires ».

(1) Fondation pour la recherche médicale, Cédex 854, 75330 Paris Brune.

### Aux États-Unis

### Un substitut de sang transporteur d'oxygène a été expérimenté pour la première fois sur un patient

Un nouveau substitut artificiel du sang a été utilisé pour la première fois aux États-Unis à l'hôpital de l'université de Minnesota, à Minneapolis, chez un patient âgé de soixante-sept ans, atteint d'une anémie sévère, lors d'une opération de chirurgie. Le patient a été traité avec succès et il n'y a eu aucune complication.

Le Flucosyl-Da est un perfusor sanguin (coagulation, défense immunitaire, etc.), et peut encore des problèmes de toxicité rénale et hépatique. Son utilisation pour un patient âgé de soixante-sept ans, atteint d'une anémie sévère, lors d'une opération de chirurgie, a été une réussite.

pas les autres fonctions du sang (coagulation, défense immunitaire, etc.), et peut encore des problèmes de toxicité rénale et hépatique. Son utilisation pour un patient âgé de soixante-sept ans, atteint d'une anémie sévère, lors d'une opération de chirurgie, a été une réussite.

### Les membres du Syndicat de la magistrature étudient le rôle du juge « face à la dégradation de la démocratie »

Le Syndicat de la magistrature réunit son douzième congrès depuis le vendredi 23 novembre au Palais de justice de Paris. En l'absence de préoccupations électorales internes — le conseil syndical a été élu l'an dernier pour deux ans — ce congrès est une assemblée de réflexion sur « Le juge et la démocratie ». Après les atteintes aux libertés constatées par les membres du S.M. dans la justice quotidienne et dans les poursuites contre des magistrats, le projet de réforme de leur statut ou les affaires judiciaires liées aux incidents de Saint-Lazare du 23 mars et aux extraditions, le S.M. voudrait définir « le rôle du juge face à la dégradation progressive de la démocratie ».

C'est l'actualité judiciaire qui a conduit les magistrats du S.M. à choisir pour thème de leur congrès « Le juge et la démocratie ». « Nous avons donc dû différer une fois encore la discussion sur la répression, que beaucoup d'entre nous souhaitent voir étudiée », a indiqué M. Dominique Couillard, le président du Syndicat. « Mais depuis l'affaire du 23 mars, a-t-il ajouté, nous avons assisté à une nette politisation du judiciaire, et une justice aussi déformée par les services de l'État ne peut qu'entraîner le déclin de ses principes traditionnels ».

Ce déclin semble se « légaliser » avec l'émergence de principes nouveaux, telles les notions de « droit de la personne », de « légitime défense permanente » — cette dernière évoquée par le procureur de la République de Paris le jour de la mort de Meirine — et de crime odieux qui a entraîné les extraditions de M. Pignone et Pace.

Cette évolution s'explique par le fait que l'idée de sécurité, qui envahit tout, bloque la réflexion sur les libertés en France, « et devient une sorte de concept juridique » contre lequel les magistrats du Syndicat veulent définir une stratégie. « Or en est le juge dans cette démocratie que peut être la France », mais aussi « or en est la démocratie dans ce pays ? Pour étudier ces questions trois commissions sont réunies : La commission de l'État de droit, la commission de la justice quotidienne, la commission de la justice pénale ».

La première commission doit notamment faire le point sur les poursuites disciplinaires engagées contre M. Jean-Pierre Michel, magistrat à la chancellerie, et Philippe Lucca, juge des enfants à Vendôme.

À propos des atteintes aux libertés, M. Couillard a déclaré : « Il semble que le contrôle de la chambre d'accusation et des flagrants délits ne suffise plus au pouvoir. Après cette dégradation de l'état de droit à travers les textes et leur utilisation, va-t-on publiquement mettre en cause une magistrature aux ordres ? »

### LES SUITES DE LA « BAVURE » POLICIÈRE D'ORLÉANS

Blessé le 9 novembre à Orléans (Loiret) par un gardien de la paix (Le Monde des 13 et 14 novembre), M. Claude François, vingt ans, a quitté l'hôpital Lénine, à Paris, où il a subi deux interventions. Toutefois, les médecins n'étant pas parvenus à extraire la balle de 9 mm logée dans la base de son cou, M. François devra être opéré à nouveau.

Victime d'une grave méprise — l'ordinateur des voitures volées du ministère de l'Intérieur n'étant pas à jour, son véhicule y figurait encore, ce qui devait entraîner son arrestation, et M. François dément formellement la version des faits donnée par le policier, M. Jean-Claude Gallaux, qui a été inculpé depuis pour « blesseure involontaire ». « J'ai vu un homme en civil courir le long de ma voiture, a-t-il raconté. Parvenu à deux mètres de moi, il m'a mis en joue, jombes fléchies, buste en avant, bras tendus, et tenant son arme à deux mains, comme on le voit faire dans les films. (...) Il a tiré pour tuer, volontairement ».

Rappelons que M. Gallaux, pour sa part, a déclaré que le coup de feu était parti accidentellement alors qu'il armait son revolver. (Corresp.)

## ÉDUCATION

### Les suites de l'affaire Ciosi

LE CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ DE NICE REFUSE À NOUVEAU LES STATUTS DE L'U.E.R. D'ODONTOLOGIE

Nice. — Le conseil de l'université de Nice a refusé une nouvelle fois — la quatrième — le 22 novembre, d'adopter les statuts définitifs de l'U.E.R. d'odontologie dont le doyen, M. Pierre Ciosi, a été récemment touché de fraude dans les examens et concours publics (Le Monde du 14 novembre). La majorité des deux tiers était requise. Sur 53 votants, il y a eu 20 voix pour, 20 contre et 3 bulletins blancs ou nuls. Les résultats de ce scrutin ne peuvent être interprétés que comme un signe de défiance des responsables de l'université à l'égard de M. Ciosi.

Réuni en conseil restreint le vendredi 23 novembre, le conseil de l'université a décidé à l'unanimité de donner mandat à son président, M. Marcel Azzaro, pour qu'il prie le recteur de saisir la commission de discipline nationale du cas du doyen de l'U.E.R. d'odontologie.

Le refus d'adopter les statuts de l'U.E.R. d'odontologie n'a cependant aucune conséquence budgétaire pour cet établissement.

Dans une lettre qu'il en adresse récemment au ministre des Universités et au président de la République, les trente-six chirurgiens-dentistes des Alpes-Maritimes qui ont porté plainte contre M. Ciosi demandant la suspension immédiate « de toutes ses fonctions et prérogatives » de doyen de l'U.E.R. d'odontologie.

G. P.

### Les cours devraient reprendre le lundi 26 novembre au collège de Vélizy partiellement détruit par le feu

Un incendie a partiellement détruit, le vendredi matin 23 novembre, le collège Saint-Eusèbe à Vélizy-Villacoublay (Yvelines). Le feu, qui avait pris entre 8 h. 15 et 8 h. 30 dans un local renfermant des poubelles, a été éteint par les pompiers vers 9 heures. Les élèves avaient été évacués en moins de trois minutes. Il n'y a eu aucun blessé.

L'incendie ne semble pas dû à un acte criminel, mais bien à l'imprudence d'un élève qui aurait jeté un mégot de cigarette dans une poubelle. Le collège de Vélizy, qui est un collège de type Bender, l'incendie du collège de Vélizy pouvait apparaître comme suspect. Les premiers résultats de l'enquête des pompiers ont été très mauvais. Le feu a été éteint par les équipes de type Bender. L'incendie du collège de Vélizy pouvait apparaître comme suspect. Les premiers résultats de l'enquête des pompiers ont été très mauvais. Le feu a été éteint par les équipes de type Bender.

Le collège de Vélizy est un établissement de douze cents élèves, mais il n'accueillait pas plus de sept cents cinquante élèves depuis la dernière rentrée scolaire, et la presque totalité des élèves était en classe lorsque le feu s'est déclaré. L'évacuation s'est effectuée sans aucune panique. Les élèves ont été évacués en moins de trois minutes à pied, explique M. Robert Wagner, député R.P.R. des Yvelines et maire de Vélizy. Un exercice de sécurité avait été fait la semaine dernière par les élèves. Les professeurs ont été avertis aussitôt après le sinistre, les élèves pourrissent selon la mairie, reprendront les cours dès le lundi 26 novembre à 14 heures dans l'établissement remis en état. Les cours seront assurés dans la partie non touchée par le feu. La commission départementale de sécurité se réunira sur place lundi matin.

Construit en 1955 sur le plateau de Vélizy pour faire face à l'urbanisation, le collège Saint-Eusèbe devait être rénové et démolir à la fin de l'actuelle année scolaire. « Ces établissements seront détruits à dix ans, a expliqué vendredi M. Wagner devant ses collègues du conseil général des Yvelines. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé à y avoir emporté cinq ans la construction d'un nouveau collège. L'emplacement est idéal, à proximité de la gare de Vélizy, et le ministère de l'Éducation avait refusé de m'entendre ».

Souhaitant impérativement abriter les élèves dans un établissement plus sûr, la municipalité avait alors décidé de construire un collège en dur de 20 millions de francs de la construction. La subvention exceptionnelle de l'État ne couvrait même pas la T.V.A. que la ville devra payer. Le nouveau collège sort actuellement de terre à proximité de l'actuel établissement.

DAMIEN RÉGIS.

### Sur l'initiative des syndicats

### DES ASSISES NATIONALES DES LANGUES VIVANTES À PARIS

Des assises nationales des langues vivantes auront lieu à Paris les samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 décembre à l'appel des organisations suivantes : l'Association des professeurs de langues vivantes, l'Association pour le développement de l'enseignement de l'allemand en France, la Société des langues néo-latines, la Société des professeurs de russe, quatre syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (des enseignants de second degré, de l'enseignement supérieur, des professeurs d'école normale, et de l'enseignement technique), le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.P.T.), le Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel (C.G.T.), le Syndicat national des collèges (indépendant).

Les travaux auront lieu à l'Anse de la Bourse du travail de Paris (salle Eugène-Hénaff), 29, boulevard du Temple.

POUR VOS ENFANTS Filles et garçons de 3 à 12 ans VACANCES DE NOËL EN MONTAGNE À L'ÉCOLE INTERNATIONALE LE CHAPARON ROUGE 39-399 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS-8E Tél. : 1941/71-23-00

Le directeur de l'école, M. F. Bardon, reçoit les parents intéressés à Paris, hôtel de France, 2, rue d'Antin, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 723-19-12 le mardi 27 novembre, de 11 h. 30 à 12 h. 30 et de 17 h. 30 à 19 h. 30, et le mercredi 28 novembre, de 11 h. 30 à 12 h. 30.

مكتبة من الأصل

# LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE

Aider toutes les victimes

DANS le mouvement Croix-Rouge, le Comité international n'est qu'une composante d'un ensemble constitué aussi par les cent vingt-six sociétés nationales de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge pour les pays musulmans, du Lion et Soleil rouges pour l'Iran et par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, fédération mondiale de ces sociétés nationales dont elle est l'organe de liaison. Il peut y avoir et il y a souvent, entre ces trois composantes, des liens d'action, mais chacun garde sa personnalité juridique et tient à la garder; le Comité international plus encore peut-être que les autres. Il lui appartient en effet, étant le premier-né, d'être le gardien de la flamme originale allumée par Dunant, la Vestale des sept principes qui ont valeur de commandement.

Le promoteur des quatre conventions de Genève élaborées entre 1864 et 1949, c'est lui, comme il a été, entre 1970 et 1977, celui de deux protocoles additionnels étendant considérablement les possibilités de l'action Croix-Rouge, mais devant lesquelles les grandes puissances ont nettement réchigné, leurs signatures et ratifications risquant longtemps de se faire attendre. C'est à lui du même coup que revient la tâche de diffuser ce droit qu'il a inspiré, un peu à la façon d'un commis-voyageur international dont les clients seraient des chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi bien un chef de la police ou un gardien de prison ou de camp.

Né en Suisse, le Comité international de la Croix-Rouge n'est international que par référence au champ de son action et à son financement. Juridiquement, il s'agit d'une institution privée suisse, régie par le code civil suisse, formée exclusivement de citoyens suisses.

Elle a ses instances et sa hiérarchie. Le comité proprement dit est composé de personnalités suisses, attachées

## Une institution suisse mais privée

aux principes de la Croix-Rouge. Ces membres — vingt-cinq au maximum dont leur président, élu pour quatre années, mais dont le mandat peut être renouvelé — se réunissent en assemblée, environ huit fois par an. Ils ont à fixer la doctrine, à définir la politique générale et à exercer sur l'ensemble des activités une haute surveillance.

Plus fréquemment se réunit le conseil exécutif, formé de sept des membres du Comité et chargé de la conduite des affaires comme de la surveillance de l'administration. Au-dessous du conseil exécutif se tient la direction. Elle a la responsabilité de la gestion des cinq départements de base du C.I.C.R. : doctrine et droit, opérations, agence centrale de recherches, personnel et formation, finances et administration.

L'entreprise au total occupe cinq cent quarante personnes réparties entre le siège (ancien hôtel dominant le quartier international de Genève et presque symboliquement aussi bien le Palais des Nations que les bâtiments de l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé) et le terrain, c'est-à-dire les multiples théâtres de mission, domaine des délégués, des médecins, d'un personnel para-médical, des opérateurs radios et des administrateurs en campagne.

Ainsi se distinguent les hommes du siège (trois cent vingt-sept) et ceux du terrain dont le chiffre reste plus mouvant selon les exigences (aujourd'hui un peu plus de deux cents, après les récentes obligations commandées par la situation cambodgienne).

Distinction essentiellement géographique. Entre la « colline » de la rue de la Paix à Genève et les délégations, l'esprit est commun. Il l'est d'autant plus aisément que le Comité international a, depuis quelques années, réussi entre les uns et les autres une osmose née d'un rapprochement de l'état-major. Cette relève naturelle a amené aux postes de directeur des départements essentiels des personnalités suffisamment fortes et expérimentées pour donner, sans heurts, les orientations imposées par les exigences et les situations contemporaines.

« Nos aînés, disent volontiers ceux-ci, avaient été et demeurent marqués essentiellement par les relations entre Etats européens. Fidèles aux systèmes juridiques mis en place par leur génération, ils se sentaient tenus par une sorte de classicisme que n'avait pas encore mis à mal la naissance du tiers-monde. »

A cette naissance, à ce premier âge, avaient assisté, en revanche, en qualité de jeunes délégués et s'y étaient au reste affirmés, quelques-uns de ceux qui, aujourd'hui, la quarantaine à peine atteinte, se retrouvent à la tête des départements majeurs du C.I.C.R.

Du coup, et par eux, le rôle de la réflexion qui suit l'action a pris à Genève sa nouvelle dimension pour tenter d'élaborer, sans reniements intérieurs en même temps que sans incompréhension extérieure, l'avenir du C.I.C.R. — J.-M. Th.

## L'« idée de génie » de Henry Dunant

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

CROIX-ROUGE : on ne sait pas très bien ce que c'est, mais c'est formidable. Voilà bien, manière Flaubert, ce que pourrait en retenir un nouveau « dictionnaire des idées reçues ». Si l'auteur de *Bouvard et Pécuchet*, mort en 1880, n'en faisait pas mention dans son dictionnaire, c'est que le mouvement n'avait pas alors atteint l'ampleur qui est la sienne aujourd'hui. Le droit humanitaire, lié à celui des droits de l'homme, qu'il va contribuer à fixer, est longtemps resté limité à des sentiments de générosité, de pitié, de charité, dénotant de valeurs chrétiennes, mais libre de s'élever ou non.

Cependant, l'idée est en marche, puisque vingt ans déjà se sont écoulés depuis ce 24 juin 1859 où le citoyen de Genève Henry Dunant, épuisé de ce qu'il vient de voir au soir de la bataille de Solferino, lance, sur le terrain même du combat, ses premiers appels aux populations environnantes en faveur des victimes de la guerre. Ces victimes sont, pour l'heure, ces soldats des deux camps, Autrichiens, Français et Sardes, blessés d'horrible façon et laissés plus ou moins à l'abandon faute de moyens suffisants et aussi parce que les choses sont ainsi depuis la nuit des temps, pour la première fois ce soir de Solferino, Dunant crée localement un mouvement de solidarité et fait partager par les habitants de Castiglione, venus à la rescousse des médecins de l'armée en campagne, son cri dont il restera à faire une doctrine : « Tutti fratelli! Tous frères! »

Dans le récit de ces heures qu'il va aussitôt décrire sous le titre *Un souvenir de Solferino*, Dunant ne s'en tient pas à la description d'une bataille et de ses conséquences. Il ébauche aussi des vues pour l'avenir. Il suggère déjà la création de sociétés de secours, constituées de volontaires, pour secourir, dans l'assistance des blessés, les services de santé militaires. Il propose surtout de fonder l'action de ces sociétés sur une convention internationale qui fixerait les clauses d'une protection des blessés, du personnel qui les soigne et des hôpitaux où ils seront reçus. La Croix-Rouge n'est pas encore créée, mais elle est, dès ce moment, imaginée.

Un souvenir de Solferino est lu par tout ce qui compte dans l'Europe d'alors, en dépit de la modeste diffusion qu'autorise une publication à compte d'auteur. « On sort de ce livre avec le maudissement de la guerre », notent les frères Goncourt dans leur *Journal*. Hugo, de son exil, écrit à Dunant : « Vous avez l'humanité et servez la liberté ». Et Renan : « Votre entreprise est la plus grande du siècle, l'Europe n'aura peut-être que trop l'occasion d'en apprécier les bienfaits ».

D'autres, tout en approuvant, expriment bien des réserves au nom du réalisme. C'est égal, l'idée de génie d'Henry Dunant ne sera pas une idée morte.

### 1863 : « le Comité de Genève »

Dès 1863, avec quatre autres citoyens suisses, Gustave Moynier, Guillaume Henri Dufour et les docteurs Louis Appia et Théodore Maunoir, Dunant fonde le Comité international et permanent de secours aux militaires blessés, dit Comité de Genève et devenu aujourd'hui le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.). Sa première tâche est de convoquer à Genève une conférence internationale. Les experts de seize pays d'Europe y participent, pour y jeter les bases du droit nouveau sur lequel pourront se fonder les actions. Dans plusieurs pays, des sociétés de secours se constituent. En 1864, apparaît la première « convention de Genève » signée par les représentants de douze nations, toujours européennes. C'est le « Protocole pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne ».

Désormais, ces blessés ou malades seront secourus sans discrimination. Le personnel, le matériel et les établissements sanitaires seront respectés par les combattants qui les reconnaissent au signe distinctif qu'ils arboreront, une croix rouge sur fond blanc.

Cent seize ans plus tard, fort de ce passé et de la rigueur qui

peut encore s'y puiser, le Comité international de la Croix-Rouge peut se présenter avec fierté et regrette malade. Fierté d'avoir à la lumière des faits — c'est-à-dire des guerres et de l'évidence ininterrompue de leurs maux — considérablement élargi la portée des conventions initiales en même temps que le nombre des Etats qui finalement y sont aujourd'hui parties. Regrets de savoir trop bien que ce succès et cette entreprise resteraient historiquement liés aux conflits qui ont d'abord, avec deux guerres mondiales, saigné des nations et qui, aujourd'hui, sous d'autres formes, enfantent douloureusement le tiers-monde.

Ces choses étant, il ne s'agit donc plus seulement pour la Croix-Rouge de l'amélioration du sort des blessés des armées en campagne (première convention), de celle du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer (deuxième convention), du traitement des prisonniers de guerre (troisième convention). Il s'agit aussi, depuis l'apparition de la quatrième convention, de la protection des personnes civiles en temps de guerre. Ce qui, d'un coup, allait élargir considérablement le champ des actions et

du même coup un accroissement constant des moyens humains et financiers. Révisées en 1949, les quatre conventions engagent, en 1979, 145 Etats sur les 163 qui existent actuellement et dont 151 sont membres des Nations unies.

Cela veut dire pour ces 145 Etats « parties » aux conventions que leurs gouvernements se sont engagés à soigner amis et ennemis de façon égale, à respecter l'être humain, son honneur, les droits de la famille, les coutumes, les convictions religieuses. Cela signifie encore qu'ils autorisent les délégués du Comité international de la Croix-Rouge à visiter les prisonniers de guerre comme les internés civils qu'ils peuvent détenir et à s'entretenir sans témoin avec eux. Enfin, ils

s'interdisent les traitements inhumains, la torture, les exécutions sommaires, les déportations, les pillages, les prises d'otages, les extorsions, les actes de violence et la destruction injustifiée des biens privés.

On vérifie bien là que ces exigences ont été commandées par les plus récents conflits européens de la première moitié du siècle et, plus particulièrement, les caractéristiques de la seconde guerre mondiale devant lesquelles le Comité international de la Croix-Rouge, en dépit d'efforts réels, se trouvaient le plus souvent dans une situation d'impuissance. Absence de textes assurément, mais, plus encore, comportement délibéré du nazisme, pour lequel l'extermination et ce qui peut la précéder, furent partie intégrante et proclamée d'une politique d'hégémonie fondée sur le racisme.

### Toujours plus loin

Désormais des textes sont là. On mesure trop bien la marge qui peut séparer des engagements pris, non sans arrière-pensée parfois de leur respect rigoureux, scrupuleux dans l'ordinaire des affrontements. Le Comité international de la Croix-Rouge en est bien conscient. Il l'est d'autant plus qu'à la limite, un respect total inconditionnel des conventions le rendrait quasiment inutile. S'il déploie l'activité qui est la sienne, c'est précisément que les conventions et leur esprit sont constamment à rappeler, que la négligence, dans laquelle elles sont si souvent tombées, commande toujours la présence comme elle commande l'aide, l'assistance et la protection.

Tout d'ailleurs s'explique et s'enchaîne. Les guerres d'aujourd'hui ne sont pas seulement internationales. Elles se doublent, se compliquent d'affrontements

internes qui peuvent être pires dans les effets quotidiens qu'une bataille réputée encore classique. Les passions et les haines s'y exacerpent au point de rendre stérile, au moins dérisoire, toute référence à un droit humanitaire qui n'a pas trouvé en ces pays ses fondements et n'y est reçu, au mieux, qu'avec méfiance.

C'est une raison de plus de ne pas baisser les bras. Loin de se rétrécir, le champ d'action du Comité international de la Croix-Rouge n'a fait que s'étendre au cours de ces vingt dernières années. De l'Amérique latine à l'extrême-Asie, l'actualité dit assez — bien souvent sans pouvoir tout retenir — la famine et la torture, le dénuement et la bataille, la détention politique et la misère sanitaire, l'intolérance et le coup pour coup, le terrorisme et le contre-terrorisme. (Lire la suite page 10.)

### Être au Liban

#### Jours de routine entre Tyr et Jounieh

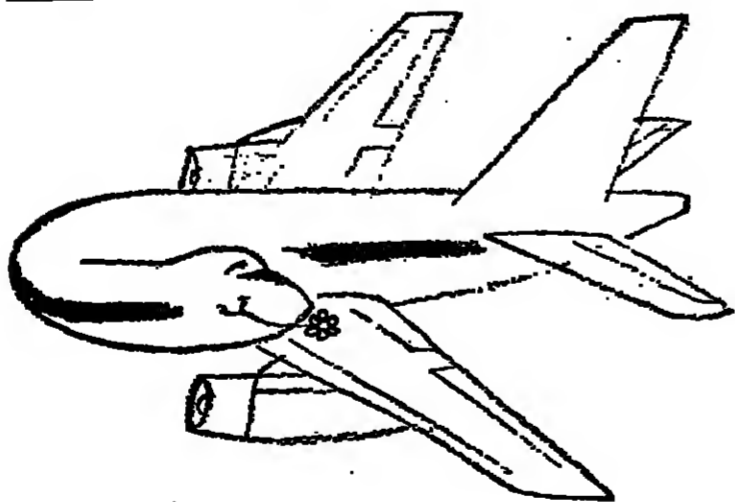
Beyrouth. — R.A.S. Rien à signaler. C'est vrai qu'on est deux jours et deux nuits à n'y voir rien à signaler, du nord au sud du Liban. Les contrôles sur la route de Beyrouth à Tyr, c'est l'ordinaire des jours. Les fusées éclatantes dans la nuit du 6 de novembre, ce n'est même pas l'ordinaire. Il aurait fallu un peu plus : la stridence d'un chasseur israélien, une vedette ou deux en maraude sur la mer. Rien. Pourtant, tout peut arriver ici ou là. Et tout arrive, comme cela, sans faire de bruit. Parce qu'il y a les camps palestiniens, parce qu'on arrive en douce et qu'on embarque sans autre forme de procès un suspect, un adversaire. Il y a tant de camps, de groupes, de fronts, d'armées, de forces entre les Gemayel et les Jumblat. Et il y a

tant de passion à vivre, à survivre dans ce peuple que la première accalmie a toujours fait revenir à ses villes, à ses villages.

lo! du moins, la délégation du C.I.C.R. a bonne presse. Pierre Guberan, qui vient d'en prendre la tête, se trouve bien ici : « On est là depuis 1957. Et il y avait une société nationale de la Croix-Rouge qui marchait bien. Cela aide. En général, on est tout de suite compris, tout de suite reçu, même par un ministre. »

Il dispose d'une sous-délégation à Tyr, dans le Sud, à 25 km de la frontière israélienne, en fait à portée de canon, d'une autre à Jounieh, au nord, dans le camp chrétien.

(Lire la suite page 13.)



... encore et toujours la

# SUISSE

Parce que la Suisse c'est la qualité, la tradition; les prix y sont stabilisés depuis 5 ans, à qualité égale ce n'est pas plus cher. Vacances sportives, de détente, cures thermales ou réunions d'affaires, toujours la qualité, dans la paix,

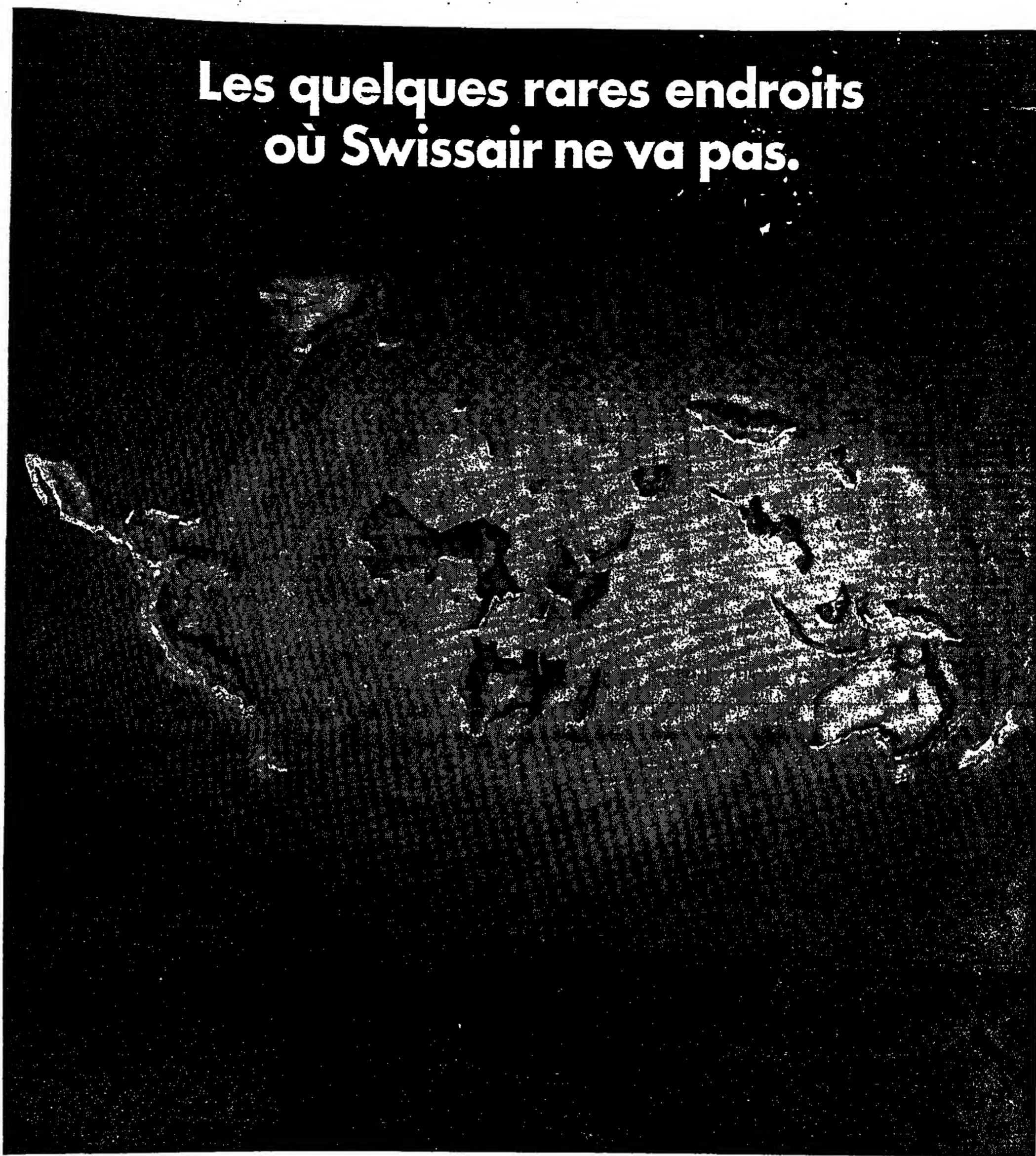
la tranquillité. Et l'avantageuse carte suisse de vacances donne libre accès à un réseau de 9000 km en chemin de fer, bateaux, autocars postaux.

Tous renseignements par votre agence de voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11<sup>bis</sup> rue Scribe, 75009 Paris (tél. 742.45.45).

سكزامن الاصل



## Les quelques rares endroits où Swissair ne va pas.



Le vaste monde est peut-être devenu si attirant précisément parce qu'il n'est plus si vaste qu'autrefois.

On ne voyage plus par terre et par mer, par monts et par vaux, et de pays en pays. Non: on monte dans un avion et en quelques heures, on survole un autre continent.

Naturellement, cela simplifie la carte du monde. D'ailleurs, on ne choisit plus un itinéraire. On choisit une compagnie aérienne. Sachant où elle va.

Et quand il s'agit de Swissair, il est presque plus facile de savoir où elle ne va pas. (Coup d'œil, s.v.p., sur la carte.)

Parmi les choses que la carte ne montre pas: en Europe, il y a plus de quarante destinations Swissair, en Afrique dix-neuf, au Moyen-Orient onze et en Extrême-Orient neuf (la dixième sera Djakarta [Indonésie] en avril 1980), en Amérique du Sud quatre et en Amérique du Nord cinq.

Ajoutons: «Sous réserve de modifications.» C'est ça le plus beau de l'histoire.

**swissair** 

مكتبة الأهل



## du tiers-monde

t-on conclure ? Pourra-t-on parvenir à des délibérations ? En ces heures-là, on s'embourbe dans les pourparlers que dans la poussière des vents de saïbe.

Comment encore agir avec efficacité dans la zone de l'Afrique ? Entre l'Éthiopie et la Somalie, quelle est la nature du conflit ? Interne, comme le soutiennent les Éthiopiens, en affirmant qu'ils n'ont fait en Somalie occidentale que « libérer » une province ? Dès lors, au sens des conventions genevoises, voilà le C.I.C.R. paralysé. Une fois de plus, il mesure trop bien que son action se trouve entravée par des considérations politiques qui ne le concernent pas, dans lesquelles il lui faut se garder d'entrer. Ainsi demeure en suspens la situation des prisonniers. Du moins s'emploie-t-il à fournir son assistance aux provinces dans lesquelles il lui reste une possibilité à conduire, par exemple, un travail médical de rééducation de paraplégiques.

« L'après-conflit », est pour lui aussi important que le conflit. En Ouganda, après le changement de régime consécutif à la chute d'Iddi Amin Dada, il a trouvé matière à tout le lot de ses actions les plus classiques : des milliers de personnes déplacées. Depuis, la relève a été prise en partie par certains gouvernements et par la communauté européenne, précédée auxiliaire pour l'aide alimentaire.

Au Zaïre, on commence à visiter les détenus politiques. En Angola, les conséquences des troubles intérieurs commencent et on fait consentir une œuvre d'assistance aux personnes déplacées illustrée par l'ouverture d'un atelier de fabrication de prothèses pour les amputés.

Délégations encore en Rhodésie, en Zambie, au Mozambique, au Botswana, où les victimes ne manquent pas. Car l'intensification de la guerre en Rhodésie-Zimbabwe a en ses répercussions dans les pays limitrophes où ont affiné d'innombrables réfugiés. Ici les obstacles se sont dressés pour freiner l'action du C.I.C.R., qui s'est trouvé confronté à un refus d'application du droit humanitaire, à une méconnaissance de son rôle comme des principes sur lesquels il se fonde depuis ses origines. Au

point que, le 18 mai 1978, deux de ses délégués et un de leurs collaborateurs africains furent tués dans une embuscade alors qu'ils se rendaient dans un district pour y évaluer les besoins de la population civile.

Comment surmonter de tels refus ? Travail de terrain inlassable qui mobilise l'efficacité, du président aux délégués. Démarches, représentations. La fermeté alterne avec la diplomatie. Sur un gouvernement allergique ou récalcitrant, d'autres États voisins ou lointains peuvent exercer une influence, faire comprendre l'intérêt international qu'il peut y avoir à laisser la Croix-Rouge jouer son rôle. Elle-même, sans se décourager, explique ce rôle, en fait valoir et connaît les limites. Cependant, de la confiance à la confiance, le chemin est long. Le progrès alterne avec la régression, au gré d'un durcissement, d'une détente, d'une

humeur, bonne un jour, mauvaise l'autre. Il faut jouer aussi avec les sociétés nationales de Croix-Rouge des États, avec la ligue qui les coordonne. Ils peuvent avoir moins de difficultés que le C.I.C.R. pour accroître leurs actions dans tous les domaines.

Ce n'est pas pour autant que l'essentiel sera obtenu. Ces combats de l'esprit restent le plus souvent ignorés et avec eux les conquêtes auxquelles ils parviennent. Ce sont des droits de visite longtemps refusés, l'établissement de liaisons pour faciliter l'accès des familles aux camps d'internement où elles sont admises.

Mais il est parfois plus malaisé d'arracher un statut de prisonnier de guerre pour les nationalistes rhodésiens, de mettre un terme aux pendaisons qui suivent leur capture, de faire entrer en vigueur un « code des combattants ».

### Les dialogues théoriques

Une fièvre tombe, une autre se déclare. En Amérique centrale, voici qu'une délégation vient d'être installée au Salvador après qu'a été consenti par le gouvernement un droit de visiter les détenus politiques. Dans l'anarchie qui a suivi au Nicaragua la chute de Somoza, le C.I.C.R. a assuré d'urgence l'alimentation compromise des populations civiles avant de faire accepter sa protection des prisonniers somocistes auxquels un statut de prisonniers de guerre sera donné dès lors que le nouveau régime les tiendra pour exemptés des crimes de guerre.

En Colombie, le C.I.C.R. visite les détenus politiques mais n'a pas obtenu ce droit au Chili, où du même coup il était inutile de vouloir établir une délégation. Celle d'Argentine a quelques possibilités d'intervention et se heurte toujours à un refus de coopération pour la recherche des disparus.

Reste le monde socialiste. L'antenne — qui n'est pas une délégation — établie avec la Chine permet aujourd'hui un dialogue nouveau. Les Chinois connaissent le C.I.C.R., qui a pu agir auprès d'eux aussi bien lors des incidents à la frontière thi-

bétaine que plus récemment dans le conflit avec le Vietnam terminés par un rapatriement de prisonniers. Avec l'U.R.S.S. aussi le dialogue existe, mais théorique, excluant l'idée de la moindre possibilité d'action. L'U.R.S.S. a son Alliance des Croix et Croissants-Rouge soviétiques reconnue par le C.I.C.R. comme société nationale. Comment faire pour aller au-delà des mots ?

D'un bord à l'autre de la planète, le C.I.C.R. mesure quotidiennement ce qu'il faut de persévérance pour faire comprendre ce qu'écrivait Pasteur : « Deux lois sont aujourd'hui en lutte : une loi de sang et de mort, en imaginant chaque jour de nouveaux moyens de combat, oblige les peuples à être toujours prêts pour le champ de bataille. Et une loi de paix, de travail, de salut, qui ne songe qu'à délivrer l'homme des fléaux que les conquêtes violentes, l'autre que la soumission de l'humanité, oblige les peuples à être toujours prêts pour le champ de bataille. Celle-ci met une vie humaine au-dessus de toutes les victoires ».

J.M.-Th.

### UNE ACTION « HORS CONVENTIONS »

## La difficile protection des détenus politiques

**B**ien que le nombre des détenus politiques dans le monde entier ne cesse d'augmenter, il n'existe aucune convention internationale, aucun instrument juridique sur lesquels puisse se fonder une action en leur faveur. Les gouvernements dont les prisons sont vides de tout détenu politique sont l'exception. Quant aux autres, ils ne sont nullement disposés à se sentir liés par une obligation qui permettrait à des tiers, même s'il s'agit de représentants d'un organisme neutre et humanitaire, d'organiser rencontres et entretiens avec ceux qui présentent à leurs yeux un danger pour la sécurité du pays ou du régime.

Ce ne sont pas les prétextes qui manquent, principalement aux régimes autoritaires, pour exercer une répression contre les victimes sont désignées d'un côté de la barrière comme de dangereux terroristes, de l'autre comme des héros de la résistance. En outre, ces victimes sont souvent assimilées à des détenus de droit commun et ne bénéficient donc pas, lorsqu'il en existe, du statut des détenus politiques.

Aussi est-ce en quelque sorte « hors conventions » et fréquemment en l'absence de tout conflit déclaré que le C.I.C.R. réussit néanmoins chaque année à visiter et par conséquent à protéger, dans une certaine mesure, des dizaines de milliers de détenus politiques. Une exception de taille est à signaler : les pays communistes, dans lesquels ne peuvent toujours pas entrer les délégués du Comité international de la Croix-Rouge.

Les activités du C.I.C.R., celles d'Amnesty International et celles de la Commission internationale de juristes (C.I.J.) sont, en ce domaine, complémentaires. La C.I.J. veille à la primauté du droit, lutte pour que les détenus puissent être assurés d'une défense juridique et dénoncent les cas où les droits de la défense sont violés. Le but recherché par Amnesty International est de faire libérer les « prisonniers de conscience », tan-

dis que celui du C.I.C.R., se référant à ses principes, est d'améliorer les conditions de détention de tous les prisonniers politiques. Peu lui importe si le détenu a été incarcéré pour avoir projeté des propos qui auraient déplu aux autorités ou s'il a commis un attentat sanglant.

En fait, le C.I.C.R. parvient à intervenir en faveur des détenus politiques non seulement dans le cas de troubles intérieurs, mais même en cas de « tension interne », c'est-à-dire lorsqu'un État recourt à la répression en tant que mesure préventive destinée à maintenir l'ordre. Il use alors d'un « droit d'initiative » qui justifie une protection due aux circonstances. Ses délégués agissent d'abord au niveau des gouvernements afin d'obtenir l'autorisation de s'entretenir sans témoin avec les personnes écrouées.

### Améliorations

Ils soumettent ensuite aux divers responsables un rapport confidentiel assorti de suggestions destinées à améliorer les conditions de vie des détenus. C'est sur le plan matériel qu'ils obtiennent généralement les meilleurs résultats. M. Jacques Moreillon, aujourd'hui directeur du département droit et doctrine, raconte :

« Dans une prison d'un pays du tiers-monde, depuis quatorze ans, huit personnes se trouvaient dans la même cellule, et six dans une autre. Les détenus ne sortaient jamais, dormaient par terre et n'avaient d'autre mode de communication avec l'extérieur que des visites familiales de cinq minutes par semaine derrière un grillage. Après l'intervention du C.I.C.R., ils ont reçu des lits, ont eu droit à deux heures de promenade le matin et deux heures l'après-midi. Ils ont pu pratiquer un sport, obtenir des journaux et des romans, écrire un nombre limité de lettres et voir leurs visiteurs une heure par semaine dans un parloir ».

Mais pour qu'une telle amélioration ne soit pas éphémère, il faut encore que les visites des délégués se renouvellent à un rythme satisfaisant. Si le C.I.C.R. ne divulgue aucun renseignement sur le traitement des détenus politiques, il n'en publie pas moins le lieu et les dates de ses visites, ce qui peut constituer un indice, sinon une garantie.

Reste l'usage devenu systématique dans trop de pays de la torture sous toutes ses formes, qu'elle soit ordonnée par le pouvoir ou simplement tolérée par lui. La torture est surtout pratiquée durant les interrogatoires auxquels le C.I.C.R. ne peut assister. En outre certains sévices et pas toujours les moins graves, ne laissent pas de traces physiques ce qui permet aux bourreaux de tout nier. A l'inverse des détenus peuvent prétendre avoir été torturés, leurs allégations — dont la véracité n'est pas aisée à établir — constituent une arme de propagande contre les autorités qui les ont incarcérés. Ainsi le champ d'action du C.I.C.R. est-il limité, mais la présence de ses délégués permet souvent d'empêcher le pire. La tâche se complique encore car si dans la majorité des cas l'État est responsable de ce mal absolu qu'est la torture, il se trouve aussi que des mouvements « rebelles » y ont recours contre ceux qu'ils parviennent à capturer. Ces derniers en pareil cas ne demeurent pas longtemps captifs s'ils ne sont pas relâchés, voire enrôlés, ils sont obligés ou, considérés comme otages, ils risquent d'être tués à tout moment. Il est à noter que le C.I.C.R. condamne sans restriction non seulement les prises d'otages mais aussi la soumission au chantage ainsi créée (1). Mais il est clair qu'il lui est particulièrement difficile de venir en aide aux otages, bien que leur sort puisse être assimilé à celui des détenus politiques.

L. V.

(1) Revue internationale de la Croix-Rouge, octobre 1971.

## TOUT COMME LEUR IDEAL HORS DU COMMUN, LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE CAPTIVERONT VOTRE IMAGINATION.



**THOR HEYERDAHL**

Explorateur et anthropologue, Heyerdahl a étudié les secrets des anciennes migrations transocéaniques.



**RED ADAIR**

Président du Red Adair Oil Well Fires and Blowouts Control Company, Adair est le plus grand spécialiste mondial en ce qui concerne l'extinction d'incendies de puits de pétrole.



**WALLY HERBERT**

L'un des plus grands explorateurs de l'Arctique. Il a remporté la Médaille d'Or de la Royal Geographical Society.



**REINHOLD MESSNER**

En 1978, Messner est devenu le premier vainqueur de l'Everest sans réserves d'oxygène.

Depuis 1905, la détermination et l'esprit d'entreprise de Hans Wilsdorf, fondateur de Rolex, ont été à la base de la plupart des découvertes révolutionnaires dans le domaine de la montre-bracelet. En 1926, ce fut l'invention de la Rolex Oyster, la première montre vraiment étanche. Ensuite, la première montre automatique à rotor Perpétuel. Le premier chronomètre-bracelet indiquant la date dans un guichet du cadran. La première montre au monde indiquant la date et le jour en entier. La première montre de plongée en grande profondeur. La liste des « premières » de Rolex est à la fois longue et légendaire.

Tout comme la liste des gens illustres qui y ont été étroitement liés.

Des hommes comme Sir Edmund Hillary, Thor Heyerdahl, Sir Francis Chichester, Red Adair, Jacques Piccard et Reinhold Messner.

C'est pour célébrer à la fois l'esprit d'entreprise de notre fondateur et celui de tous les pionniers qui ont porté ou portent des montres Rolex que nous avons inauguré en 1976 le Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise.

### LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Notre intention était de : « Soutenir financièrement des projets qui cherchent à innover dans leur domaine et qui animent l'esprit d'entreprise manifesté depuis 50 ans par Rolex et les possesseurs d'une Rolex ».

Nous sommes fiers à présent d'annoncer une nouvelle édition des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise.

« Nous cherchons des hommes et des femmes imaginatifs et entrepre- »

nants, et dont l'esprit d'entreprise se manifeste par leurs idées et leurs projets, faisant ainsi preuve de la tradition de persévérance et de qualité qui est une des caractéristiques de Rolex ».

### LES CATEGORIES

Votre projet devra faire partie d'une de ces trois catégories.

Sciences appliquées et inventions. Explorations et découvertes. Ecologie.

Les 5 lauréats gagneront chacun un chèque de 50.000 francs suisses et un chronomètre Rolex en or spécialement gravé à leur intention.

Notre jury, composé de personnalités de tous les domaines, jugera les candidatures en fonction de leurs qualités de nouveauté, d'originalité, d'intérêt et d'invention et pour leur portée. Ils devront également pouvoir être concrétisés et menés à terme par les candidats.

### COMMENT PARTICIPER ?

Les candidatures devront être rédigées en anglais sur une Formulaire Officielle de Participation et parvenir au Secrétariat avant le 30 avril 1980.

Pour obtenir une Formulaire Officielle de Participation, le Règlement et les Conditions de Participation, écrivez à l'adresse suivante : Secrétariat des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, Boîte Postale 178, 1211 Genève 26, Suisse.

Depuis plus de 50 ans, Rolex s'est étroitement liée à la plupart des personnalités les plus entreprenantes du monde.

Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise sont votre chance de devenir l'une d'entre elles !

**ROLEX**  
GENÈVE



**DIT LYONNAIS**

مكتبة الأمل

## D'où vient l'argent ?

**I**l faut bien parler finances. Nerve de la guerre pour les militaires, l'argent est tout autant celui d'une organisation qui s'est donné pour but de soulager les misères engendrées par l'argent des premiers. Au département des finances et de l'administration du Comité international de la Croix-Rouge, on en sait quelque chose. Chaque année, à la lumière des nécessités, il s'agit de s'assurer des budgets à la mesure de l'entreprise.

Des budgets, car il en existe deux qu'il convient de bien distinguer. Le premier, appelé budget ordinaire, assure les activités de fonctionnement du siège de Genève ainsi que des délégations qui ne se trouvent pas engagées dans ce qu'on appelle les opérations spéciales d'urgence, telle que, par exemple, celle du Cambodge. Le second, dit extraordinaire, est alimenté par les ressources que peuvent fournir les donateurs de toute nature, gouvernements en tête, pour soutenir telle ou telle action bien déterminée.

D'un montant actuel de 30 millions de francs suisses, le budget annuel ordinaire est assuré d'une ressource que l'on peut maintenant tenir pour intangible. Elle provient de la Confédération helvétique qui, traditionnellement, le finance à 50 %. En principe, les autres gouvernements signataires des conventions de Genève devraient produire la différence, soit une autre quinzaine de millions de francs suisses. En fait, on est loin du compte. La part totale de ces gouvernements n'a été en 1978 que de 4 800 000 francs suisses, et même si elle est passée pour 1979 à l'équivalent de 5 millions 800 000, on est toujours loin du compte. Car une constatation s'impose. Sur les cent quarante-cinq États parties aux conventions, il n'y en a qu'une quinzaine à participer à cet effort d'une manière ou d'une autre que symbolique.

Mais cela entre finalement dans la logique des choses : les payeurs sont les nations riches occidentales et non point celles de ce tiers-monde à la recherche de lui-même et dont la preuve du dénuement est suffisamment faite par la nécessité qu'il y a à l'aider dans ses épreuves.

Comme toujours, les États-Unis tiennent la tête de ce palmarès occidental : 1 280 000 francs suisses en 1978, 1 800 000 attendus pour 1980. La vieille Europe suit, France en tête (474 484 FS), suivie par la République fédérale d'Allemagne (400 000), la Grande-Bretagne (395 000), la Suède (270 000), les Pays-Bas (175 000), le Danemark et la Norvège (150 000 chacun). D'autres se montrent plus riches. Si la Belgique consent 100 000 FS, l'Italie se contente de 50 000 et l'Espagne de 8 000.

A l'est, les terres du socialisme font la fine bouche. Hors la contribution polonaise de 40 000 FS, le compte du C.I.C.R. doit se contenter des 5 000 FS des Hongrois et de l'équivalent consenti par la République démocratique allemande. Irregularité. B. S. S. ne donne rien et avec elle la Roumanie, la Tchétchélovaquie, la Chine, Cuba. Après tout, chacun peut avoir « ses œuvres ». En dépit de sa prospérité, le Japon limite sa contribution à 100 000 FS. C'était celle de l'Iran du chah et que la République islamique de l'Irak n'a pas remmise en cause. Les ressources nouvelles n'ont pas rendu plus généreux les pays producteurs de pétrole du monde arabe : 100 000 FS des Émirats du Golfe, 50 000 du Koweït, mais rien du Qatar, ni de Bahreïn, ni de l'Algérie. Pas davantage de la Libye, de la Syrie. Mais 25 000 FS d'Iraq, 40 000 régulièrement de l'Égypte. Des quarante États d'Afrique, douze seulement ont pensé au C.I.C.R.

### Rendre compte

Ainsi faut-il évaluer les ressources. Elles proviennent des sociétés nationales de la Croix-Rouge, des dons et legs qui sont faits par des organismes privés sans demande d'affectation particulière. 1 700 000 FS d'un côté, un million encore de l'autre. Et puis, bon gestionnaire, le C.I.C.R. avait pu constater que la faveur de temps plus calmes une réserve de six millions de francs suisses qui sont un bon rapport. Las ! les temps ne sont plus calmes et la réserve a dû pour partie être employée. On va s'appliquer à la reconstituer car il faut toujours être prêt à faire face à un « conflit majeur ».

Cette quête obligée à travers le monde demande du temps et de l'habileté. Il faut savoir faire comprendre à un chef d'État, à un chef de gouvernement, l'étendue des besoins, la réalité des activités. Car il n'y a pas obligations. De surcroît, ces contributions sont affaire de budget pour chacun des gouvernements. En temps de crise, de difficultés, il y a toujours de bonnes raisons pour invoquer les nécessités de l'heure. Insister ? Ce n'est jamais de bonne politique.

Des trente millions de francs suisses de ce budget ordinaire annuel, 20 % seulement servent à « faire tourner la boutique », c'est-à-dire à couvrir les frais de personnel, de fonctionnement, d'équipement. Tout le reste concourt aux actions des délégations, aux opérations ordinaires, à la diffusion du

droit humanitaire, aux activités de l'agence centrale de recherches.

Reste le budget extraordinaire. Parce qu'il est tel il est variable et peut dépasser de très loin le montant du budget ordinaire. Le drame cambodgien cette année suffira à lui seul à le gonfler de façon considérable.

Il se agit d'une situation exceptionnelle, un drame qui se joue. Du coup le C.I.C.R. va offrir ses services. On peut aussi bien le pressentir. Le volé admis. Aussitôt, il dépêche sur le terrain une petite équipe qui va mesurer les réalités, fixer les contours d'un plan d'engagement, après avoir étudié l'étendue des besoins. A Genève, ce plan, soumis au conseil exécutif du comité, est accepté. C'est le moment de lancer les appels, de trouver les partenaires financiers. Inutile de dire que si rien ne vient, le C.I.C.R. agit quand même, comme il l'a fait au Tchad, ou à Timor où l'aide extérieure s'est fait attendre.

Le montant de ces budgets dépend des intensités de l'action, de son étendue, de l'écho aussi quelle peut avoir dans l'opinion de la publicité dont elle bénéficie. Le mouvement prend alors des dimensions particulières, entraîne abondance, surabondance parfois de concours.

Cependant au siège genevois les services financiers recensent, comptabilisent, gèrent en un mot ce budget dont ils entendent toujours être en mesure de rendre compte. Ils se sont assurés le concours pour cela d'une société fiduciaire de Londres qui, au vu des dossiers, dresse rapport comptable, rapport de gestion. Avant de passer que Genève tient ensuite à la disposition des donateurs. Il est d'ailleurs une règle d'or : au moment où tout sera fini ou fugé tel, il doit rester de l'argent. Et il en reste. Ceux qui l'ont donné en sont informés et se voient proposer d'affecter le reliquat à d'autres programmes. Ainsi en va-t-il.

Pour l'année 1979, ces actions extraordinaires vont représenter une mise de fonds de 50 à 60 millions de francs suisses. On prévoit déjà qu'au terme de 1980, étant donné ce qui reste à faire au Cambodge, la mise sera doublée. Et de la sorte le budget extraordinaire se trouvera être quatre à cinq fois supérieur au budget ordinaire. Il y a de quoi être sourcilieux, même si l'on agree. Dans l'affaire, le C.I.C.R. sera formaliste. Il entendra pouvoir vérifier lui-même la réalisation des secours. Il sait que ce sera difficile. Mais l'expérience qui a montré tant de fois que savoir ne pas céder est bénéfique.

J.-M. Th.

## Une place à part dans sa nation

**Q**UE signifie le Comité international de la Croix-Rouge pour les Suisses ?

Si l'on avait pu procéder à des sondages d'opinion depuis que le Comité existe, on aurait probablement dégagé deux constantes : l'une mettant en évidence l'attachement permanent et profond à une institution qui exprime le désir d'un peuple, fidèle à son statut de neutralité, de compenser cette abstention politique par un engagement humanitaire, par des services rendus aux victimes des guerres. L'autre révélant une assez large ignorance de ce qu'est le Comité, de sa structure, de ses objectifs, de ses méthodes. On aurait également décelé une variable, ou plutôt des variations, dans le jugement porté sur l'œuvre, sur les hommes responsables de la conduite de l'institution. Et cela en fonction de l'inévitable alternance des succès et des revers, de l'image projetée à travers une information inégalement assurée.

Un débat récent sur l'holocauste n'a-t-il pas révélé la persistance du malentendu sur la portée et les limites de l'action humanitaire dans l'univers concentrationnaire ? Et cela précisément parce que l'informa-

tion manquait sur les données réelles du problème — ce qui ne permettait pas de mesurer la dimension de l'obstacle à l'intervention en faveur des détenus politiques — et sur les initiatives qui avaient été prises à l'époque.

Cependant, la conscience existe d'un lien entre les aspirations d'un peuple et l'action du Comité international de la Croix-Rouge.

Ce sentiment est particulièrement fort aujourd'hui. Parce que, dans une période de dégradation des rapports politiques et de généralisation de la violence, chacun accroche ses espoirs de paix à l'action humanitaire. Mais aussi parce que le C.I.C.R. a accompli dans ces dernières années un effort considérable pour se faire connaître en Suisse, pour s'implanter plus profondément dans l'ensemble du pays et pour recueillir l'appui des diverses couches de la société. La réponse a été d'autant plus positive que le Comité prenait simultanément des initiatives et assumait des risques à l'extérieur. Son engagement au Cambodge, pour ne mentionner que la plus récente de ses entreprises, démontre qu'il est dévoué à se charger de responsabilités considérables. Et l'opinion le suit.

### L'appui de l'opinion

Cet appui de l'opinion et des pouvoirs publics ne conduit pas, et n'a jamais conduit, à l'établissement d'un contrôle. Le C.I.C.R. agit en toute indépendance. Une indépendance que le conseil fédéral a toujours pris garde de respecter. On s'est étonné parfois de cette réserve qu'on a cru de façade. Le sentiment de propriété qu'éprouve le peuple suisse et la fierté qu'il s'y ajoute et qui explique la critique dont le C.I.C.R. a été parfois l'objet, auraient pu inciter l'exécutif ou le Parlement à prendre certaines affaires en main. Cela n'a pas été le cas.

En fait, la seule menace qui ait pesé sur le C.I.C.R. en Suisse, a été celle de la désaffection. Les Suisses pourraient se tourner vers d'autres institutions humanitaires qu'ils jugeraient plus utiles, plus efficaces. Amnesty International compte de nombreux adhérents. Terre des hommes a suscité un grand élan. Les actions de secours de la Société nationale de la Croix-Rouge et d'autres organisations religieuses ou laïques ne sont certes pas négligeables.

Une concurrence existe qui est certainement bénéfique. Tout d'abord parce qu'elle contraint le C.I.C.R. à réagir contre le danger d'isolement qui crée la ratatouille de la diplomatie discrète : l'appui de l'opinion publique lui est indispensable. La concurrence oblige également le C.I.C.R. à se situer par rapport aux autres, à redéfinir en permanence sa mission et ses objectifs. Elle l'a sans aucun doute encouragé à prendre des initiatives. Mais elle lui rend également le grand service d'assurer sa liberté de mouvement. Car si le C.I.C.R. avait disposé d'un monopole de l'action humanitaire et qu'il eût été le seul canal par lequel le peuple suisse aurait pu exprimer son désir et son besoin de venir en aide aux victimes de guerres et de catastrophes,

la pression des bonnes volontés se serait devenue irritante, transformant une institution indépendante en un instrument des aspirations de la nation.

Il est évident que le C.I.C.R., bien qu'il ne soit qu'une institution humanitaire parmi d'autres, occupe en Suisse une place à part. Il est le porteur d'un message de paix et d'humanité qui part d'un pays neutre. Son action est rendue possible par la neutralité de la Suisse, mais elle n'est pas et ne veut pas être une légitimation de cette neutralité. Les membres du Comité et leurs collaborateurs sont des citoyens suisses qui se sont librement assignés à leur a progressivement reconnue. Ils ne sont pas les instruments d'un gouvernement ou d'une politique nationale, mais des intermédiaires neutres entre des parties en conflit. La neutralité à laquelle ils se réfèrent est celle de la Croix-Rouge, distincte de la neutralité suisse. Une neutralité définie par l'objectif qu'ils poursuivent : la protection des victimes de guerres. Lorsque les gouvernements traitent avec eux, c'est à l'homme de Croix-Rouge.

qu'ils s'adressent. Et s'ils le font c'est parce qu'ils ont la conviction que le délégué du C.I.C.R. ou le membre du Comité place sa mission humanitaire au-dessus de toute considération nationale. Ce qui est décisif, c'est la capacité d'indépendance de l'institution, et des hommes qui la servent, c'est son loyalisme à l'égard des conventions de Genève qu'elle a pour mission de faire respecter.

L'indépendance, l'autorité, la rayonnement du Comité international de la Croix-Rouge ne reposent pas seulement sur son statut juridique, sur le fait qu'il est sujet de droit international, mais ils tiennent plus encore à la qualité de ses membres, ce qui a contribué à orienter son recrutement vers ce qu'on pourrait appeler des personnalités d'élite. On a donc compté parmi ses membres d'anciens présidents de la Confédération, des parlementaires, des officiers généraux, des diplomates, de hauts fonctionnaires. Le risque était réel d'un infécondisme de l'action de la Croix-Rouge par une vision trop « hévétique » du monde. J'ai jugé de mon devoir de le signaler il y a quelques années. Le fléchissement, heureusement, ne fut que momentané.

En fait, quiconque a vécu à l'intérieur du C.I.C.R., en contact direct avec la guerre, sait que les drames humains auxquels il doit faire face le détachent des préoccupations de politique nationale en le contrainçant à se placer dans la perspective fondamentalement différente de la politique humanitaire. C'est pourquoi on peut affirmer que les personnalités qui sont entrées au C.I.C.R. l'ont, pour la plupart, servi et le servent, qu'elles aient été leurs fonctions antérieures, dans l'esprit de la Croix-Rouge, contribuant par leurs qualités mêmes, leur expérience et leur autorité, à en assurer l'indépendance vis-à-vis de la Suisse et à faire valoir son rôle d'intermédiaire neutre.

Qu'on ne s'y trompe pas. La bourgeoisie qui, au dix-neuvième siècle, a créé le C.I.C.R. et l'a fait accepter par les princes et les gouvernements ne défendait pas des intérêts. Son action était une manifestation du civisme qui est le ciment d'une société reposant sur la volonté de vivre en commun et qu'elle élargissait au-delà des frontières de la Suisse à la dimension de la communauté internationale. C'est ce civisme qui a transformé et transforme — des réactions affectives, des émotions collectives en une politique humanitaire raisonnée.

JACQUES FREYMOND,  
ancien vice-président du C.I.C.R.

## NOUS AIDONS LES HOMMES DE LA CROIX-ROUGE A AIDER LES HOMMES DU MONDE ENTIER.

17 400 tonnes de matériel, 300 tonnes de médicaments, voilà les secours que le Comité International de la Croix-Rouge a expédiés cette année à destination de 46 pays.

Pour gérer cette masse considérable de secours d'une manière rapide et efficace, le Comité International de la Croix-Rouge a choisi de se doter d'un ordinateur NCR 8430.

NCR France - Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 Paris-la Défense  
Tél. 778.13.31

NCR (Suisse) - Case postale 579 - 8301 Glattzentrum /ZH -  
Tél. (01) 832 11 11

**NCR**

**Spécialiste mondial des systèmes informatiques.**

### Suisses - Sérieuses Souriantes Les 3 écoles bien connues au bord du bleu Léman

**CHANTEMERLE:** filles et garçons (7-11 ans)

**PREALPINA:** jeunes filles (11-21 ans)

**Dr SCHMIDT:** jeunes gens (14-21 ans)

Entre Lausanne et Montreux: une même tradition mais une vocation différente:

**CHANTEMERLE**

accueille filles et garçons (7-11 ans)

**l'Institut PREALPINA**

les jeunes filles (11-21 ans) et

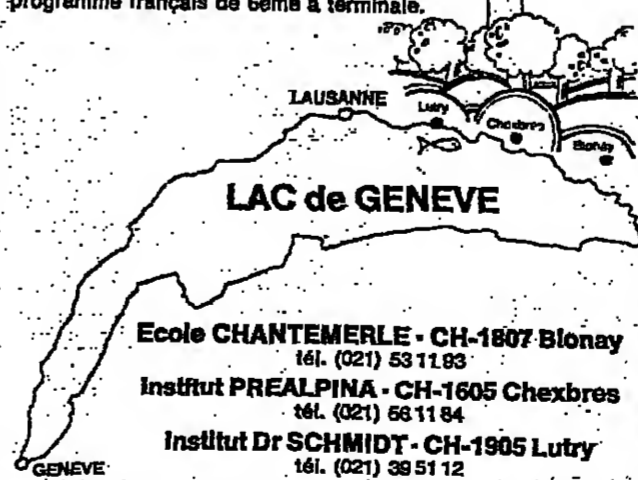
**l'Institut SCHMIDT**

les jeunes gens (14-21 ans)

Voilà pourquoi l'un ou l'autre de ces 3 Instituts est tout naturellement celui que vous cherchez: car il s'agit de l'avenir de vos enfants.

Notre personnel enseignant - de haut niveau - s'attache à développer en chacun et chacune les traits distinctifs de caractère et de rayonnement qui conduiront nos jeunes élèves à leur plénitude physique, psychique et intellectuelle.

Sur simple demande, toute notre documentation illustrée et nos programmes complets. Etudes primaires et secondaires selon le programme français de 6ème à terminale.



هكذا من الأصل

## Le Monde

## culture

## THÉÂTRE

«LA MOUETTE» au Conservatoire  
Une mise en scène exemplaire

Un Conservatoire national d'art dramatique, les élèves de troisième année ont joué, du 12 au 15 novembre, la Mouette de Tchekhov dans la belle traduction d'Elisa Triolet. Cette mise en scène, de Christian Benedetti et Claire Magnin, était neuve, claire, singulière, fidèle, très émouvante.

Peu de pièces sont aussi connues que La Mouette. Le mérite de cette mise en scène est de nous avoir fait découvrir un grand classique de la littérature russe, et de nous avoir fait découvrir un grand classique de la littérature russe.

Benedetti et Magnin, avec une finesse et une fermeté qui nous ont fait découvrir un grand classique de la littérature russe, et de nous avoir fait découvrir un grand classique de la littérature russe.

De grands panneaux peints par eux-mêmes, dans la lignée de Van Gogh, ont été accrochés sur les murs, et ont été accrochés sur les murs, et ont été accrochés sur les murs.

Dans ces circonstances détendues, Benedetti et Magnin font

se lever, comme on dit que des brises se lèvent, une quantité de suggestions, d'idées de détail qui ne doublent jamais le texte, qui l'élèvent, lui donnent des contours. En somme les acteurs ont choisi des orientations précises, fouillées, riches, pour chaque personnage, nous savons tout de suite où nous sommes, qui est là, et la pièce devient une suite de heurts, d'émergences, vifs et transparents, mystérieux, avec beaucoup de choses qui sont pas dites mais qui parlent.

C'est une mise en scène exemplaire d'une œuvre rebelle, qui retrouve sa jeunesse, et à maintes reprises, sa discrète gaieté. Christian Benedetti joue Trigorine, c'est une interprétation remarquable de richesse, d'intelligence, plusieurs plans du personnage étant très très bons. Aurélien Recoing (le docteur), Sergeï Baboukine (Sornie), de Tchekhov, une vue non convenue, attachante, Jean-Pierre Klein fait voir le jeune marin Constantin Treplev un peu comme on imagine Franz Kafka d'après sa correspondance, et ce n'est pas déplacé, au contraire. Le petit point noir est le jeu de Sylvie Gréger (Nina) : cette comédienne est trop dévouée encore pour agir en grande tragédienne inspirée, et dans la célèbre scène du dernier acte, elle est maladroite, alors qu'il faut jouer serré, modeste, elle serait meilleure.

Cette mise en scène de La Mouette, plus forte et plus vivante que celles que nous avons vues ces temps-ci dans «vieux» théâtres, confirme l'excellent travail désormais accompli au Conservatoire : responsabilité, travail, talent, découverte, talent à présent dans cette école. Citons en bloc le directeur, les professeurs, les élèves, à l'ordre du mérite dramatique, et remercions-les.

MICHEL COURNOT.

## CINÉMA

Mort de l'actrice Merle Oberon  
L'héroïne des «Hauts de Hurlevent»

L'actrice américaine Merle Oberon est morte à Los Angeles, vendredi 23 novembre, d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-huit ans.

Le grand rôle qui vient tout de suite à la mémoire lorsqu'on évoque Merle Oberon est celui de Cathy dans les Hauts de Hurlevent, film tourné par William Wyler en 1938. Elle était alors une actrice célèbre, mais son interprétation de l'héroïne d'Emilia Brontë lui donna une gloire internationale, qu'elle porta ensuite un peu comme une légende.

Fille d'un officier de l'armée britannique, Estelle Merle O'Brien Thompson naquit à Hobart en Tasmanie le 19 février 1911. Sa famille s'établit aux Indes en 1918 et elle fit ses premières études d'art dramatique à Calcutta. A seize ans, elle vint à Londres s'inscrire dans une école de danse et y débuta à l'étrange Cat's de Paris du West-End. Figurante dans un film, elle attrapa, en 1931, l'attention du producteur et réalisateur Alexandre Korda, Hongrois émigré qui était en train de se bâtir un empire cinématographique. Il lui offrit de petits rôles, lui signa un contrat de cinq ans et la lança sous le nom de Merle Oberon dans une série privée de Henri VIII (1933), où elle joua Anne Boleyn, une des épouses du roi incarné par Charles Laughton.

Bruno, les yeux un peu égarés, folle, gracieuse, Merle Oberon, laconnée par Korda — il s'était épris d'elle et l'épousa en 1939 — fut envoyée par lui à Hollywood, où quelques films

(dont ils étaient trois, de William Wyler, 1938) lui assurèrent sa popularité. En 1937, Korda la rappela à Londres pour être Messaline auprès de Charles Laughton dans Claudius, réalisé par Joseph von Sternberg. Ce film très ambitieux, au budget élevé, fut interrompu, Merle Oberon ayant été victime d'un grave accident d'automobile. Korda refusa de la remplacer et arrêta le tournage. L'année suivante, elle trouva la consécration à Hollywood dans les Hauts de Hurlevent, film produit par Samuel Goldwyn et où elle fut pour partenaire Laurence Olivier. Fut-elle la Cathy idéale dans ce film d'après le roman de Walter Scott ? Elle y eut de bons moments romantiques, mais il semble qu'elle ait tiré sa nature, sa réserve distinguée, pour exprimer la passion sauvage de ce personnage hors du commun.

La suite de sa carrière, pendant plus de vingt ans, fut assez banale. On en rappela Lydia de Julien Duvivier (1942), Jack l'éventreur de John Brahm (1944), le Chariot du souvenir de Charles Victor (1945), une vie de Chopin où elle fut une belle courtoise (George Sand), Berlin-Express de Jacques Tourneur (1948), Vingt-Quatre Heures de la vie d'une femme de Victor Seville (1951). Au fond de mon cœur de Stanley Donen (1954).

Divorcée, en 1945, d'Alexandre Korda, Merle Oberon avait épousé par la suite Lucien Ballard, directeur de la photographie de films américains, l'industriel italien Bruno Paglia et l'acteur Robert Wolder, qu'elle avait connu lors d'un retour à l'écran en 1974. — J. S.

STYX - LA CLEF  
OLYMPIC ENTREPOTAhyam Ahyam  
un film de Ahmed El Maanouni

M. L'ATAC (Association technique pour l'action culturelle), que M. Jean-Philippe Lecat envisageait de décharger d'une partie de ses fonctions (le Monde daté 29 septembre-1er octobre) annonce, après une entrevue entre les représentants de la ministre de la culture et de la communication, qu'elle va procéder, avec le ministère, à «un bilan» et à l'étude de missions nouvelles avant de préparer pour 1981 une «révision générale». Elle indique que M. Lecat la reconnaît comme «une association indépendante de concertation, de réflexion, de services techniques de la décentralisation et de l'action culturelle».

M. Les trente comités d'entreprises qui avaient projeté d'organiser leurs arbres de Noël sous le chapiteau de l'American Circus protestent contre la destruction avec laquelle le ministre de la culture et de la communication a refusé le 29 novembre l'autorisation demandée en juin pour l'installation de l'American Circus sur la pelouse de Roissy (le Monde du 22 novembre). Ce cirque devait donner une série de représentations pour environ cent mille enfants.

## FORMES

## LA LOGIQUE DU VISIBLE...

Le vrai peintre surréaliste, c'est Odilon Redon. Chaque fois que l'occision nous est fournie d'un nouveau contact avec ses œuvres (1), cette conviction nous revient que les visions de la terre, son esprit, son sang de profonds méditations, sont sublimés par l'insolite cultivé pour l'insolite. Peut-être est-ce son souci de sublimier une nature scrupuleusement observée et rendue, de mieux, d'ailleurs, «la logique du visible au service de l'invisible», qui donne son plein sens à l'adjectif surréaliste. Il est vrai qu'il n'y a rien de visuel là-dedans, rien qu'une sorte spirituelle enveloppant autour les figures libres, ces eaux-fortes, suggérant la musique. Et il y en a ! Voyez, on croirait les dessins inspirés, La Musique, le double profil d'Érosion, et ces autres campés dans leur solitude, et la Réserve, et les lithographies sont : Pigeon captif, les personnages vaporeux, les six estampes de Sogno, dont les légendes s'accrochent avec l'idéal millimétré, comme le révèle Sophie Monneret. Ces crayons, ces fusains, ces eaux-fortes, ces visions fugitives, ces contours qui ébauchent un dessin dans les papiers et les lavis, les bouillottes.

Sans vouloir écarter Luc Gerbier (2) sous le poids d'un tel rapprochement, je trouve que dans ses gravures le fantastique nait aussi, et très simplement, des éléments naturels transfigurés, du duel sans merci du noir et du blanc. Paysages de mer ou collines d'Espagne, ou maîtresse après le monde visible, tout traduit, du moins je le pense, ainsi, les remous d'une agitation intérieure. Les collines (Gerbier en fait une peinture), d'une palette plaisante et moins contrastée, reflètent d'autres états d'âme.

J.-P. Hamer (3) va de l'avant sans se préoccuper d'où le vent souffle ni craindre d'être traité de rétrograde, parce qu'avec un art affirmé il pense à peindre des hommes, des oranges et leur coupe, des intérieurs et des extérieurs d'où il émerge les formes habituelles dans l'ambiance d'un calme troublé. Une coupe inégale, une tension quasi douloureuse les habite. Ce sont ces sans doute qui provoquent des déchirures plus ou moins accusées dans des robes colorées, de préférence en demi-teintes : une indéfinie qui n'est pas autre chose que le langage du cœur. Langage au second degré. Je ne suis en effet pas loin d'interpréter ces objets peints comme des signes. Et puis, dans ces œuvres intemporelles, tout

impression des détails qui soudain les actualisent : lampes au fil électrique, appareils téléphoniques, nœuds d'arrosage... Le tout baignant dans une atmosphère japonaise apaisée. Hamer ne s'en cache pas. Deux ans d'un travail opiniâtre se sont portés paisiblement avec un approfondissement de la culture japonaise, littéraire et picturale. Non peindre, mais sentir.

La peinture de Claude Georges (4) est de très grande classe. Je dois l'avoir déjà dit l'année dernière, et je voudrais le répéter avec plus de force, car ses tableaux récents, de même que ses autres et ses gouaches, me semblent encore supérieurs aux précédents. On est fasciné par les vastes paysages — car ce sont, ce furent des paysages, n'est-ce pas ? — mais on a le droit de les regarder ainsi — ces grandes arides duresment architecturées, aux lignes coupées, aux découpes décomposées, parfois dominées par de rocheuses pyramides inviolées, ouvertes sur des flancs bleus, et qui terminent des accords jaunes indiens. Rôder l'appareil : un ciel un peu assombri par le brouillard, l'assombrissement des gris qui envahissent, comme des nuages qui passent, les incandescences de ces univers minéral éclairés de sa propre lumière. De s'être peu à peu et totalement mélangés, l'air de Claude Georges s'est perdu de son ardent dynamisme. Au contraire.

Les cinq toiles de mêmes dimensions (167,5 x 167,5 cm.) que présente le jeune peintre québécois Richard Mill (5) sont élaborées sur un canevas identique : carré coupé en deux par une diagonale, et cette aire, celle de gauche, divisée à son tour par l'autre diagonale, divisée à son tour par l'autre diagonale stoppée en son milieu en deux nouveaux triangles. Le signeur même d'une telle armature laisse le champ libre à la création, à cinq compositions différentes d'une coloration subtile, à l'alternance ou au mariage heureux des formes nettement triangulaires et des manifestations mouvantes de l'émotion. Le créateur et le sensible réconciliés.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Le Bateau-Lévrier, 18, rue de Seize.
- (2) Chez Claude Hémerly, 3, place de Marché Saint-Jacques-Cathédrale.
- (3) Galerie Coard, 12, rue Jacques-Cartier.
- (4) Galerie Regards, 40, rue de Valenciennes.
- (5) Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin.

## NOTES

## Cinéma

«Dracula»  
de John Badham

Après Travolta, Dracula, John Badham, qui fit naguère vibrer les fondes avec la Fille du samurai noir, cherche ici à la faire frissonner en racontant, après tant d'autres, la très étonnante histoire du vampire des Epargnes. Cette fois, c'est en Angleterre, dans un château gothique, entouré de nuages et battu par le vent, que le mystère comte accompli ses forfaits. Malgré l'atmosphère d'un médiéval qui ne cesse de brandir des crucifix à l'approche du monstre, deux démons de la meilleure école de la littérature de la terreur, à la fois de film, Dracula film un merveilleux conte : cri de balle de revolver, happe dans le dos par un crochet de fer, il s'échappe au plein fatal qu'en s'enfuit. Une scène de la plus grande qualité, la seule où un peu de fantaisie et d'humour éclairent le récit. Spécialiste du rôle au théâtre, Frank Langella compose un Dracula déstabilisé et à la fois très en équilibre. Les jeunes filles modernes sont mignonnes. Surprise majeure du film : l'interprétation de Laurence Olivier. Sous les traits du médecin, ce grand acteur nous révèle qu'il peut être exécrable.

JEAN DE BARONCELLI.

\* Voir les films nouveaux.

## Danse

Dana Reitz  
et Deborah Hay

Soliste contraltiste à la Chapelle de la Sorbonne en raison même de la diversité des deux danseuses initiales. Dans Reitz d'abord. On se souvient de ses avancées et reculées impalpables dans «Eustache ou le Boiteux». A la Sorbonne, avec sa tunique rose et ses pantalons bouffants mauves, elle semble descendre tout droit d'un tableau qui lui sert de fond de scène, une vaste fresque gestuelle : «la Théologie».

Dire que Dana Reitz danse ! Elle bouge plutôt, mais elle bouge bien. C'est une suite de phrases plus ou moins longues, entrecoupées de pauses. L'attente est brève ; la geste bouillie et cingée l'espace comme un coup de fouet. Pendant la pause, la danseuse se concentre, ramasse son esprit, puis repart d'un saut comme à la manière d'un calligraphe japo-

## MUSIQUE

## OUVERTURE DE L'OPÉRA DU NORD

Création du «Nez» de Chostakovitch  
à Tourcoing

On s'étonnera peut-être que la création française du Nez, opéra-bouffe de Chostakovitch, d'après Gogol, ait eu lieu au Théâtre de Tourcoing, mais cette ville, dotée d'une municipalité dynamique, a organisé cette année un «automne culturel» de quarante-quatre manifestations originales parallèles au Festival de Lille, avec en particulier un cycle très remarquable de films lyriques.

Cette création marque surtout les débuts d'une entreprise ambitieuse, l'Opéra du Nord, subventionnée par les communes de Lille, Roubaix, Tourcoing, le conseil régional du Nord et le conseil général du Nord, pour élever cette œuvre à la hauteur d'un instrument lyrique de qualité. Cet Opéra, dirigé par Élie Deljoux, présente l'originalité de jouer dans quatre salles ayant chacune sa localité propre. Le Théâtre Sébastopol sera consacré (au moins dans un premier temps) à l'opéra, le Grand Théâtre de Lille aux opéras, tandis que Roubaix sera le centre de l'activité chorégraphique et Tourcoing le siège de l'Atelier lyrique et de création.

Ce premier spectacle était placé sous le signe de l'opéra, car il était présenté par l'Atelier lyrique du Rhin, un précurseur en l'espèce, dont l'activité et la renommée ont largement dépassé, sous la direction de Pierre Barrot, les limites de Colmar où il est implanté, et qui a réussi à attirer des spectacles de recherche hardie (Aperçus, Boussu) à des lieux musicaux pour un vaste public.

Pierre Barrot a monté pour Tourcoing un spectacle plein de vitalité et d'humour, de grand relief scénique et musical.

Chostakovitch n'a que vingt-quatre ans quand il écrit le Nez, c'est-à-dire au début de sa carrière. Il est jeune, plein d'enthousiasme, il pense qu'il est révolutionnaire en politique c'est-à-dire aussi en art, et se lance dans une œuvre de cette nature des fonctionnaires, des bureaucrates, de la police et des puissances, écrite par Gogol près de cent ans plus tôt. Mais sans doute lui-même s'en rend compte, car ces honorables corporations existent toujours dans la Russie d'aujourd'hui. Son opéra est accueilli froidement, accusé de

formalisme, d'excentricité scénique, d'illogisme affectif et comparé aux «abus hideux des cubistes». C'est le premier des appels à l'ordre qui jalonnent sa carrière de musicien officiel, soumis mais finalement désespéré.

Ici, on le retrouve en liberté, foyeux, paillard et déconcentré la musique à belles dents : l'écriture perçante, rapide, d'une précision cinématographique, fait mouche à tout coup avec ces courtes bouffonneries, ces contrepoints ironiques d'instruments inattendus, ces solos de percussion trépidants, ces dialogues parodiques de personnages boudés d'or, ces images-clairs de foules en prière ou de promeneurs désolés, des portraits aigus comme du Mousorgski, serrés, quasi comme du Prokofiev. Le nez, emblème de la respectabilité perdue par un major qui le pour-suit à travers mille aventures droïtiques, agit comme une sorte de révélateur de la société et la met en péril.

Dans un décor de miroir narquois, planté par Yannis Kokkos, Pierre Barrot fait surgir de l'ombre des scènes rapides, expressives à la manière de Wozzeck, avec quantités de personnages (pas moins de vingt-huit) typés en un instant et comme décalqués sur la musique. Le spectacle a encore besoin d'être rodé tant au point de vue vocal que gestuel : certaines scènes sont de véritables bijoux, d'autres sont explicites, mais le ton est donné, celui d'un burlesque à la manière des Marx Brothers, avec parfois une pointe de tristesse, de mélancolie et finalement russe.

Tous les chanteurs de l'Atelier lyrique du Rhin doivent être associés dans le même éloge. Yves Prin a merveilleusement dirigé cette œuvre dans des conditions difficiles, avec l'orchestre de l'Opéra du Nord en pleine reconstruction, où l'on a particulièrement admiré le brillant percussionniste.

JACQUES LONCHAMPT.

La dernière représentation, le 23 novembre, à 15 h. 30. Le Nez sera joué en Alsace, ainsi qu'au Festival de Nanterre en février. Prochain spectacle de l'Opéra du Nord : le Trouvère, mis en scène par Jean-Claude Auvray à Lille, le 7 décembre.

## ROCK

## Rockpile et les Modettes

Comme on a pu le constater le mardi 19 novembre pour l'enregistrement de l'album Chorus — qui est raison des échouffourées qui ont précédé la prestation de Steve Nicks, le semaine dernière, à Lille, désormais devant une audience restreinte, — un concert de Rockpile attend la perfection et apparaît comme l'un des plus beaux de la tradition du rock'n'roll blanc. Rockpile, c'est l'association opportuniste et essentiellement scénique de deux musiciens, Nick Lowe (basse et chant) et Dave Edmunds (guitare et chant) — augmentés d'un guitariste et d'un batteur — qui enregistrent des disques sous leurs noms respectifs pour deux compagnies discographiques distinctes : par ailleurs, Nick Lowe s'est imposé ces dernières années comme l'un des producteurs les plus efficaces avec des gens tels qu'Elvis Costello. Deux musiciens anglais qui participent à la légende du rock'n'roll depuis plus d'une décennie et commencent à connaître un succès substantiel aux États-Unis.

Ils ont assimilé en profondeur, au fil des ans, les principales tendances, blues, rhythm'n'blues, country, qui ont marqué cette musique. Rockpile a su retrouver la marche du début des années 60, celle des Beatles, des Kings, sans pour autant tomber dans le pastiche. On reconnaît le goût de Nick Lowe pour un esprit pop dans les thèmes, la richesse des harmonies, les subtilités d'écriture. De son côté, Dave Edmunds révèle l'influence des pionniers du rock'n'roll avec un jeu de guitare plus nerveux. Rockpile exécute la version de «Jailhouse Rock» la plus satisfaisante, pour ne pas dire la seule acceptable, depuis celle de Presley. Tout est là : le balancement sensuel sur un tempo détonné, les riffs tranchants comme la lame d'un coupe-chaos et les trépidations dans la voix.

Les Modettes ont donné deux concerts les 29 et 31 novembre aux Bains-Douches. Quatre filles qui ont

profité du retour de la vague «Mods» en Angleterre pour prendre des instruments et former un groupe. C'était intéressant en 1977, car il était alors anormal d'entendre des filles jouer de la guitare, tant que l'Angleterre ne soit même plus de support. Les compositions sont sans substance, les musiciennes sont plutôt laides et n'ont même pas l'air de savoir jouer, on peut dire que c'est l'inverse : heureusement, elles n'ont pas encore enregistré.

ALAIN WAIS.

\* Discographie : Nick Lowe chez Radar (distribution WEA) ; Dave Edmunds chez Swenson (distribution WEA).

## CALENDRIER

Edwin Star, le mardi 27 novembre, au Palais ; Bill Haley, le mercredi 28 novembre, à 22 h., au Palais ; Pierre Morier-Lang, le 29 novembre, au Bataclan ; «Mama» Bea Tekielski, le 29 novembre, à Strasbourg (Hall Thibault), le 30, à Mulhouse (Maison de la culture), le 1er décembre, à Freyming-Merlebach (Centre culturel), le 2, à Aulnoy-sur-Seine (Foyer municipal) ; A.C.D.C., le 5 décembre, à Metz (Faire des expositions), le 7, à Reims (Palais des sports), le 8, à Lille (Palais des sports), le 9, au Pavillon de Paris ; John Martyn, le 8 décembre, à 19 h. 30, au Bataclan ; Talking Heads, les lundi 10 et mardi 11 décembre, au Palais.

La Courtouche, sous chapiteau LES CLOWNS MACLOMA prolongent leur spectacle «DARLING DARLING» jusqu'au 27 novembre. Réservation : 365-91-40.



هكذا من الأصل





# RADIO-TÉLÉVISION

## Samedi 24 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 40 Magazine auto-moto.  
19 h 10 50 minutes pour vous détente.  
L'actualité de la consommation.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.  
20 h Journal.  
20 h 35 Numéro un : Jacques Villard.  
Émission de variétés de Maitre et Gilbert Carpentier.  
Avec le groupe Téléphone, les Ballets d'A. Plasschaert, Fischer (maquillage), P. Gull, l'Orch. du Splendid et S. Gainsbourg et S. Mitchell en duo avec J. Villard.  
21 h 35 Série : Colombo.

### Avec un magnétoscope Akai

Faites-vous votre cinémathèque à vous.  
En enregistrant sur votre magnétoscope Akai tous les grands films classiques programmés à la télévision.

22 h 55 Télé-foot 1.  
23 h 55 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

17 h 55 Course autour du monde.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Emissions régionales.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : le Journal (2<sup>e</sup> épisode).  
21 h 35 Variétés : Colossus.  
Avec Village People, Annie Cordy, Nicole Rivu, Louis Chédid.

**JOUEZ AVEC TONTON COLLARO**  
le jeu "Tonton Collaro" est sorti...  
Demandez-le à votre marchand de journaux!

22 h 25 Pourquoi pas vous : Un raid à ski.  
Document de M. Demai et D. Talery.  
23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
20 h Les Jeux.  
20 h 30 Dessin animé.  
20 h 35 Grèce à la musique : Jean-Sébastien Bach.  
Par François Reichenbach.  
22 h 30 Journal.

22 h 55 Cavalcade.

### FRANCE-CULTURE

19 h 30 Indes, musique populaire du Rajasthan : Alain.  
20 h Train de nuit, de L. Kobrynski. Avec A. Gany, P. Darbon, M. Octobry, J. Topart, G. G. G. G.  
21 h 55, Ad 110, avec M. de Breuille.  
22 h 5, La fague du samedi.  
FRANCE-MUSIQUE  
19 h, Concert-lecture : Bartok (musique pour cordes, percussion et céleste), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Amy.  
20 h, Concours international de culture.  
20 h 30, Concert en l'église de Long (v<sup>e</sup> Festival des cathédrales et de l'église) : récitation d'orgue, avec E. Lindera et G. Lartigan - Fantaisie en la majeur (France) : Fantaisie, Prière et Fugue (création en Europe) (Lortie) : Fantaisie à quatre mains et quatre pieds (Besse) : Toccata « Tu es pierre » (Muller).  
22 h 30, Ouvert la nuit : La musique en livre ; 23 h, Hommage à Nadia Boulanger.

## Dimanche 25 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 30 La source de vie.  
Émission du rabbin Eisenberg.  
10 h 15 Présence protestante.  
Culte en l'église Réformée du Raincy.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe du Christ-Roi en la chapelle du Carmel de Flavignot à Marnay-la-Mérite, près de Dijon (Côte-d'Or).  
Prédication : Père R. Bro.  
12 h La séquence du spectateur.  
12 h 30 TF 1 - TF 1.  
13 h Journal.  
13 h 20 C'est pas sérieux.  
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.  
De Michel Drucker.  
15 h 30 Tiroir.  
15 h 35 Série : l'île fantastique.  
16 h 30 Sports premiers.  
17 h 50 Cinéma : La beauté du diable.  
Plus français de C. Lelouch (1969), avec M. Simon, G. Philippe, N. Baudard, S. Vautier, R. Cordy, C. Nino, P. Stoppe, (N. Rediffusion).  
En 1920, dans une principauté italienne, un envoyé de Luciole cherche à s'emparer de l'âme d'un jeune homme.  
Laborieuses variations sur le thème de Faust. Références précises sur l'aspect de la science et de l'humanité. Le film en scène met en scène de fantaisie et Gérard Philipe ne fait pas le poids à côté de Michel Simon.  
19 h 25 Les animaux du monde.  
Konrad Lorenz, un été des oies canariennes.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : Un homme et une femme.  
Plus français de C. Lelouch (1969), avec A. Aimee, J.-L. Trintignant, P. Barouh, (Rediffusion).  
Un couple automobile veut, une description de cinéma venue se reconnaître à dessein, où leurs jeunes enfants respectifs sont en jeu.  
Une écriture cinématographique dite « moderne » assez tapageuse pour un mélodrame.

sentimental qui connaît un énorme succès.  
Il est vrai que l'histoire est émouvante et que les interprètes sont convaincants.  
22 h 15 Les grands mystères de la musique.  
Arthur Honegger.  
Émission de R. Gavoty.  
23 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h On we go.  
11 h 15 Concert.  
« Symphonie n° 97 » de Haydn, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Myrat.  
12 h 45 Chorus.  
12 h 25 Tremplin 80, variétés.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Série : Têtes brûlées.  
14 h 15 Des chiffres et des lettres pour les jeunes.  
15 h 5 Des animaux et des hommes.  
16 h 40 Série : La corde au cou.  
17 h 45 Rencontres internationales du cirque.  
18 h 40 Top club.  
19 h 45 Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : le Retour du Saint (le héros).  
21 h 30 L'histoire et politique : Dreu La Rochelle.  
22 h Magazine : Vol.  
23 h 50 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Émission de l'I.C.E.L. destinée aux travailleurs immigrés.  
Images du Maroc.  
10 h 30 Mosaïque.  
Table ronde : l'immigration espagnole en France : Musique : Ana Belen, le groupe Almendra, les ballets de Galice « Rey de Viana ».  
18 h 50 Prélude à l'opéra-midi.  
« Les quatre saisons », de Vivaldi, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. P. S. S. S.  
17 h 30 Robert Dalen et Blaise Cendrars.  
18 h 30 L'invité de FR 3.  
Les mystères du ciel : les OVNI.  
19 h 45 Spécial DOM-TOM.  
20 h Festival international du jazz.  
Court Basia.  
20 h 30 Dessin animé.  
Les Shadoks.  
20 h 35 Série : La mémoire du peuple noir.  
N. L. - L'aventure américaine. De Claude Fiechter.  
Premier épisode d'une série qui tente de retracer quelques-uns des chemins de la musique noire dans le monde à travers l'histoire des hommes qui la font, l'aventure américaine par la buse.  
21 h 20 Journal.

**Avec un magnétoscope Akai**  
Tous les grands moments du sport...  
Enregistrez sur votre magnétoscope Akai, pour les revoir quand vous le voulez.

21 h 30 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : La nouvelle vague.

22 h Ciné-regards.

Hommage à Gérard Philipe.  
22 h 30 Cinéma de minuit : « Walt til the Sun shines, Nellie ».  
Film américain de H. King (1952), avec D. Wayne, J. Peters, H. Marlowe, A. Deane, T. Horton, R. Stanley (v.a. sous-titré).  
De 1935 à 1945, dans une bourgade de l'Illinois, la vie, traversée de drames familiaux, d'un dur labeur attaché à des valeurs traditionnelles.  
Certains films traitent à la fois du mélodrame et de l'étude de mœurs, où se trouve exalté l'esprit conservateur de la province américaine, tous les malheurs venant de Chicago.

### FRANCE-CULTURE

7 h 7, La fenêtre ouverte.  
7 h 15, Histoires, magazine religieux.  
7 h 40, Chasseurs de son.  
8 h, Orthodoxie et christianisme oriental.  
8 h 30, Protestantisme.  
9 h 10, Scouts Israël.  
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationnelle.  
10 h, Mises à l'ordre, dans l'économie.  
11 h, Regards sur la musique.  
12 h 15, Allégorie.  
12 h 45, Disques rares : Jean Sibelius.  
13 h, La Comédie-Française présente : « Magie rouge », de M. de Guillebert.  
14 h, Les Tricoups : à propos de l'opéra de Chostakovitch, « le Nez ».  
17 h 30, Rencontre avec...  
18 h 30, Ma non troppo.  
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.  
20 h, Allégorie.  
21 h, Atelier de création radiophonique.  
22 h, Musique de chambre : « Variation en ut mineur » (Pierluigi), par D. Wurmer-Angus, piano : « Quatuor op. 48 no 10 » (Bartok), avec le Vermeer Quartet des États-Unis.

### FRANCE-MUSIQUE

7 h 3, Musique - Chantilly.  
8 h, Cantate pour la vingt-quatrième dimanche après la Trinité.  
9 h 2, Sélection concert.  
9 h 7, Charles Tournemire (échanges internationaux) : « L'orgue mystique », avec Georges Delvalle et l'orgue de l'Eglise Sainte-Clotilde.  
9 h 30, Vocalises : Actualité lyrique dans le monde.  
11 h, Concert en direct du Théâtre d'Orsay : « Quatuor en si bémol majeur opus 185 » (Schubert) : « Quatuor opus 7 n° 1 » (Bartok), avec le Vermeer Quartet des États-Unis.  
12 h, Équivalences (interprètes et/ou compositeurs étrangers) : « Chœur de Landini, A. de Cabezón, J. Haydn, C. Faurmann et anonymes ».  
12 h 30, Opéra-Bouffon : « Les Deux Veuves » (N. Formosa, J. Zahradnick, J. Horvath, Z. Zvevka, D. Sonnova, le Chœur et l'Orchestre du Théâtre national de Prague, dir. Frantisek Jilek).  
14 h, La tribune des critiques de disques : « Sonate pour deux pianos en ré majeur K. 448 », de Mozart.  
17 h, Concert (cycle d'échanges franco-allemands) : « Chœur de Talmont, Saint-Basile et Chostakovitch, avec l'Orchestre symphonique de Sarrebruck, dir. H. Iwaki, soliste, Silvia Marovici, violon ».  
19 h, Musique chorale : Ensemble polyphonique de Paris, dir. Ch. Savier (« Chansons de quatre », d'O. L. Lema).  
19 h 30, Jazz direct : Les grands orchestres de Woody Herman et de Clark Terry.  
20 h 30, Concert de musique traditionnelle : Turquie - Concert-revue-musique soufi.  
21 h 30, Ouvert la nuit : Nouveaux talents, premiers albums : 1. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 2. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 3. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 4. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 5. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 6. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 7. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 8. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 9. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 10. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 11. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 12. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 13. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 14. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 15. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 16. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 17. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 18. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 19. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 20. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 21. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 22. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 23. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 24. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 25. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 26. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 27. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 28. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 29. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 30. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 31. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 32. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 33. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 34. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 35. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 36. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 37. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 38. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 39. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 40. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 41. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 42. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 43. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 44. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 45. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 46. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 47. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 48. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 49. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 50. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 51. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 52. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 53. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 54. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 55. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 56. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 57. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 58. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 59. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 60. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 61. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 62. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 63. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 64. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 65. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 66. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 67. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 68. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 69. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 70. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 71. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 72. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 73. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 74. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 75. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 76. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 77. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 78. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 79. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 80. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 81. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 82. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 83. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 84. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 85. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 86. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 87. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 88. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 89. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 90. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 91. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 92. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 93. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 94. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 95. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 96. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 97. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 98. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 99. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 100. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 101. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 102. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 103. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 104. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 105. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 106. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 107. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 108. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 109. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 110. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 111. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 112. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 113. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 114. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 115. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 116. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 117. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 118. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 119. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 120. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 121. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 122. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 123. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 124. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 125. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 126. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 127. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 128. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 129. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 130. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 131. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 132. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 133. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 134. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 135. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 136. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 137. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 138. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 139. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 140. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 141. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 142. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 143. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 144. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 145. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 146. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 147. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 148. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 149. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 150. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 151. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 152. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 153. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 154. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 155. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 156. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 157. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 158. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 159. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 160. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 161. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 162. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 163. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 164. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 165. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 166. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 167. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 168. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 169. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 170. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 171. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 172. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 173. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 174. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 175. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 176. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 177. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 178. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 179. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 180. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 181. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 182. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 183. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 184. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 185. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 186. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 187. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 188. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 189. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 190. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 191. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 192. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 193. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 194. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 195. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 196. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 197. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 198. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 199. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 200. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 201. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 202. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 203. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 204. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 205. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 206. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 207. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 208. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 209. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 210. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 211. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 212. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 213. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 214. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 215. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 216. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 217. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 218. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 219. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 220. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 221. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 222. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 223. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 224. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 225. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 226. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 227. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 228. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 229. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 230. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 231. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 232. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 233. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 234. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 235. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 236. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 237. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 238. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 239. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 240. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 241. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 242. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 243. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 244. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 245. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 246. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 247. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 248. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 249. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 250. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 251. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 252. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 253. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 254. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 255. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 256. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 257. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 258. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 259. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 260. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 261. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 262. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 263. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 264. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 265. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 266. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 267. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 268. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 269. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 270. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 271. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 272. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 273. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 274. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 275. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 276. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 277. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 278. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 279. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 280. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 281. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 282. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 283. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 284. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 285. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 286. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 287. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 288. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 289. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 290. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 291. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 292. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 293. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 294. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 295. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 296. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 297. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 298. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 299. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 300. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 301. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 302. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 303. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 304. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 305. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 306. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 307. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 308. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 309. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 310. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 311. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 312. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 313. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 314. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 315. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 316. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 317. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 318. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 319. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 320. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 321. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 322. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 323. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 324. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 325. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 326. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 327. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 328. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 329. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 330. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 331. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 332. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 333. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 334. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 335. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 336. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 337. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 338. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 339. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 340. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 341. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 342. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 343. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 344. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 345. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 346. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 347. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 348. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 349. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 350. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 351. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 352. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 353. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 354. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 355. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 356. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 357. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 358. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 359. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 360. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 361. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 362. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 363. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 364. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 365. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 366. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 367. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 368. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 369. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 370. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 371. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 372. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 373. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 374. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 375. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 376. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 377. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 378. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 379. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 380. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 381. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 382. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 383. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 384. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 385. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 386. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 387. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 388. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 389. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 390. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 391. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 392. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 393. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 394. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 395. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 396. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 397. Le Gallard, élève de (Copernic, Bach) ; 398. Le Gall





## BUDGET

### AU SÉNAT

## Les propositions d'économies du R.P.R. sont repoussées

Par 147 voix contre 104, les sénateurs ont adopté, samedi 24 novembre à 5 heures, la première partie de la loi de finances pour 1980, qui avait été sensiblement modifiée au cours de la discussion commencée jeudi (« Le Monde » du 24 novembre). Ils avaient auparavant repoussé, par 234 voix contre 35, l'amendement présenté par M. Jacquet, président du groupe R.P.R., et demandant, comme à l'Assemblée nationale, une déduction de 2 milliards pour économie forfaitaire sur le budget général.

En repoussant massivement cet amendement et en adoptant l'article 25 qui avait été le contre-pied de l'Assemblée (cet article, dit d'équilibre, regroupe l'ensemble des dispositions de la première partie et prévoit pour 1980 un déficit de 31 milliards), le Sénat a marqué sa volonté de concertation et de cohérence, son souci, aussi, comme l'a dit M. CHADUVIN, président de l'intergroupe U.D.F., « de ne pas précipiter le pays dans une grave crise politique ». Soutenant son amendement qui reprend les termes de celui déposé à l'Assemblée, M. JACQUET a critiqué la procédure d'élaboration du budget.

M. POUILLE (R.I., Meurthe-et-Moselle) souligne l'incohérence de la demande R.P.R. : « Deux milliards d'économies (...). Mais rien que cette nuit nous avons voté près d'un milliard de dépenses nouvelles ». Avant les deux scrutins (sur l'amendement R.P.R. et sur l'article 25), les sénateurs avaient voté les principales modifications suivantes :

● Article 5, visant à assujettir à l'impôt sur les sociétés dans les conditions du droit commun la caisse centrale et les caisses départementales de Crédit mutuel. Par 153 voix contre 107, le Sénat a repoussé cet article au terme d'une longue discussion. Défendant cet article, notamment contre M. PONCELET (R.P.R.), M. MONORY, ministre de l'économie, avait déclaré : « Si l'on compare la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1979 à la période correspondante de 1978 dans les caisses d'épargne, les retraits ont emporté de 6,36 % sur les dépôts ; dans le Crédit mutuel, les dépôts l'ont emporté de 61,22 %. Pourquoi ? Parce que les caisses ne sont pas les mêmes. Or 50 % des fonds des caisses d'épargne vont à la Caisse des dépôts, qui rend d'immenses services à l'économie : financement des investissements locaux, soutien de la sécurité sociale entre autres. Alors, vous ne pouvez pas laisser se développer des avantages exorbitants du droit commun au profit de certains organismes collecteurs ».

M. FOURCADE (R.I., Hauts-de-Seine) avait apporté son soutien, avec quelques réserves toutefois, à son successeur rue de Rivoli.

M. GIRAUD (R.P.R., Val-de-Marne) a défendu l'amendement de M. Poncelet.

En définitive, cet article, dont la suppression était également demandée par les socialistes et les communistes, est repoussé après une tentative d'amendement due à l'initiative de M. SCHIELE (Un. centr., Haut-Rhin). M. MONORY s'était pourtant engagé à relever le plafond du livret du Crédit mutuel au-delà de 4 000 F s'il apparaissait que la collecte de cet organisme tombait en dessous de la moyenne nationale.

● Majoration des droits indirects sur les alcools : Le Sénat adopte un amendement de M. EBERHARD et des membres du groupe communiste, limitant cette majoration et réduisant la franchise des dix litres. Cet amendement dispose que, « en dehors de l'allocation, les produits de 10 litres d'alcool pur accordés aux bouilleurs de cru, les alcools supportent un droit de consommation dont le tarif par hectolitre d'alcool pur est fixé à : 900 F pour les eaux-de-vie bénéficiant d'un label de qualité,

dont la teneur alcoolométrique atteint 40 degrés minimum à la mise à la consommation et qui ont été distillés à 75 degrés maximum sans coupage avec de l'alcool d'autres origines. Les produits composés, élaborés exclusivement avec de telles eaux-de-vie, liqueurs, fruits, sucres, pommes et les rhums, crèmes de menthe, alcool utilisés pour la fabrication de vins de liqueur : — 4500 F pour les autres produits ; — 6500 F pour les alcools distillés hors du territoire national ».

### Exonération des droits de mutations

● Plafonnement des exonérations de droits de mutation à titre gratuit : les sénateurs repoussent un amendement de M. LE PORE qui reprenait la disposition initiale proposée par le gouvernement mais remettait en cause les engagements du ministre devant l'Assemblée nationale. Ils ont adopté un amendement de M. DE MONTALEMBERT (R.P.R., Seine-Maritime) à propos duquel le ministre fait la déclaration suivante : « Je propose un plafond d'exonération de 500 000 F quel que soit le degré de parenté des héritiers, plafond auquel s'ajouteraient 500 000 F pour le conjoint et pour chacun des enfants. Ainsi, pour un conjoint survivant avec trois enfants, le plafond d'exonération serait de 2 millions et demi ; soit 1 million de plus qu'avec le système actuel ».

Un amendement de M. SERA-MY (Un. centr., Seine-et-Marne) concernant les donations-partages et étendant l'application des dispositions votées précédemment est aussi voté, contre l'avis du ministre (qui estime que cet amendement favorisera l'évasion fiscale) et contre l'avis de M. BLIN, rapporteur général.

Par 125 voix contre 61, un second amendement de M. DE MONTALEMBERT est adopté, tendant à favoriser les groupements fonciers agricoles en cas de donation-partage.

Un amendement, présenté par le rapporteur général et dû à l'initiative de M. FOURCADE, en commission des finances, fixe que la réduction de 25 % prévue par le code des impôts pour les donations-partages est ramenée de 25 % à 20 %. D'autre part, la référence à l'âge est supprimée. L'avantage fiscal résultant de la donation-partage est donc maintenu quel que soit l'âge du donateur.

Parmi les autres modifications adoptées : En faveur des chauffeurs de taxis et des voyageurs de commerce, les Sénateurs ont voté deux amendements stipulant, d'une part, que les taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers grevant les carburants utilisés par les chauffeurs étrangers sont réduits de 100 % dans la limite de 5 000 litres par an et par véhicule ; d'autre part, que sera institué un contingent maximum annuel de carburant détaxé pour tout emploi de véhicule de commerce.

Ce contingent attribué ne pourra dépasser 4 000 litres pour une année civile.

Il est créé une taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires hors taxes des compagnies pétrolières étrangères exerçant leur activité en France.

En ce qui concerne la taxe différentielle sur les véhicules à moteur — (deux roues) — vignette, les sénateurs ont modifié la disposition votée par les députés en ramenant de cinq à deux ans l'âge des motocyclistes bénéficiant des 50 % de la taxe.

## AGRICULTURE

### L'activité du Fonds des industries du bois

#### 14 projets retenus en 1979 et 30 autres à examiner pour 1980

Quarante-huit heures après la présentation du projet de loi concernant la gestion de la forêt (« Le Monde » du 22 novembre), MM. Giraud et Méhaignerie, ministres de l'Industrie et de l'Agriculture ont présenté les résultats des travaux du comité de gestion du Fonds de développement des industries du bois. Ce fonds, mis en place le 30 août, regroupant les divers moyens financiers existants (Fonds forestier national, crédits d'investissement de l'O.N.P., prêts du F.D.R.S., du F.A.T., du Crédit agricole, crédits des E.P., crédits à l'innovation, taxes parafiscales sur l'ameublement et le papier, etc.) sera doté en outre, en 1980, de ressources propres de 25 millions de francs. Le comité de gestion a retenu quatorze projets industriels qui devraient dans leur majorité être mis en œuvre d'ici à la fin de l'année.

Il s'agit notamment des entreprises de lamellé-collé, de sciage de petits bois, de mobilier massif de construction d'éléments préfabriqués pour maisons de carportisation dans le Massif Central. L'ensemble de ces investissements s'élève à 100 millions. L'aide de l'Etat oscille, selon les projets, entre 20 et 35 %. Le comité de gestion a également examiné pour 1980 une liste de trente autres projets industriels, correspondant à un investissement de 250 millions de francs.

Interrogé sur le montant des crédits disponibles pour la filière

bois pour 1979 et 1980, M. Giraud a indiqué que cette estimation ne serait disponible que d'ici trois à quatre mois. M. Méhaignerie pense que les crédits disponibles seront dans l'ordre de grandeur des chiffres proposés par le rapport de MM. Méo et Bétolaud (« Le Monde » du 20 novembre), soit 300 à 400 millions de francs.

M. Méhaignerie a encore déclaré que les commissions de la ressource qui président les délégués de massif (trois sont nommés, M. Dumas pour le Sud-Est, M. Leroy pour le Nord-Est et M. Prévot pour le Sud-Ouest) avaient pour objet de mettre face à face les industriels qui se plaignent de ne pas avoir de bois disponible et les forestiers de ne pas avoir d'industrie. A ce titre, un débat est engagé sur un éventuel raccourcissement des rotations, l'exploitation des pins dans le Sud-Ouest, un autre sur l'insuffisante mobilisation des ressources forestières dans le Nord et le Nord-Est, qui bloque le projet de l'usine papetière de Strasbourg.

Interrogé enfin sur le rachat de Lafarge-Emballage, M. Giraud a déclaré que la décision n'était pas encore prise, mais, a-t-il ajouté, je souhaite que cette affaire reste française. Le rachat sera entrepris, française garantissant un meilleur développement pour l'ensemble de la branche industrielle. Ainsi, la cellulose du Pin, filiale du groupe Saint-Gobain, semble-t-elle devoir l'emporter.

### Un plan quinquennal pour produire davantage de viande de bœuf

(Suite de la première page.)

« Personne ne connaissant de quoi l'apport sera fait », déclare M. Barre, il est nécessaire que l'Europe conserve la sécurité de son approvisionnement alimentaire. »

Après les affirmations, les faits : le plan de développement de l'élevage qui sera mis en œuvre dès le 30 avril ne prévoit pas de crédits supplémentaires ; on cherchera simplement à redéployer les crédits existants. On croit savoir — mais M. Barre ne l'a pas dit — que la France utilisera pour ces actions les crédits du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles) destinés initialement à subventionner la consommation de bœuf. C'est grâce au déblocage d'un crédit de 30 millions de francs du FEOGA que les primes d'abatage des animaux brucelliques en attente seront payées avant le 15 décembre. A l'avenir, le délai de paiement ne devra pas excéder deux mois, mais la prime elle-même ne sera pas revalorisée comme le demandaient les organisations professionnelles.

### 15 millions de TEP dans dix ans

Des faits encore concernant les autres volets de l'ordre du jour de la conférence annuelle :

● Avant le 30 avril, une directive du ministère de l'Agriculture fixera les actions à mettre en œuvre pour les cinq ans à venir en matière de formation, de recherche appliquée, d'expérimentation, ainsi que de diffusion des techniques des méthodes de gestion. Cette directive sera fondée sur trois orientations : mise en place d'un système d'éducation permanente, création d'un réseau national d'expérimentation et de démonstration par secteur de production qui regroupera les initiatives publiques et professionnelles dont la coordination est actuellement insuffisante.

● Seront également créées des conférences départementales de l'agriculture et du développement, qui auront pour tâche de faire le lien entre les actions sectorielles (par type de production) et les actions d'assistance technique aux exploitants agricoles.

● Enfin, un « programme vert » faisant partie d'un programme « biomasse » en voie de préparation devrait permettre à l'agriculture de fournir, soit en économisant l'énergie, soit par production d'énergie, 6 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) d'ici à cinq ans et 15 millions de TEP d'ici à dix ans, « ce qui représentera alors le quart de l'énergie nucléaire produite en France », précise M. Giraud, le ministre de l'Industrie, qui participait à cette conférence annuelle.

A l'issue de cette négociation, qui, selon M. Guillaume, a été la plus difficile qu'il ait connue depuis la création en 1971 de la conférence annuelle, le président de la F.N.S.E.A. a indiqué qu'il maintenait la revendication d'une session spéciale du Parlement pour l'examen du projet de loi d'orientation, de l'augmentation de la prime d'abatage des animaux brucelliques, du paiement d'une prime pour le troupeau allaitant. En d'autres termes, gouvernement et organisations professionnelles, au soir de la conférence annuelle, étaient satisfaits d'être parvenus à un accord, mais les négociations continuent.

JACQUES GRALL

● Après la guerre du mouton, celle du lait. — La Cour européenne de justice statuera sur le blocage des importations de lait par la Grande-Bretagne d'ici quelques semaines. Le Royaume-Uni justifie ce blocage par deux arguments : les emballages des produits laitiers en provenance du continent ne seront légaux qu'après le 1<sup>er</sup> janvier, car le pays n'a pas achevé sa conversion au système métrique. D'autre part, les normes d'hygiène continentales seraient inférieures aux normes britanniques. En fait, la question d'hygiène sert surtout de prétexte pour freiner les importations de lait meilleur marché que celui produit localement.

## ÉTRANGER

### La conférence des Nations unies sur le commerce international

### Les sociétés multinationales dominent les échanges mondiaux

De notre correspondant

Genève. — Dès la séance d'ouverture de la conférence des Nations unies sur les pratiques commerciales restrictives (« Le Monde » du 21 novembre), qui réunit depuis le 19 novembre les délégués de soixante-treize pays, M. Correa, secrétaire général de la CNUCED, a déclaré que 80 % du commerce mondial a été parcouru. Il n'a pas manqué de voir là un signe encourageant pour l'issue de négociations qui devraient aboutir à l'adoption d'un ensemble de règles équitables relatives à un contrôle des pratiques commerciales restrictives. La conférence n'a pas à démontrer combien de telles pratiques sont préjudiciables aux échanges internationaux et, plus précisément, au développement des pays pauvres.

Les représentants de la Communauté européenne ont, pour leur part, insisté sur l'importance de la promotion d'une coopération dans ce domaine afin que le commerce puisse se développer dans des conditions de concurrence loyale. Il paraît clair pour la C.E.R. que le code devrait contenir des dispositions — non contraignantes — anti-cartels, adressées aux gouvernements et aux sociétés commerciales, et un appel à la coopération internationale sous forme notamment de consultations entre Etats et d'assistance technique aux pays en voie de développement.

Il n'en reste pas moins que des difficultés subsistent pour parvenir à un accord sur certains points importants, principalement sur ceux qui ont trait aux relations dans les sociétés multinationales entre les maisons mères et leurs filiales. Ces sociétés assurent, comme l'a fait remarquer M. Bahadrian (Brésil), porte-parole du groupe des « 77 », la moitié du commerce international.

Selon les experts de la CNUCED, ce commerce a en effet tendance à se concentrer en un nombre relativement restreint d'entreprises, le marché étant ainsi dominé par des oligopolies, voire des monopoles. Selon pour certains points agricoles ou minéraux commercialisés directement par des firmes publiques, les échanges mondiaux se font essentiellement par le truchement des grandes sociétés privées, avec parfois une participation de l'Etat. Ainsi d'après le secrétaire de la CNUCED, près de la moitié des importations des Etats-Unis étaient, en 1977, effectuées par des acheteurs liés aux vendeurs par une participation d'au moins 5 %.

### Inégalités

Cependant les conflits de compétence, qui ne manqueront pas de surgir entre les diverses législations nationales en rigueur et les codes de conduite internationaux à élaborer, sont évidents. Les conceptions relatives aux trichements préférentiels en faveur des pays les plus durement touchés du tiers-monde divergent également.

L'inégalité des potentialités commerciales, qui ne fait qu'augmenter entre les divers pays du groupe des « 77 », n'est pas faite pour faciliter les travaux. On ne saurait oublier que des pays producteurs de pétrole sont riches, alors que des peuples d'autres nations du tiers-monde survivent à peine.

Le problème se pose, à un moindre degré, pour le groupe B

ISABELLE VICHNIAC.

### Selon l'ONU

### LA DETTE EXTERIEURE DE L'EUROPE DE L'EST EST DE L'ORDRE DE 50 MILLIARDS DE DOLLARS

Genève (A.F.P.). — La dette totale de l'Europe de l'Est à l'égard des pays occidentaux atteignait, à la fin 1978, environ 47 milliards de dollars contre 40 milliards à la fin 1977, en augmentation de 17,5 %, indique un rapport de la commission économique pour l'Europe des Nations unies (C.E.E.-ONU). Selon d'autres estimations, cette dette s'élève à quelque 55 milliards de dollars à la fin de 1978.

Comparée au produit national brut, la dette reste « relativement faible », environ 4 %, relève la C.E.E.-ONU, qui prend en considération le montant de 47 milliards. Quant au service de la dette, il est « élevé », mais demeure « dans des limites acceptables ».

Les perspectives du commerce est-ouest pour 1979 « restent incertaines » indique la commission. La hausse des prix des combustibles et de l'or « sera peut-être un adjoint à la balance globale de l'Europe orientale », en particulier de l'Union soviétique, mais « le déficit lui-même sera un train important à la croissance des importations de la région pendant les prochains mois », relève le rapport. Ce déficit à l'égard de l'Occident a atteint globalement environ 8 milliards de dollars en 1978 contre 6 milliards en 1977 et près de 10 milliards en 1975. Pour 1979, la commission estime qu'il devrait s'élever à 9 milliards.

● RECTIFICATIF. — Dans notre information publiée dans le Monde du 24 novembre sous le titre « Un héros onéreux », deux dates ne sont pas correctes. Physicien allemand, Otto Hahn est né à Francfort en 1879, et non en 1870. Il a reçu le prix Nobel de chimie en 1945, et non en 1944.

(Publi-Média)

### COMITÉ FRANÇAIS D'ÉLECTROTHERMIE

IMPORTANT : n'oubliez pas de vous inscrire aux Journées d'Études 6-7 décembre 1979 - PALAIS DES CONGRES DE VERSAILLES

**SUR LE THÈME :**  
DANS LE CHAUFFAGE DES BATIMENTS NEUFS OU EXISTANTS  
NOUVELLE CONTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ À L'EFFORT NATIONAL POUR SURMONTER LA CRISE DE L'ÉNERGIE

Les journées d'études sur le chauffage et la climatisation des locaux sont, chaque année, une occasion exceptionnelle de rencontre entre les partenaires du bâtiment, les pouvoirs publics et les professionnels.

Ces 2<sup>es</sup> Journées apporteront de nombreuses réponses aux questions posées lors de l'évolution et l'adaptation de nouvelles techniques que par les perspectives qui se présentent pour les professionnels du chauffage.

A noter parmi les sujets d'actualité qui seront examinés et discutés durant ces deux journées :

- un exposé du Directeur Général de l'Énergie sur la politique énergétique de la France dans la conjoncture actuelle ;
- une importante étude statistique de la consommation électrique des logements individuels chauffés à l'électricité, au gaz ou au mazout ;
- de nouvelles précisions sur la pérennité des heures creuses en tarification d'électricité basse et moyenne tension ;
- de nouveaux développements des facteurs d'économie de la puissance électrique nécessaire au chauffage des bâtiments.

Une table ronde rassemblant les représentants de l'administration, de la construction, des professionnels de divers modes de chauffage, et des consommateurs s'efforcera de répondre à la question :

« QUEL CHAUFFAGE DEMAIN ? »

Inscrivez-vous sans plus tarder au :

Comité Français d'Électrothermie, 79, rue de Valenciennes, 75006 Paris.  
Tél. : 322-81-66 - 357-53-23.

**OTO**

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros

مكتبة الأصيل

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

50 pesos	2172	2180
20 marks	434	465
10 florins	387	392

# LA REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 19 AU 23 NOVEMBRE 1979

### UNE HAUSSE BIEN PRUDENTE

Pour la deuxième semaine consécutive, les valeurs françaises ont monté à la Bourse de Paris, ajoutant 1,7 % aux 2 % gagnés précédemment. Cette performance, car c'en est une, a été accomplie au dépit d'un environnement extérieur passablement mauvais, l'horizon semblant toutefois se dégager un peu sur le front intérieur où les « lumières » importent sur les ombres.

Lundi, le marché fléchissait légèrement, et reprenait environ le quart des gains acquis à la veille du week-end précédent, sur l'annonce du maintien de M. Raymond Barre à son poste. Le repli partiel était bien naturel après le bond du contexte international. Le lendemain, l'annonce d'une importante découverte d'huile dans le Sud-Ouest par Elf-Aquitaine et Esso, mettait en ébullition le compartiment du pétrole, les autres secteurs, toutefois, se cantonnant dans l'expectative. Mercredi, l'aggravation très nette de la situation au Moyen-Orient, avec la prise d'otages à la Mecque, provoquait un net repli des cours. Jeudi, jour de liquidation mensuelle, le marché se montrait irrégulier, les pétroles nationaux se réveillèrent à l'annonce de tendes de production assez satisfaisantes, sur une découverte effectuée en 1975 en mer du Nord par Elf-Aquitaine et la Française des pétroles. Ailleurs, on enregistrerait quelques dégonflements d'opérateurs prudents, mais, également, une certaine propension à reprendre timidement les achats.

Si l'on n'avait pas eu l'affaire d'Orient, on monterait un peu l'entendement autour de la corbeille. Ce sentiment diffus se concrétisa dès le lendemain, vendredi, début du nouveau terme boursier. Les gérants de SICAV-Monory, qui ont des liquidités à employer, se manifestèrent à nouveau, ainsi que les opérateurs à court terme, qui disposent d'un mois pour ajuster leurs engagements. Ajoutons le bien vite, sur une solution « honorable » du conflit irano-américain.

Tous ces éléments réunis font que les valeurs françaises progressent de 1,8 % cette semaine, comme la précédente, s'achevant sur une hausse notable.

Certains verront, dans cet optimisme impétueux, un défi à la crise qui nous menace et une danse sur le volcan. D'autres estimeront que le pire n'est pas toujours certain, que la crise internationale peut être évitée, et que l'horizon économique français est moins sombre qu'il y paraît. Une chose est certaine : c'est l'environnement extérieur qui pèse du poids le plus lourd sur la corbeille. Si cet environnement s'améliorait tant soit peu, un raffermissement général des valeurs françaises se produirait vraisemblablement.

FRANÇOIS RENARD.

## Bourses étrangères

### NEW-YORK

Légère reprise en fin de semaine

Une légère reprise survenue à la veille du week-end après le chômage observé le 22 novembre à l'occasion du Thanksgiving Day, a permis au marché d'effacer une petite partie des pertes accumulées durant les trois premières séances. Cette reprise, toutefois, n'a pas, au demeurant, restitué une très grande signification, se produisant traditionnellement au lendemain de ce jour de fête.

De fait, les développements de l'affaire iranienne, avec ses rebondissements et ses prolongements en Arabie Saoudite et au Pakistan, ont été suivis à Wall Street avec une très vive attention mêlée de crainte devant la montée de la violence.

Finalement, les tentatives de médiation dans la recherche d'un compromis devant permettre à Washington, comme à Téhéran, de ne pas perdre la face ont, semble-t-il, un peu rassuré Wall Street, dont les nervs, depuis plus de deux semaines, sont mis à rude épreuve.

L'activité hebdomadaire a porté sur 135,47 millions d'actions contre 149,38 millions.

Indices Dow Jones du 23 novembre : Industriels, 311,77 (contre 311,55) ; transports, 233,66 (contre 241,33) ; services publics, 101,93 (contre 103,33).

Une grande morosité a régné cette semaine sur le marché de Francfort, alimentée à la fois par la crise iranienne et l'annonce par la Bundesbank de sa décision de poursuivre sa politique restrictive en matière de crédit. Les prévisions économiques des cinq « agences » ont, toutefois, mis un peu de baume sur le cœur des investisseurs en fin de semaine, et les cours se sont finalement redressés vendredi.

Indices de la Commerzbank du 23 novembre : 716,5 (contre 712,8).

Cours 16 nov. Cours 23 nov.

	16 nov.	23 nov.
A.E.G.	34,40	37,19
B.A.S.F.	137,50	137,10
Bayer	125,70	123,90
Commerzbank	186	187
Hoechst	123,30	121,80
Manneberg	251,80	252,50
Siemens	251,80	252,50
Volkswagen	179	180

### FRANCFORT

Morose

Une grande morosité a régné cette semaine sur le marché de Francfort, alimentée à la fois par la crise iranienne et l'annonce par la Bundesbank de sa décision de poursuivre sa politique restrictive en matière de crédit. Les prévisions économiques des cinq « agences » ont, toutefois, mis un peu de baume sur le cœur des investisseurs en fin de semaine, et les cours se sont finalement redressés vendredi.

Indices de la Commerzbank du 23 novembre : 716,5 (contre 712,8).

Cours 16 nov. Cours 23 nov.

	16 nov.	23 nov.
A.E.G.	34,40	37,19
B.A.S.F.	137,50	137,10
Bayer	125,70	123,90
Commerzbank	186	187
Hoechst	123,30	121,80
Manneberg	251,80	252,50
Siemens	251,80	252,50
Volkswagen	179	180

### TOKYO

Reprise en fin de semaine

Quatre séances seulement cette semaine, le Kabuto-Cho ayant chômé vendredi pour la fête du travail. Quatre séances donc, durant lesquelles le marché a fluctué au gré des nouvelles parvenues du Moyen-Orient, et plutôt dans le sens de la baisse avec l'aggravation de la situation dans cette partie du monde. Une reprise, toutefois, s'est produite jeudi, qui n'a pas permis aux valeurs nippones d'effacer complètement leurs pertes.

L'activité hebdomadaire s'est encore ralentie, et 220 millions de titres ont changé de mains contre 1.833 millions la semaine précédente (cinq séances).

Indices du 23 novembre : Nikkei Dow Jones, 3.283,58 (contre 3.397,11) ; indice général, 442,10 (contre 444,50).

Cours 16 nov. Cours 23 nov.

	16 nov.	23 nov.
Bowater	142	142
Brit. Petroleum	369	366
Charter	133	171
Courtauld	75	80
De Beers	7,28	7,44
Free State Geduld	33 1/4	35 1/8
G.S. Dist. Stores	32	32
Imp. Chemical	329	330
Shell	328	346
Vickers	188	185
War Loan	27 3/4	28

« En dollars »

un volume de transactions important, ses intérêts pétroliers se trouvant valorisés par la hausse du brut. Le cours du titre, qui avait dépassé 600 F la semaine dernière, a passé la barre des 700 F à la veille du week-end.

Cette distribution a été déclinée en fonction des bons résultats escomptés pour l'exercice en cours.

Les actionnaires de la Compagnie de navigation n° 17 se recevront une action gratuite pour cinq actions anciennes créées le 1er janvier 1979.

Cette distribution a été déclinée en fonction des bons résultats escomptés pour l'exercice en cours.

Le « Crédit agricole » vient de prendre une participation de 10 % dans le capital de la « Calloise du Pm », filiale de « Saint-Gobain », afin de lui donner les moyens financiers nécessaires au rachat de « Lafarge-Ramballages » (« le Monde » du 15 novembre), que le groupe allemand « Billerud-Uddeholm » s'est d'autre part proposé de reprendre. La partie ne semble pas jouée, cependant, les discussions se poursuivent entre les intéressés et les pouvoirs publics.

Boussac - Saint-Frères annonce pour l'exercice clos le 30 juin dernier, d'une durée exceptionnelle de dix-huit mois, un bénéfice net comptable de 11,29 millions de francs. Un dividende global de 4,50 F sera distribué.

Le chiffre d'affaires de Sabat-Gobry, pour les deux premiers mois, a progressé de 9,4 %, à structures comparables, pour

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

« Norak Hydro » a été très vivement recherché à nouveau, avec

### Valeurs à revenu fixe

ou indexées

D'après nos calculs, le nouveau prix de reprise de l'emprunt 4 1/2 % 1979, applicable dès le 1er décembre prochain pour le règlement des droits de mutation, s'établit à 1.144,96 francs (contre 762,19 francs au 1er juin dernier). Ce prix de reprise, valable jusqu'au 31 mai 1980, est, rappelons-le, calculé sur le cours moyen du napoléon (412,18 francs, en l'occurrence) déterminé durant cent séances de Bourse, dont la dernière a eu lieu le 14 novembre dernier.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Selon le président du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, les résultats bruts de l'établissement au 30 septembre, marquant une progression de 10,9 % environ à 117,2 millions de francs. Dans ces conditions, le dividende global pour 1978 (13,80 F par titre) pourrait être accru afin de maintenir sa valeur en francs constants.

Au vu du bénéfice courant dégagé fin juillet par la Compagnie financière de Suez (176,8 millions de francs contre 169,4 millions de francs au 30 septembre),

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, présente dans un communiqué que les titres de France acquies par ses soins depuis le 15 novembre à la Bourse de

Paris représentent 10 % du capital de cette société. Cette opération entre dans le cadre de la diversification du groupe Marcel Dassault commencée avec une prise de participation de 10 % équivalente dans le capital de l'Institut Méteo-Contrôle à 51 % par Rhône-Poulenc.

Matériel électrique, services publics

M. Jean Riboud, président de Schlumberger, a annoncé, dans une lettre aux actionnaires, que le chiffre d'affaires du secteur

« prospection du pétrole » est en augmentation de 23 %, et que l'activité du groupe est satisfaisante dans les autres secteurs.

Pétroles

Une vive animation a régné à nouveau dans le compartiment des pétroles avec l'annonce, par « Elf-Aquitaine » et « Esso », d'une « découverte significative à l'échelle de la France », à 15 kilomètres au nord de Pau, où d'importantes indices d'huile avaient été décelés en juin dernier, près

d'affaires accru de 14,79 %. Ce résultat comprend 84.973 F de plus-values contre 84.451 F.

Les dirigeants du groupe suisse Nestlé tablent, pour l'exercice 1979 en entier sur un bénéfice net de 800 millions de F.S., en progression de 8,25 % sur celui dégagé l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 21 à 22 milliards de F.S. (+ 7,7 % à + 12,8 %).

Cette amélioration des résultats de Nestlé apparaît d'autant meilleure que 95 % des ventes du groupe sont faites à l'étranger en devises fortes et plus souvent.

Bâtiment et travaux publics

Tablant sur de bons résultats pour 1979, le conseil de Schlumberger a décidé d'attribuer une action gratuite pour cinq anciennes créées le 1er janvier 1979. Le dividende global sera au moins maintenu à 15 F.

L'émission d'un emprunt obligataire de 40 millions de francs au maximum convertible en actions est d'autre part envisagée.

Auxil. d'Entreprise

Les établissements G. Leroy restent déficitaires pour le premier semestre, beaucoup moins cependant qu'en 1978 à pareille époque, avec une perte de 4,88 millions de francs au lieu de 21,39 millions de francs. En revanche, la marge brute est redevenue positive (3,98 millions de francs) alors qu'elle avait été négative (12,98 millions de francs) au 30 juin 1978.

Filatures, textiles, magasins

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, présente dans un communiqué que les titres de France acquies par ses soins depuis le 15 novembre à la Bourse de

Paris représentent 10 % du capital de cette société. Cette opération entre dans le cadre de la diversification du groupe Marcel Dassault commencée avec une prise de participation de 10 % équivalente dans le capital de l'Institut Méteo-Contrôle à 51 % par Rhône-Poulenc.

Matériel électrique, services publics

M. Jean Riboud, président de Schlumberger, a annoncé, dans une lettre aux actionnaires, que le chiffre d'affaires du secteur

« prospection du pétrole » est en augmentation de 23 %, et que l'activité du groupe est satisfaisante dans les autres secteurs.

Pétroles

Une vive animation a régné à nouveau dans le compartiment des pétroles avec l'annonce, par « Elf-Aquitaine » et « Esso », d'une « découverte significative à l'échelle de la France », à 15 kilomètres au nord de Pau, où d'importantes indices d'huile avaient été décelés en juin dernier, près

d'affaires accru de 14,79 %. Ce résultat comprend 84.973 F de plus-values contre 84.451 F.

Les dirigeants du groupe suisse Nestlé tablent, pour l'exercice 1979 en entier sur un bénéfice net de 800 millions de F.S., en progression de 8,25 % sur celui dégagé l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 21 à 22 milliards de F.S. (+ 7,7 % à + 12,8 %).

Cette amélioration des résultats de Nestlé apparaît d'autant meilleure que 95 % des ventes du groupe sont faites à l'étranger en devises fortes et plus souvent.

Bâtiment et travaux publics

Tablant sur de bons résultats pour 1979, le conseil de Schlumberger a décidé d'attribuer une action gratuite pour cinq anciennes créées le 1er janvier 1979. Le dividende global sera au moins maintenu à 15 F.

L'émission d'un emprunt obligataire de 40 millions de francs au maximum convertible en actions est d'autre part envisagée.

Auxil. d'Entreprise

Les établissements G. Leroy restent déficitaires pour le premier semestre, beaucoup moins cependant qu'en 1978 à pareille époque, avec une perte de 4,88 millions de francs au lieu de 21,39 millions de francs. En revanche, la marge brute est redevenue positive (3,98 millions de francs) alors qu'elle avait été négative (12,98 millions de francs) au 30 juin 1978.

Filatures, textiles, magasins

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, présente dans un communiqué que les titres de France acquies par ses soins depuis le 15 novembre à la Bourse de

Paris représentent 10 % du capital de cette société. Cette opération entre dans le cadre de la diversification du groupe Marcel Dassault commencée avec une prise de participation de 10 % équivalente dans le capital de l'Institut Méteo-Contrôle à 51 % par Rhône-Poulenc.

Matériel électrique, services publics

M. Jean Riboud, président de Schlumberger, a annoncé, dans une lettre aux actionnaires, que le chiffre d'affaires du secteur

« prospection du pétrole » est en augmentation de 23 %, et que l'activité du groupe est satisfaisante dans les autres secteurs.

Pétroles

Une vive animation a régné à nouveau dans le compartiment des pétroles avec l'annonce, par « Elf-Aquitaine » et « Esso », d'une « découverte significative à l'échelle de la France », à 15 kilomètres au nord de Pau, où d'importantes indices d'huile avaient été décelés en juin dernier, près

d'affaires accru de 14,79 %. Ce résultat comprend 84.973 F de plus-values contre 84.451 F.

Les dirigeants du groupe suisse Nestlé tablent, pour l'exercice 1979 en entier sur un bénéfice net de 800 millions de F.S., en progression de 8,25 % sur celui dégagé l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 21 à 22 milliards de F.S. (+ 7,7 % à + 12,8 %).

Cette amélioration des résultats de Nestlé apparaît d'autant meilleure que 95 % des ventes du groupe sont faites à l'étranger en devises fortes et plus souvent.

Bâtiment et travaux publics

Tablant sur de bons résultats pour 1979, le conseil de Schlumberger a décidé d'attribuer une action gratuite pour cinq anciennes créées le 1er janvier 1979. Le dividende global sera au moins maintenu à 15 F.

L'émission d'un emprunt obligataire de 40 millions de francs au maximum convertible en actions est d'autre part envisagée.

Auxil. d'Entreprise

Les établissements G. Leroy restent déficitaires pour le premier semestre, beaucoup moins cependant qu'en 1978 à pareille époque, avec une perte de 4,88 millions de francs au lieu de 21,39 millions de francs. En revanche, la marge brute est redevenue positive (3,98 millions de francs) alors qu'elle avait été négative (12,98 millions de francs) au 30 juin 1978.

Filatures, textiles, magasins

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, présente dans un communiqué que les titres de France acquies par ses soins depuis le 15 novembre à la Bourse de

Paris représentent 10 % du capital de cette société. Cette opération entre dans le cadre de la diversification du groupe Marcel Dassault commencée avec une prise de participation de 10 % équivalente dans le capital de l'Institut Méteo-Contrôle à 51 % par Rhône-Poulenc.

Matériel électrique, services publics

M. Jean Riboud, président de Schlumberger, a annoncé, dans une lettre aux actionnaires, que le chiffre d'affaires du secteur

« prospection du pétrole » est en augmentation de 23 %, et que l'activité du groupe est satisfaisante dans les autres secteurs.

Pétroles

Une vive animation a régné à nouveau dans le compartiment des pétroles avec l'annonce, par « Elf-Aquitaine » et « Esso », d'une « découverte significative à l'échelle de la France », à 15 kilomètres au nord de Pau, où d'importantes indices d'huile avaient été décelés en juin dernier, près

d'affaires accru de 14,79 %. Ce résultat comprend 84.973 F de plus-values contre 84.451 F.

Les dirigeants du groupe suisse Nestlé tablent, pour l'exercice 1979 en entier sur un bénéfice net de 800 millions de F.S., en progression de 8,25 % sur celui dégagé l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 21 à 22 milliards de F.S. (+ 7,7 % à + 12,8 %).

Cette amélioration des résultats de Nestlé apparaît d'autant meilleure que 95 % des ventes du groupe sont faites à l'étranger en devises fortes et plus souvent.

Bâtiment et travaux publics

Tablant sur de bons résultats pour 1979, le conseil de Schlumberger a décidé d'attribuer une action gratuite pour cinq anciennes créées le 1er janvier 1979. Le dividende global sera au moins maintenu à 15 F.

L'émission d'un emprunt obligataire de 40 millions de francs au maximum convertible en actions est d'autre part envisagée.

Auxil. d'Entreprise

Les établissements G. Leroy restent déficitaires pour le premier semestre, beaucoup moins cependant qu'en 1978 à pareille époque, avec une perte de 4,88 millions de francs au lieu de 21,39 millions de francs. En revanche, la marge brute est redevenue positive (3,98 millions de francs) alors qu'elle avait été négative (12,98 millions de francs) au 30 juin 1978.

Filatures, textiles, magasins

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, présente dans un communiqué que les titres de France acquies par ses soins depuis le 15 novembre à la Bourse de

Paris représentent 10 % du capital de cette société. Cette opération entre dans le cadre de la diversification du groupe Marcel Dassault commencée avec une prise de participation de 10 % équivalente dans le capital de l'Institut Méteo-Contrôle à 51 % par Rhône-Poulenc.

Matériel électrique, services publics

M. Jean Riboud, président de Schlumberger, a annoncé, dans une lettre aux actionnaires, que le chiffre d'affaires du secteur

« prospection du pétrole » est en augmentation de 23 %, et que l'activité du groupe est satisfaisante dans les autres secteurs.

Pétroles

Une vive animation a régné à nouveau dans le compartiment des pétroles avec l'annonce, par « Elf-Aquitaine » et « Esso », d'une « découverte significative à l'échelle de la France », à 15 kilomètres au nord de Pau, où d'importantes indices d'huile avaient été décelés en juin dernier, près

d'affaires accru de 14,79 %. Ce résultat comprend 84.973 F de plus-values contre 84.451 F.

Les dirigeants du groupe suisse Nestlé tablent, pour l'exercice 1979 en entier sur un bénéfice net de 800 millions de F.S., en progression de 8,25 % sur celui dégagé l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 21 à 22 milliards de F.S. (+ 7,7 % à + 12,8 %).

Cette amélioration des résultats de Nestlé apparaît d'autant meilleure que 95 % des ventes du groupe sont faites à l'étranger en devises fortes et plus souvent.

Bâtiment et travaux publics

Tablant sur de bons résultats pour 1979, le conseil de Schlumberger a décidé d'attribuer une action gratuite pour cinq anciennes créées le 1er janvier 1979. Le dividende global sera au moins maintenu à 15 F.

L'émission d'un emprunt obligataire de 40 millions de francs au maximum convertible en actions est d'autre part envisagée.

Auxil. d'Entreprise

Les établissements G. Leroy restent déficitaires pour le premier semestre, beaucoup moins cependant qu'en 1978 à pareille époque, avec une perte de 4,88 millions de francs au lieu de 21,39 millions de francs. En revanche, la marge brute est redevenue positive (3,98 millions de francs) alors qu'elle avait été négative (12,98 millions de francs) au 30 juin 1978.

Filatures, textiles, magasins

La Société centrale d'études Marcel Dassault, holding du groupe Dassault, présente dans un communiqué que les titres de France acquies par ses soins depuis le 15 novembre à la Bourse de

